

Sionisme, antisionisme et haine des Juifs

Guide pratique pour
combattre l'antisémitisme
sous toutes ses formes

Gil Troy et Dov Maïmon



CONSEIL D'ADMINISTRATION DU JPPI, CONSEIL INTERNATIONAL DES GOUVERNEURS

CO-PRÉSIDENTS Stuart E. Eizenstat | Dennis Ross

PRÉSIDENT Yedidia Stern

DIRECTEUR GÉNÉRAL Shuki Friedman

COORDINATRICE DES PROJETS Ita Alcalay

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Elliott Abrams	Rachelle Sprecher Fraenkel	Dan Halperin	Glen Lewy
Adina Bar-Shalom	Eric Goldstein	Steve Hoffman	Steven Nasatir
Richard Bernstein	Shivi Greenfield	Keren Karp	Doron Shorer
Eric Fingerhut	Harley Gross	Tzur Keren	Marc Utay

CONSEIL INTERNATIONAL DES GOUVERNEURS

Amira Aharonoviz	Alan Hoffmann	Jehuda Reinharz	Ayelet Nachmias-Verbin
Sandy Baklor	Steve Hoffman	Mark Rosenberg	Mark Wilf
Irwin Cotler	Vernon Kurtz	Gary Rosenblatt	
Esther Dominicini	Bernard-Henri Levy	Erika Rudin-Luria	
Eric Fingerhut	Glen Lewy	Josh Schwarcz	
John Fishel	Daniel Liwerant	Zalman Shoval	
Sami Friedrich	Judit Bokser Liwerant	Michael Siegel	
Ralph Gerson	Isaac Molho	Jeff Solomon	
Sara Genstil	Lonnie Nasatir	Michael Steinhardt	
Eric Goldstein	Steven Nasatir	Marc Utay	

Membres honorifiques

Doron Almog, Président de l'exécutif de l'Agence Juive

Avinoam Bar-Yosef, Président Émérite

Yehezkel Dror, Président Fondateur

REMERCIEMENTS PARTICULIERS À

The Jewish Agency for Israel

Aviv Foundation

William Davidson Foundation

Jack, Joseph and Morton Mandel Foundation

Kirsh Family Foundation

Diane & Guilford Glazer Fund

The Charles and Lynn Shusterman Family Philanthropies

Ida and Lester Crown Foundation

Russell Berrie Foundation

David & Inez Myers Foundation

Wilf Family Foundation

Glen and Cheryl Lewy Foundation

The Utay Family Foundation

CRB Family Foundation

Eric and Tamar Goldstein Foundation

UJA-Federation of New York

The Jewish Federation of Metropolitan Chicago

The Jewish Federations of North America

The Isadore and Bertha Gudelsky Family Foundation

Sandy Baklor

Stuart Eizenstat

Steven Nasatir

Zalman Shoval



Sionisme, antisionisme et haine des Juifs

Guide pratique pour
combattre l'antisémitisme
sous toutes ses formes

Gil Troy et Dov Maïmon

Copyright © The Jewish People Policy Institute (JPPI).

Créé par l'Agence Juive pour Israël Ltd. (CC)

Jérusalem 2025/5785 JPPI, campus de Givat Ram, B.P. 39156, Jérusalem 9139101, Israël

Téléphone : 972-2-5633356 | Fax : 972-2-5635040 | www.jppei.org.il

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être traduite, reproduite, stockée dans un système d'extraction ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre, sans l'autorisation écrite expresse de l'éditeur.

Imprimé et distribué par The Jewish People Policy Institute (JPPI)

Conception graphique : Tal Shimshoni

ISBN 978-965-7549-56-8

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 5

FAQ 15

Réponses éclair à cinq questions délicates

CHAPITRE 1 21

Le sionisme – Le peuple d’Israël vivant pleinement
l’État d’Israël sur la terre d’Israël

CHAPITRE 2 39

L’antisémitisme : la haine qui change de costume,
jamais de cible

CHAPITRE 3 49

Comment l’antisionisme est devenu le langage universel
de la résistance

CHAPITRE 4 67

Ce qu’il faut savoir pour ne plus se taire

CHAPITRE 5 81

Déconstruire les accusations qui diabolisent Israël

CONCLUSION 105

L’heure du combat

INTRODUCTION

Juif ou non, cette brochure est pour vous. En intervenant dans de multiples communautés aux quatre coins du globe, nous, auteurs, constatons un malaise. Les Juifs et leurs amis se sentent souvent désarmés.

Face à des accusations aussi violentes qu'absurdes – « Pourquoi tuez-vous les bébés palestiniens ? », « Le sionisme, c'est du fascisme », « Israël est un État génocidaire » –, ils ne savent pas quoi répondre.

Comment s'appelle cette hésitation ? la sidération. Parce que ces attaques empilent les contre-vérités avec tant d'imbécilité, qu'on ne sait même plus quoi dire. Et par où commencer.

Alors nous devons agir. Offrir un outil clair, une base. Pour pouvoir tenir tête. Pour pouvoir dire non à la déformation de l'histoire, à l'inversion morale, à la haine déguisée en opinion.

Cette brochure est née de ce constat. Elle n'est pas neutre. Elle est un appel. A ne pas baisser les yeux, à ne pas se taire.

Avant celle-ci, une première brochure — *7 octobre : décrypter la guerre Israël-Hamas* — avait été publiée le 7 octobre 2024 et avait aussitôt suscité un large retentissement. Elle a été téléchargée à plus de 100 000 exemplaires aux États-Unis, et largement diffusée dans de nombreux autres pays. Pour des milliers de Juifs, elle est devenue une ressource vitale face à la plus grande vague d'antisémitisme qu'ait connue l'Europe depuis la Shoah.

Cette deuxième brochure s'inscrit dans la même dynamique, fruit du partenariat Israël-Diaspora. Comme pour la première, elle a été élaborée par les chercheurs du JPPI (Jewish People Policy Institute). Des partenaires français, suisses et luxembourgeois ont financé l'impression et permis la distribution gratuite de 25 000 exemplaires. Ensemble, ils œuvrent à protéger en priorité les plus vulnérables : nos jeunes.

Livrés à eux-mêmes dans des établissements scolaires saturés d'idéologie, ces jeunes idéalistes, sensibles au sort des Gazaouis, sont une proie facile, instrumentalisés par trois forces convergentes :

- les islamistes, qui rêvent d'imposer un califat
- les activistes palestiniens et iraniens, qui cherchent à délégitimer Israël et à abattre l'Occident
- et l'extrême gauche, qui veut renverser la République en s'appuyant sur les idiots utiles de ces causes.

C'est pour cette jeunesse que cette brochure existe en premier lieu.

Nous sommes tous des Juifs du 7 octobre

Depuis le 7 octobre, un monde s'est effondré et un autre s'est révélé. Les attaques du Hamas, d'une brutalité immensurable, ont mis à nu la haine ancienne, longtemps contenue. Cette haine n'est plus marginale. Elle s'exprime dans les rues, sur les réseaux, à l'université, à l'école, au cœur même des institutions démocratiques.

En Israël comme en Diaspora, le front terrifiant est partout. Le combat doit, de facto, se dérouler partout.

Car nous sommes dans une nouvelle ère. Une ère où le Juif est à nouveau désigné. Où il redevient suspect, coupable, ciblé.

Il y avait les Juifs de la synagogue, les Juifs de Kippour. Le 7 octobre a fait naître une nouvelle génération : les « Juifs du 7 octobre ». Des millions de personnes à travers le monde se sont senties juives ce jour-là.

Cette haine, depuis, se déverse partout.

La France en est aujourd'hui l'un des épicentres. Un antisémitisme composite, à plusieurs visages, s'y est enraciné : l'islamisme et l'extrême gauche, portés par les milieux universitaires, culturels et politiques. Les Français juifs se sentent marginalisés, menacés, souvent niés dans leur identité. Sur les campus, dans les quartiers, dans les médias, ils se cachent, gommant leur singularité. Et beaucoup pensent que leurs petits-enfants – ou leurs enfants – ne pourront continuer à vivre en France.

L'Espoir maintenant

Ce guide commence et se termine sur une note résolument positive. Ce n'est pas un choix rhétorique : c'est une déclaration idéologique et historique forte, qui vise à replacer la haine dans une juste perspective. Jean-Paul Sartre écrivait, après la Shoah, dans *Réflexions sur la question juive* : « C'est l'antisémite qui fait le Juif ». Le sionisme, en réponse, affirme : « Non. Désormais, c'est le Juif qui fait le Juif », et peut-être que dans cette guerre, *in fine*, « c'est Israël qui fait le Juif ».

Cette formule mérite examen. Trop souvent, c'est la détestation brutale, irrationnelle, qui rappelle à certains leur identité juive. Notre projet va à l'inverse de cette essentialisation. Nous voulons que chaque Juif et chaque Juive découvre la richesse de sa tradition, la beauté de son héritage, et trouve dans ce legs, les fondements d'une identité assumée, construite non pas dans le regard de l'autre qui hait, mais dans un regard propre, nourri d'un contenu positif.

Jean-Paul Sartre écrivait dans Réflexions sur la question juive : « C'est l'antisémite qui fait le Juif ». Le sionisme, en réponse, affirme : « Non. C'est le Juif qui fait le Juif ».

Le sionisme est précisément cela : l'incarnation politique d'un projet millénaire visant à rendre au Juif sa dignité, sa souveraineté, sa capacité à se définir par lui-même. Il n'est pas seulement un mouvement national ; il est une vision du monde, un ancrage. Il permet d'exprimer pleinement son identité – à la fois personnelle et collective, culturelle, religieuse, civilisationnelle et ethnique – et de bâtir, sur sa terre ancestrale, une société fidèle à l'esprit de son héritage plurimillénaire.

Ce projet est ambitieux. Revenir sur sa terre et y fonder un État libre, libéral et démocratique, au cœur d'un environnement régional où ces idéaux ne sont ni partagés ni hérités, est un défi de chaque instant. C'est une lutte contre le terrorisme, une bataille permanente pour garantir à tous les citoyens – hommes et femmes, Juifs et non-Juifs – des droits égaux, et entiers. C'est une guerre asymétrique contre des islamistes qui aiment la mort comme nous aimons la vie. Très peu de peuples autochtones sont parvenus à reconquérir leur terre ancestrale et à y établir un État viable. Certes, les San (Namibie, Botswana), les Herero (Namibie), les Akan (Ghana, Côte d'Ivoire) ou encore les Ewe (Ghana, Togo, Bénin) ont pu réinvestir leurs territoires après la fin des empires coloniaux. Les Inuits du Canada ont obtenu le Nunavut. L'histoire des Juifs s'inscrit dans ce vaste mouvement de justice rendue aux peuples autochtones. Mais Israël

commence à devenir une puissance régionale dont l'affirmation dérange autant les anciens empires occidentaux que les puissances montantes du Sud global.

Le projet n'est pas achevé. Il ne peut l'être. Car il est permanent. Il est un combat, mais aussi une fidélité. Une fidélité à une aspiration ancienne, celle qui animait déjà le patriarche Abraham lorsqu'il quitta Our Kasdim pour s'installer, seul, sur une terre inhospitalière, avec le rêve d'y fonder une civilisation faite de justice, d'hospitalité et de transcendance.

Il était seul. Il y a trente-huit siècles. Et aujourd'hui, plus de quatre milliards d'êtres humains se réclament de son héritage. Nous aussi, aujourd'hui, avons l'impression d'être seuls. Mais nous croyons que l'humanité peut se souvenir qu'elle descend d'Abraham. Qu'elle retrouvera alors le chemin de la justice, de la paix et de la lumière – un combat civilisationnel qui dépasse le peuple juif et appelle tous ceux qui refusent la haine et le totalitarisme.

Un moment métahistorique

Nous vivons un moment exceptionnel. Métahistorique. Biblique, peut-être. Car l'Histoire s'écrit sous nos yeux.

Cette guerre, actuellement imposée à Israël a commencé dans une horreur indicible. Nos otages sont encore captifs, suppliciés par des terroristes. Mais cette horreur accouche d'une transformation géopolitique majeure. Tous les observateurs sérieux s'accordent à le dire : Israël sort de ce conflit, plus fort que jamais. Le Hamas est militairement défait. Le Hezbollah recule. La Syrie n'est plus une menace existentielle. La trajectoire de l'Iran nucléaire est brisée. Par un pays tout petit. Et isolé. Mais déterminé. Et même si une majeure partie de l'opinion publique mondiale s'enflamme contre Israël, les politiciens, eux, respectent sa puissance, convoitent sa technologie. Et ses cerveaux.

Cette brochure ne parle pas blindés ou missiles. Elle parle de l'autre guerre : celle du narratif, de l'idéologie. Elle parle de celle que nous devons gagner, comme nous avons gagné toutes les autres, depuis trente-cinq siècles.

Sionisme : un gros mot ?

Le mot seul déclenche la fureur. Il ne s'agit pourtant que d'un nom pour désigner le droit d'un peuple à retrouver son foyer. Le sionisme n'est pas une idéologie d'exclusion : c'est le nom du mouvement de libération nationale du peuple Juif. Uniquement cela.

Antisionisme : opinion ou obsession ?

Critiquer un gouvernement, c'est légitime. Dans toute démocratie, remettre en question des décisions politiques, dénoncer des abus, débattre de choix stratégiques fait partie intégrante de la vie citoyenne. Israël n'échappe pas à cette règle, et c'est très bien ainsi.

Mais il y a une différence essentielle entre juger ce qu'un pays fait et nier ce qu'il est. Entre contester des actions et refuser à un peuple le droit de disposer d'un État. Ce glissement, subtil, change tout.

Quand, quoi qu'il fasse, Israël est considéré comme fondamentalement illégitime. Quand son existence même est perçue comme une injustice. Quand ses citoyens sont déshumanisés, ses morts moqués, ses soutiens diabolisés, alors il ne s'agit plus d'un désaccord politique. C'est de l'hostilité. Ce n'est plus de la critique : c'est de la haine. L'antisionisme n'est pas une opinion, mais le masque moderne de l'antisémitisme.

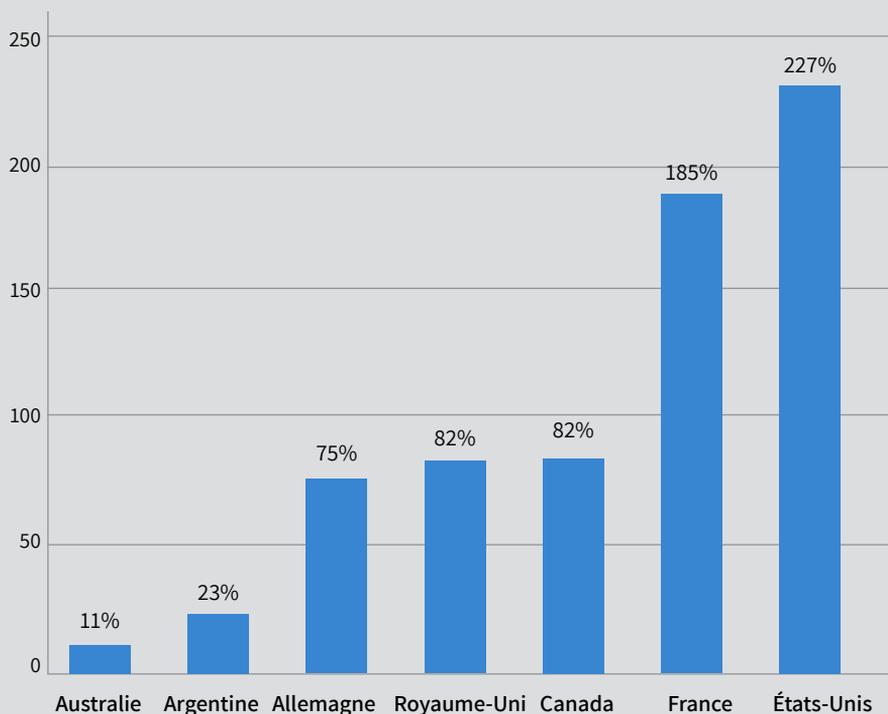
Le lien entre antisionisme et antisémitisme a été souligné à plusieurs reprises par des voix d'autorité. Dès les années 1980, le philosophe Vladimir Jankélévitch observait que « l'antisionisme est la permission d'être démocratiquement antisémite ». Plus tard, le 21 juillet 2014, réagissant aux cortèges propalestiniens, Robert Badinter constatait : « Ce qui s'exprimait à nouveau à Paris dans ces manifestations, c'était, au-delà de l'antisionisme, l'antisémitisme, la haine des Juifs ». Enfin, le 16 juillet 2017, lors de la commémoration de la rafle du Vel d'Hiv, Emmanuel Macron reprenait ce diagnostic en des termes sans équivoque : « Nous ne céderons rien à l'antisionisme, car il est la forme réinventée de l'antisémitisme ».

Il est important de rappeler, dès l'abord, ceci : quelle que soit la sincérité affichée dans certains cercles propalestiniens, l'antisionisme qui y règne, produit des effets dévastateurs sur le quotidien des Juifs.

Les militants antisionistes affirment lutter contre toutes les formes de racisme, y compris l'antisémitisme. Leur intention ne serait pas de viser les Juifs. Pourtant, sur plus de 140 campus à travers le monde, les témoignages de plus de 14 000 étudiants révèlent un profond malaise. Plus les militants BDS sont actifs, plus les étudiants juifs disent vivre dans la peur, cachant leur identité, se retirant de la vie sociale. Ils rapportent des remarques blessantes, des humiliations, des mises à l'écart, et évidemment des agressions.

FICHE-INFO | HAUSSE DES INCIDENTS ANTISÉMITES APRÈS LE 7 OCTOBRE À TRAVERS LE MONDE

De 2021 à 2023



Source : J7 Annual Report on Antisemitism, 2025.

Lorsque la focalisation quasi exclusive sur Israël – dans le débat public comme dans les médias – engendre un malaise croissant au sein des communautés juives, ce phénomène ne peut être minimisé. Partout dans le monde, de nombreux Juifs disent vivre dans la peur. Ils relatent des remarques hostiles, des mises à l'écart, parfois des violences – un environnement diffus mais oppressant.

Une démocratie ne saurait faire l'économie d'une réflexion sérieuse sur ce que vit une minorité lorsqu'elle se sait désignée, isolée, réduite à une appartenance qu'elle ne revendique pas – mais qu'on lui impose sans relâche.

La fin d'une période de grâce

Pendant près de sept décennies après la Shoah, l'antisémitisme a été tenu à distance. Honteux. Enfoui. Bâillonné. Cette période est à présent révolue. Enterrée.

Aujourd'hui, l'antisémitisme est redevenu une opinion parmi d'autres.

En mars 2025, la justice belge a acquitté un écrivain, Herman Brusselmans, qui avait déclaré vouloir « enfoncer un couteau pointu dans la gorge de chaque Juif qu'[il] rencontre ». Le tribunal a estimé que « les limites de la liberté d'expression n'avaient pas été dépassées ». Véridique.

Une mécanique d'accusation

Aujourd'hui, la mécanique est claire : Juif = sioniste = génocidaire = individu à éliminer.

Telle est l'équation. Celle que l'on entend dans la rue, sur les réseaux, dans des médias ou dans des campus. C'est cette équation folle que nous allons démembrer dans les pages qui suivent.

Cette haine est plus qu'une idéologie : c'est un mythe. Une structure. Une croyance. Elle n'est pas politique, elle est métaphysique. Elle oppose deux visions du monde : celle qui pense, doute, questionne, ouvre, accueille et libère. Et celle qui hait, juge, accuse, verrouille, opprime et rejette.

Nous devons être du côté de la pensée et de la raison. Et pour cela, il faut des faits. Des repères. Des arguments. Que cette brochure va vous livrer.

Notre ambition est de publier une série de guides : sur les relations Diaspora–Israël, sur l'histoire d'Israël, sur l'histoire du peuple Juif, ou encore sur la manière d'être un parent juif ou un étudiant juif aujourd'hui. Le présent guide pratique aborde deux phénomènes déterminants : le sionisme – ce mouvement de libération nationale juive à l'origine de la fondation d'Israël – et la haine persistante des Juifs, sous toutes ses formes, y compris modernes. Il apporte des éléments historiques, géopolitiques et juridiques pour aider la personne honnête et droite à se faire sa propre opinion loin du bruit des médias.

Les trois parties de cet ouvrage

A. Réponses éclair à cinq questions délicates

1. Qu'est-ce que le sionisme ?
2. Qu'est-ce que l'antisionisme ?
3. Quels sont les liens et les différences entre antisionisme et antisémitisme ? Pourquoi cette confusion explose-t-elle aujourd'hui ?
4. Les militants propalestiniens ou les critiques d'Israël sont-ils nécessairement antisémites ?
5. Que peuvent faire les Juifs et les sionistes pour contrer la haine à leur endroit ?

B. Des éléments pour comprendre

Chapitre 1 : *Le sionisme – Un peuple enfin chez lui*

Israël : par les Juifs, pour les Juifs, sur la terre d'Israël.

Chapitre 2 : *L'antisémitisme : la haine qui change de costume, jamais de cible*

Ce chapitre retrace comment l'antisémitisme se réinvente pour épouser, sans relâche, les discours et les peurs de chaque époque.

Chapitre 3 : *Comment l'antisionisme est devenu la cause fédératrice de toutes les luttes ?*

Ce chapitre retrace comment une idéologie totalitaire et antisémite s'est déguisée en lutte émancipatrice pour infiltrer les combats progressistes.

C. Des éléments pour agir

Chapitre 4 : *Ce qu'il faut savoir pour ne plus se taire*

Ce chapitre décrypte la narration palestinienne dominante afin de réaffirmer l'ancrage historique, moral et politique du projet sioniste.

Chapitre 5 : *Déconstruire les accusations qui diabolisent Israël*

Cette partie propose des réponses précises et pédagogiques pour contrer la désinformation, rétablir les faits et défendre Israël dans le débat public.

Définitions des termes clés qui jalonnent cet ouvrage

Avant de développer ces trois parties, définissons les termes qui nous seront utiles au long de l'ouvrage.

Sionisme : mouvement de libération nationale du peuple juif, qui affirme que les Juifs

sont à la fois une religion et un peuple, et qu'ils ont, à ce titre, le droit d'établir un État juif et démocratique sur leur terre historique.

Antisionisme : idéologie qui rejette la légitimité même de la nation juive, nie le lien historique entre les Juifs et la Terre d'Israël, et s'oppose à la concrétisation de ce projet dans l'existence de l'État d'Israël.

Antisémitisme : idéologie obsessionnelle et conspirationniste selon laquelle « les Juifs » – qu'il s'agisse de la religion, du peuple ou de l'État juif, incarnent une menace centrale et maléfique pour l'humanité.

Haine des Juifs : forme brute de préjugé, s'exprimant par le mépris, la discrimination, l'intimidation, et la violence à l'encontre des Juifs, en tant qu'individus ou collectivité.

Remerciements

Cette brochure n'aurait pu voir le jour sans l'engagement de Dr Yaël David, Philippe Lévy, Didier Long, Charles Rozjman, Israël Bar Tzion, Marc Siemiatyski, Danielle Aspis et Ambre Bartok. Nous adressons également un remerciement tout particulier à Simon Moos, qui nous a transmis un précieux kit de réponses tactiques que nous avons intégré.

D'autres – KP, CT, SG, CB, CO – qui ont contribué avec la même ardeur, mais dans une France où dire qu'on est juif revient à faire un « coming-out » risqué, ont préféré taire leur nom.

Ils attendent dans l'ombre, convaincus que viendra le jour où les compromissions seront mises en lumière et où la vérité pourra enfin être dite.

Que chacun trouve ici l'expression de notre profonde gratitude. Les idées présentées demeurent celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du JPPI.

Dov Maimon

Éditeur de la version française

Jérusalem, Veille de Rosh Hachana 5786

Q & A

RÉPONSES ÉCLAIR À CINQ QUESTIONS DÉLICATES

1 QU'EST-CE QUE LE SIONISME ?

Le sionisme est le mouvement de libération nationale du peuple juif. Il s'enracine dans un lien ininterrompu de plus de 3 500 ans entre les Juifs et la terre d'Israël – une terre qui fut le théâtre de leur naissance collective, de leur langue, de leur foi et de leur mission.

Formulé comme projet politique au XIXe siècle, le sionisme visait à restaurer la souveraineté juive sur cette terre ancestrale et à rendre à un peuple dispersé sa dignité, son autonomie, sa capacité à décider pour lui-même. Ce projet s'est concrétisé en 1948 avec la création de l'État d'Israël. Mais loin d'être achevé, le sionisme reste aujourd'hui un engagement vivant : défendre Israël face à ses détracteurs, soutenir le peuple juif face à la haine, et construire ensemble un État démocratique, éthique et inspirant, où chacun puisse s'épanouir.

Le sionisme repose sur trois principes fondamentaux :

- Le peuple juif constitue une nation, et non une simple communauté religieuse.
- La terre d'Israël est le centre spirituel et historique du judaïsme, quelle que soit la région du monde où vit un Juif.
- Comme tout peuple, les Juifs ont droit à un État souverain sur leur terre. Israël est donc, de plein droit, un membre légitime de la communauté internationale.

Mais le sionisme dépasse la seule politique. Il est une quête d'identité, de justice et d'avenir. Il plonge ses racines dans les textes, la mémoire et l'éthique juives. Après la Shoah, il est devenu un rempart existentiel, un socle de continuité et d'espérance pour l'identité juive moderne.

Fait historique révélateur – et profondément ironique : c’est en France, au cœur d’une démocratie libérale, que le sionisme moderne trouva un souffle nouveau. L’Affaire Dreyfus fit basculer bien des espoirs. Elle révéla que même dans les sociétés les plus éclairées, les Juifs pouvaient être trahis par l’État censé les protéger. Ce fut un choc : l’émancipation ne garantissait ni la sécurité, ni l’égalité. Il fallait donc que les Juifs assurent eux-mêmes leur destin, en se dotant d’un cadre politique souverain. C’est de cette lucidité que naquit la nécessité sioniste.

2 QU’EST-CE QUE L’ANTISIONISME ?

L’antisionisme désigne le rejet du sionisme et du droit du peuple juif à disposer d’un État souverain sur sa terre ancestrale. Il ne se limite pas à critiquer les décisions d’un gouvernement : il vise la légitimité même de l’existence d’Israël en tant qu’État juif. Il s’attaque non à ce que fait Israël, mais à ce qu’il est, c’est-à-dire l’expression politique d’un peuple dont l’ancrage historique en terre d’Israël est pourtant incontestable.

Ce rejet s’accompagne d’un effacement méthodique des liens millénaires entre les Juifs et leur terre, et d’une lecture systématiquement unilatérale du conflit israélo-palestinien. L’histoire juive est alors non seulement niée, mais reconfigurée selon des récits idéologiques contemporains. L’antisionisme s’inscrit dans une dynamique plus large : celle de la réécriture symbolique des origines, où l’on instrumentalise des figures juives pour servir des causes identitaires actuelles. Ainsi, représenter Jésus – un Juif de Judée – avec un keffieh, comme ce fut le cas au Vatican en 2023, participe à une entreprise de substitution : il ne s’agit plus de reconnaître la complexité historique, mais de gommer la continuité juive, de réassigner les identités.

De telles distorsions se répandent en Europe. En Espagne, des responsables politiques qualifient les Juifs d’Israël de colonisateurs, niant leur autochtonie. En France, la mise en scène de la crèche revisitée véhicule une lecture exclusivement palestinienne du christianisme. Une lecture par ailleurs totalement anachronique et anhistorique. Au Royaume-Uni, lors de manifestations propalestiniennes, on détourne l’image d’Anne Frank et on assimile Israël à l’apartheid, vidant ainsi la Shoah de sa portée historique pour en faire un outil militant.

Ces dérives alimentent une vision binaire du monde, qui nie, simplifie ou efface l’histoire juive, et fait d’Israël le bouc émissaire de tous les torts. L’antisionisme repose ainsi sur trois grandes falsifications :

- **Il présente Israël comme un État colonialiste.** En niant l'histoire continue du peuple juif sur sa terre, il falsifie la réalité. Il ignore que les Juifs sont les seuls à être revenus de l'exil sur leur terre d'origine, et que leur lien n'est pas une construction moderne mais, une mémoire vivante.
- **Il qualifie le sionisme de racisme et Israël d'État d'apartheid.** Ce raccourci transforme un conflit national en opposition raciale. Mais Israël n'est pas une société fondée sur la ségrégation : Juifs, Arabes, Chrétiens, Musulmans et Druzes y vivent, votent, travaillent, et jouissent des mêmes droits civiques.
- **Il présente les Juifs et les Israéliens comme des oppresseurs.** Ce récit ignore les agressions constantes auxquelles Israël fait face et minimise sa vitalité démocratique. Malgré les tensions, Israël a fait le choix d'un pluralisme radical, avec un système de représentation proportionnelle intégrale qui garantit l'inclusion, même au prix d'une certaine instabilité.

Il est donc indispensable de rappeler que l'antisionisme, même s'il se réclame de l'universalisme ou des droits humains, n'est pas une simple opinion politique. Il nie à un peuple le droit que l'on reconnaît à tous les autres : celui de vivre librement sur sa terre. On peut soutenir les droits du peuple palestinien sans rejeter ceux du peuple juif. Mais quand on nie à ce dernier sa légitimité nationale, on ne fait plus de la critique : on prolonge, sous un autre nom, l'antisémitisme.

3 ANTISIONISME ET ANTISÉMITISME : QUELS LIENS ? QUELLES DIFFÉRENCES ? POURQUOI CETTE FLAMBÉE ACTUELLE ?

L'antisémitisme est une théorie conspirationniste ancienne, fondée sur une haine obsessionnelle : il surestime le rôle, le pouvoir ou la malveillance supposée des Juifs. Il vise leurs traditions, leurs institutions, leurs valeurs – et aujourd'hui leur État. Il repose souvent sur les « 3 D » formulés, en 2003, par Natan Sharansky : diabolisation, délégitimation et « deux poids, deux mesures ».

Certes, tous les antisionistes ne sont pas nécessairement antisémites. Mais il leur revient d'en faire la preuve – pas aux Juifs de se justifier. Il y a peut-être des chasseurs animalistes et non carnivores mais ils ne sont pas légion. Quelques rares personnes

rejettent tout nationalisme, y compris le leur. Mais ceux qui défendent le nationalisme palestinien tout en niant le droit du peuple juif à en faire autant doivent reconnaître la part de responsabilité qu'ils ont dans la banalisation de discours haineux.

Aujourd'hui, l'antisionisme reprend les ressorts classiques de l'antisémitisme : autrefois on s'en prenait au « Juif », désormais à « l'État juif ». L'extrême droite s'en prend aux Juifs en tant qu'individus, l'extrême gauche à Israël, tout en ciblant aussi des Juifs en Diaspora.

L'historien Robert Wistrich parlait de l'antisémitisme comme de « la plus vieille haine ». C'est aussi l'une des plus protéiformes, capables d'épouser toutes les idéologies, de se glisser dans tous les contextes. Elle prospère dans les périodes de crise démocratique, quand le totalitarisme regagne du terrain. Aujourd'hui, elle s'exprime sous des formes plus raffinées, parfois masquée derrière le langage des droits humains ou de la solidarité internationale. L'antisionisme permet à cette haine de se redéployer dans des espaces respectables, intellectuels, militants, médiatiques. Et dès qu'Israël est mis au pilori, elle ressurgit, contagieuse, virulente, habillée des habits du juste.

4 **TOUT MILITANT PROPALESTINIEN OU CRITIQUE D'ISRAËL EST-IL ANTISÉMITE ?**

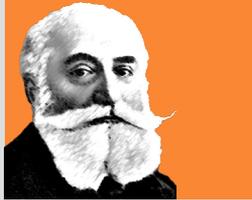
Évidemment non. Comme tout État, Israël peut être critiqué. Il prend parfois des décisions contestables, et ses dirigeants ne sont ni unanimement justes ni exempts de reproches. Il est donc parfaitement légitime de dénoncer certaines politiques israéliennes sans pour autant remettre en question l'existence d'Israël ni attaquer les Juifs en tant que peuple.

De nombreux militants propalestiniens s'engagent d'ailleurs dans cette voie : ils défendent les droits des Palestiniens tout en reconnaissant le droit d'Israël à exister en paix. Inversement, de nombreux sionistes progressistes estiment que leur idéal ne sera pleinement réalisé que lorsque les Palestiniens disposeront, eux aussi, d'un État viable et souverain, aux côtés d'Israël. Dans cette perspective, soutenir la cause palestinienne et soutenir Israël ne sont pas nécessairement contradictoires. C'est d'ailleurs ce qui se passe au sein même de la société israélienne, où de nombreux citoyens critiquent leur gouvernement avec vigueur, tout en restant profondément attachés à la démocratie, aux droits humains et à la recherche d'un accord politique juste.

FICHE-INFO | RÉPONSES SIONISTES À LA HAINE DES JUIFS



Idéalisme – Theodor Herzl (1860-1904):
Quand les Juifs “vivent enfin comme un peuple libre sur leur propre sol”, “le monde sera libéré par notre liberté, enrichi par notre richesse, magnifié par notre grandeur”.



Identité – Max Nordau (1849-1923):
L’antisémitisme a poussé les Juifs instruits à renouer avec leur peuple, mais c’est le “principe des nationalités” qui a éveillé une conscience claire de leur identité.



Industrieux – David Ben-Gourion (1886-1973):
“Peu importe ce que disent les goyim. Ce qui compte c’est ce que font les Juifs”.



Indépendance – Golda Meir (1898-1978):
“Il n’est pas sain qu’une personne se lève en s’inquiétant de ce que pense de lui son voisin. Ici, on est chez nous et le fait qu’on soit juif a cessé d’être un sujet de préoccupation”.



Indifférent – Shimon Peres (1923-2016):
L’antisémitisme “a cessé d’être le problème des Juifs. Désormais, c’est le problème de ceux qui nous haïssent”.



Incorruptible – Rabbis David Hartman (1931-2013):
Ne nous complaisons pas dans nos blessures narcissiques. “Auschwitz est toujours dans nos mémoires mais c’est la mémoire du Sinaï qui est le moteur de notre action”.

Critiquer Israël ou plaider pour les droits palestiniens ne relève donc ni nécessairement de l'antisionisme ni de l'antisémitisme. Mais encore faut-il rester de ce côté de la ligne. Il arrive que certains la franchissent. Lorsqu'on s'en prend à une synagogue, à une école juive ou à des passants portant une kippa en réaction à un événement au Proche-Orient, on ne critique plus une politique : on vise des Juifs parce qu'ils sont Juifs. Lorsqu'on proclame « le seul bon sioniste, c'est un sioniste mort », on ne formule plus une opposition idéologique : on profère un appel au meurtre.

Et quand, dans certaines manifestations propalestiniennes, on célèbre des attentats, qu'on agite des portraits de terroristes, ou que des slogans comme « Itbah al-Yahud » – « massacrez les Juifs » – résonnent dans les rues d'Europe, il devient impossible de distinguer la défense d'une cause de la propagation d'une haine. Ce sont ces débordements, violents et répétitifs, qui rendent le débat plus confus, plus tendu, et qui fragilisent ceux qui, des deux côtés, cherchent une voie de paix, de justice et de reconnaissance mutuelle.

5 QUE PEUVENT FAIRE LES JUIFS ET LES SIONISTES FACE À CETTE HAINE ?

Il faut d'abord refuser l'inversion morale qui consisterait à demander aux Juifs de se justifier d'exister ou aux sionistes de s'excuser d'avoir un État. Ce ne sont pas les Juifs qui créent l'antisémitisme, ni Israël qui provoque l'antisionisme. La haine ne se justifie jamais. Elle engage uniquement ceux qui la portent.

Il faut une tolérance zéro envers l'intolérance, tout en cultivant une tolérance active pour les divergences d'opinion dans les sociétés démocratiques.

L'antisémitisme – sous toutes ses formes – est un poison totalitaire. Il trahit les valeurs fondamentales de la démocratie et révèle des fractures plus profondes, sociales, politiques et culturelles.

Mais refuser la haine ne signifie pas rester passif. Il faut y répondre avec fermeté, clarté et courage. Cela commence par affirmer hautement une identité juive assumée, digne et ouverte – sans crainte, sans honte, sans se cacher. Revendiquer le sionisme pour ce qu'il est : le droit d'un peuple à être libre sur sa terre. Et le faire non pas dans un esprit de fermeture ou de revanche, mais comme une contribution active à l'universel, à la démocratie, aux droits humains.

LE SIONISME – LE PEUPLE D'ISRAËL VIVANT PLEINEMENT L'ÉTAT D'ISRAËL SUR LA TERRE D'ISRAËL

LES TROIS NAISSANCES DU SIONISME

« Être un peuple libre sur notre terre, la terre de Sion et de Jérusalem... » – ainsi se conclut Hatikvah, l'hymne national des Juifs... ou d'Israël ? Les deux, en réalité. Cette confusion apparente raconte tout : l'histoire du peuple juif, du sionisme – son mouvement national – et de l'État d'Israël qui en résulte. Car la terre ancestrale, qui est leur foyer national, est aujourd'hui un État juif et démocratique, garantissant l'égalité des droits à tous ses citoyens, y compris aux 20 % d'Arabes qui en font partie.

Le terme « Juif » suscite depuis longtemps des interrogations et des débats. Cette appellation désigne simultanément un peuple, une religion, une langue, une nation, un groupe attaché à une terre, une langue et une civilisation. Cette multiplicité de dimensions distingue fondamentalement l'identité juive d'autres modèles nationaux.

Le peuple français, par exemple, ne présente pas ces caractéristiques multiples : c'est l'État-nation issu de la Révolution française qui l'a façonné. Chez nos voisins germaniques, bien que la dimension ethnique partagée soit plus marquée, il s'agit encore d'un État-nation au sens moderne.

L'identité juive relève d'une logique différente. En italien, le terme « ebreo » (hébreu) et en russe « еврей » (evrei), font référence littéralement à ceux qui parlent la langue des Hébreux. Cette particularité, qui peut sembler atypique dans le contexte moderne, constitue en réalité une normalité parmi les peuples anciens, notamment les peuples sémites.

Les Juifs forment un peuple ancien, un groupe ethnique sémite qui, à l'instar de tous les peuples anciens du Moyen-Orient, possède une origine commune, sa propre religion, sa langue, sa conception du divin, son projet sociétal et sa terre.

Au cours de ses 3 500 ans d'histoire, ce groupe s'est naturellement enrichi de personnes qui ont adhéré à son projet religieux et sociétal. Ces convertis au judaïsme font

aujourd'hui partie intégrante de ce groupe ethnoreligieux, témoignant de la capacité d'intégration et d'évolution de cette identité millénaire.

Le terme « Juif » provient du latin *Judeus*, lui-même dérivé de l'hébreu *Yéhoudi*, qui signifie « Judéen », c'est-à-dire personne originaire de Judée. En arabe, on emploie *Yahoud* (يهود), un terme qui fait également écho à leur appartenance géographique autochtone. Affirmer que les Juifs, autrement dit les Judéens, colonisent la Judée revient à prétendre que les Parisiens colonisent Paris. De même, déclarer « je n'ai rien contre les Juifs mais je déteste les sionistes » équivaut à dire « j'aime les Français, mais je hais la France et la culture française ».

L'histoire suit néanmoins ses propres chemins et les mots évoluent différemment. Le judaïsme considère la terre d'Israël comme le foyer ancestral et spirituel du peuple juif. Depuis des millénaires, « Sion » – cette montagne de Jérusalem – est devenu un symbole central, à la fois spirituel et identitaire. C'est donc tout naturellement que le mouvement visant à établir un État pour les Juifs, à la fin du XIXe siècle, s'est appelé sionisme.

Pour comprendre le sionisme, il faut le concevoir comme un mouvement né trois fois. Dans cette perspective, Léon Ashkenazi (Manitou), rabbin et penseur français du XXe siècle, concevait le sionisme comme une transformation ontologique : le passage du Judéen en exil à l'Hébreu régénéré par le retour à sa terre, son identité et sa langue ancestrales.

PREMIÈRE NAISSANCE DU SIONISME : RACINES ANCIENNES, BIBLIQUES, ARCHÉOLOGIQUES, EXISTENTIELLES

Tout commence avec Abraham et Sarah. Vers 2100–1900 avant notre ère, ils franchissent une étape décisive dans leur cheminement spirituel en s'installant en terre d'Israël. Ce déplacement marque le point de départ de l'histoire du peuple juif et la nécessité de lier l'esprit au territoire. Dès lors, toute sortie de cette terre sera vécue comme un « exil ». Et quatre mille ans plus tard, même si la majorité des Juifs sont dispersés à travers le monde, ils continuent à prier en se tournant vers Sion, où qu'ils se trouvent.

Depuis l'origine, le judaïsme était intimement lié à la terre. Le culte passait par des sacrifices agricoles au Temple de Jérusalem. Et même après l'exil et la transformation du culte en une approche plus spirituelle, la terre d'Israël est restée centrale –

FICHE-INFO | PREUVES ARCHÉOLOGIQUES DE LA PRÉSENCE CONTINUE JUIVE EN ISRAËL



1130-586 av. J.-C.

Plus ancienne preuve d'un rituel juif:

Villages trouvés sans ossement de porc.
(nord d'Israël)

1050-970 av. J.-C.

Plus ancien texte hébreu:

Avec les mots "rois, juges, esclaves" (forteresse d'Elah, Bet Shemesh)



v. 700 av. J.-C.

Plus ancienne citation de la bénédiction sacerdotale:

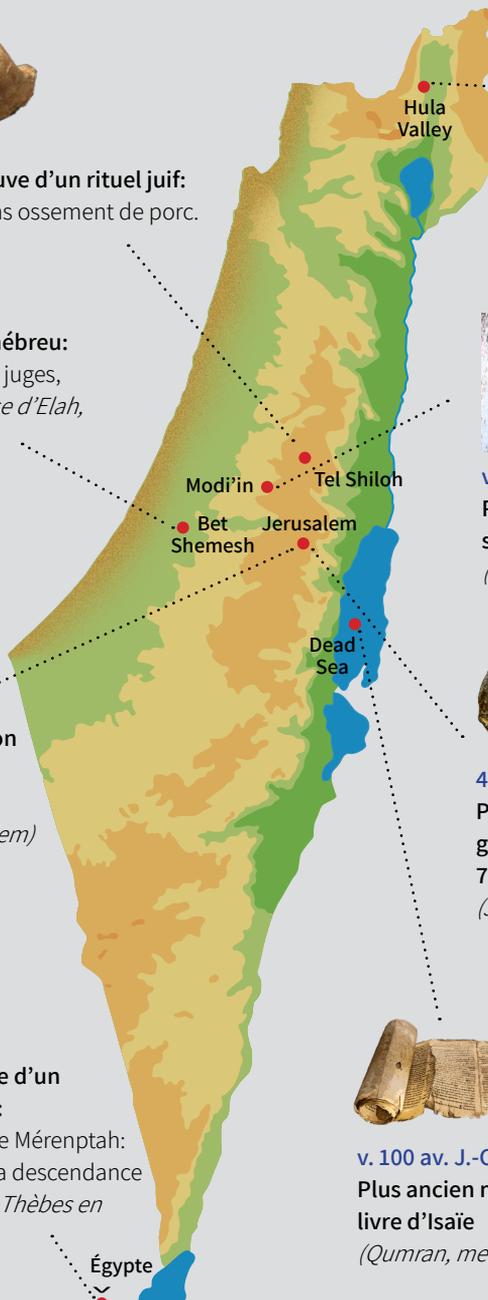
Ketef Hinom (Jérusalem)



v. 1209 av. J.-C.

Plus ancienne preuve d'un peuple appelé Israël:

La stèle égyptienne de Mérenptah: "Israël est détruit et sa descendance n'est plus" (trouvée à Thèbes en Égypte).



v. 870-750 av. J.-C.

Plus ancienne référence au roi David:

Stèle de Tel Dan
(vallée de la Houla)



v. 100 av. J.-C.

Plus ancienne synagogue avec Mikvé
(Modi'in)



40-37 av. J.-C.

Plus ancienne pièce gravée d'une Ménorah à 7 branches
(Jérusalem)



v. 100 av. J.-C.

Plus ancien manuscrit complet du livre d'Isaïe
(Qumran, mer Morte)

théologiquement et symboliquement. Le Talmud affirme d'ailleurs : « Habiter en terre d'Israël équivaut à accomplir tous les commandements de la Torah. »

Si l'esclavage en Égypte a représenté un moment de souffrance, quelques siècles plus tard, sous le règne du roi David – poète, musicien et meneur d'hommes – le peuple juif a connu un âge d'or. Vers 1000 av. J.-C., il établit Jérusalem comme capitale éternelle du peuple juif.

Son fils, le roi Salomon, y construit le Premier Temple, unifiant ainsi pouvoir politique et foi. Dans une société essentiellement rurale, ce Temple portait haut l'élévation spirituelle du peuple. Le Second Temple, reconstruit puis agrandi par Hérode, atteignait 45 mètres de haut – presque autant que l'Arc de Triomphe à Paris. Durant les grandes fêtes de pèlerinage – Pessah, Chavouot et Souccot – des Juifs affluaient du monde entier, accomplissant ainsi les préceptes de la Torah.

Aujourd'hui encore, lorsque les Juifs lisent le service du Temple à Yom Kippour ou concluent le Séder de Pessa'h, ils proclament le vœu : « L'an prochain à Jérusalem », ils réaffirment leur attachement profond à un seul et même lieu : Israël.

Les découvertes archéologiques corroborent la présence juive plurimillénaire sur cette terre. À Jérusalem, un petit rouleau d'argent ancien de 2 700 ans porte déjà la bénédiction sacerdotale du Livre des Nombres (6:23–27). À Migdal, en Galilée, on a mis au jour une gravure d'une ménorah – chandelier à sept branches datant de l'époque du Second Temple, d'il y a environ 2 000 ans. Les manuscrits de la mer Morte contiennent des passages bibliques vieux de deux millénaires ainsi que des tefillin (phylactères). Les Juifs ne sont pas des colons en Judée. Quand ils mènent des fouilles dans leurs anciens villages, ils trouvent des pièces frappées en hébreu.

Encore plus révélateur : les archéologues ont remarqué dans certaines zones datant de l'âge du fer IIB (925–586 av. J.-C.) – époque des royaumes d'Israël et de Juda – une absence totale d'ossements de porc broyés, contrairement aux régions voisines. L'interdiction du porc – et plus largement les lois alimentaires casher – serait ainsi le plus ancien rite juif attesté par des preuves scientifiques laïques.

Cependant les vestiges les plus emblématiques demeurent ceux du Temple : le Mur occidental – Kotel (ou Mur des Lamentations), vestige du mur d'enceinte du Second Temple détruit en l'an 70. Chaque année, plus de dix millions de personnes s'y rendent en pèlerinage. Non loin, dans la Cité de David, les fouilles ont révélé la Voie des Pèlerins, utilisée par les fidèles lors des grandes fêtes. Il est probable que des prêcheurs comme Jésus de Nazareth s'exprimaient à cet endroit, debout sur des estrades en pierre.

Les traces de destruction sont aussi là : bois calciné vieux de près de 2000 ans, dagues, pièces de monnaie... autant de témoins silencieux des deux destructions majeures subies par les Juifs souverains : en 586 av. J.-C. par les Babyloniens, puis en 70 après J.C. par les Romains. C'est en mémoire de ces drames que, même lors d'un mariage, on brise un verre – rappel de Jérusalem détruite, douleur inscrite dans la joie.

Après la première période d'exil à Babylone, qui n'avait duré que soixante-dix ans, la domination romaine s'est avérée bien plus durable. En 132, l'empereur Hadrien – excédé par les révoltes juives en Judée – rebaptise la région « Syria Palaestina » et Jérusalem devient « Aelia Capitolina ». L'Empire romain devenu byzantin, Jérusalem passe alors entre les mains de puissances successives : Musulmans, Croisés, Mamelouks, Ottomans. Pourtant, malgré les expulsions, une présence juive s'est toujours maintenue, notamment dans les quatre villes saintes d'Israël : Jérusalem, Hébron, Safed et Tibériade. À Jérusalem, cette présence, longtemps une importante minorité, est redevenue majoritaire dès le milieu du XIXe siècle, et ce de manière définitive.

En exil, le peuple juif est demeuré un peuple à part, souvent relégué dans des ghettos, demeurant fidèle à ses lois, respectueux de ses chefs spirituels, solidaire envers ses plus démunis. Le mépris chrétien ou musulman l'a isolé, tandis que les Juifs, par le commerce, les liens familiaux et l'enseignement rabbinique, continuaient à communiquer entre eux à l'échelle mondiale en hébreu ou dans des langues dérivées. Partout où ils vivaient, les Juifs gardaient les yeux tournés vers Sion, nourrissant le rêve de la rédemption, aspirant à rentrer chez eux et à reconstruire leur projet sociétal sur leur terre ancestrale. Les preuves scientifiques, après tant d'absence, ne font que confirmer a posteriori ce lien ancré dans la foi.

Le sionisme s'enracine donc dans une dynamique identitaire positive : l'élan d'un peuple aspirant à redevenir libre sur sa terre, après des siècles de souffrance. Dans leurs prières, les Juifs n'ont jamais cessé d'exprimer ce désir de retour. Certains ont réussi, au fil des siècles, à rejoindre la Terre promise.

La permanence du lien entre le peuple juif et sa terre n'a pas échappé aux grands esprits de l'histoire. Jean-Jacques Rousseau (*Émile, ou De l'éducation, Livre IV*), en particulier, fut frappé par cette singularité :

« Il est un spectacle étonnant, vraiment unique, que celui d'un peuple exilé depuis près de deux mille ans, sans territoire, mêlé aux nations, persécuté, méprisé, privé de chefs, mais toujours vivant. Un peuple qui conserve ses lois, ses coutumes, son amour patriotique, sa mémoire, quand tout semble perdu. Sion a été détruite, mais ses enfants ne se sont pas éteints : ils se reconnaissent,

se multiplient, s'étendent aux quatre coins du monde, se mêlent aux autres peuples sans jamais s'y dissoudre. Ils n'ont plus de patrie, mais restent citoyens. »

Philosophe de la nature et de la liberté intérieure, Rousseau pressentait aussi qu'un peuple privé de territoire et de souveraineté ne pouvait pleinement exprimer sa voix. Concernant les Juifs, il estimait que leur pensée resterait incomplète tant qu'ils ne disposeraient pas de leur propre État :

« Je ne croirai jamais avoir bien entendu les raisons des Juifs, tant qu'ils ne disposeront pas d'un État libre, avec des écoles, des universités, où ils puissent parler et débattre sans crainte. Alors seulement, nous saurons ce qu'ils ont à dire. »

Il faudra plus d'un siècle et de profondes révolutions intérieures pour que cette archéologie spirituelle, ce désir millénaire de retour, se transforment en un véritable projet politique. Aux Juifs du ghetto, il manquait encore une conscience historique, une lucidité politique, un esprit de révolte. Le passage de l'espérance mystique à la revendication nationale ne s'est pas opéré d'un seul mouvement, mais par transformations successives – comme une chenille qui traverse plusieurs mues avant de devenir papillon. Peu à peu, cette aspiration sacrée s'est traduite en moyens techniques, en organisations concrètes, en programmes et en stratégies. Ce long processus permit au rêve ancien du retour de prendre chair, jusqu'à devenir une volonté collective, une exigence de souveraineté, une politique de renaissance nationale.

DEUXIÈME NAISSANCE DU SIONISME : DÉFINIR UNE NATION

Certains, pour répondre à ce malaise, entreprirent de réformer le judaïsme, en l'épurant de ses dimensions nationales et territoriales. Ils en firent une religion strictement spirituelle, compatible avec la modernité et les cadres laïques des États-nations européens. D'autres, au contraire, s'arc-boutèrent sur la continuité du rite, de l'étude et de la loi, se réclamant de l'orthodoxie, voire de son versant le plus rigoureux. De cette tension naquirent les grands courants contemporains du judaïsme – réformé, conservateur et orthodoxe –, qui prolongent jusqu'à aujourd'hui un débat ancestral, ravivé par les secousses de la modernité.

FICHE-INFO | QU'EST-CE QUE LE SIONISME

Mouvement de libération nationale du peuple juif, le sionisme repose sur trois idées fondamentales:



que les Juifs forment un peuple et une nation en plus de partager la foi religieuse du judaïsme

Am Israel

que les Juifs ont un attachement qui leur est propre avec leur terre ancestrale

Eretz Israel

et que les Juifs ont le droit d'établir une souveraineté nationale sur cette terre

Medinat Israel



Le sionisme, c'est Abraham et Sarah foulant la terre promise, Moïse et Myriam rêvant d'y entrer, Moshe Dayan et Golda Meir luttant pour la reconquérir.

C'est le peuple juif trempant la pomme dans le miel pour se souvenir de "la terre où coulent le lait et le miel", brisant un verre sous le dais nuptial en souvenir des deux Temples détruits, et chantant "L'an prochain à Jérusalem" lors du séder de Pessa'h.

Tandis que les peuples d'Europe occidentale forgeaient leurs identités nationales – les Italiens unifiant leur péninsule, les Allemands rêvant d'un Reich, les Anglais consolidant leur empire et les Américains inventant un patriotisme démocratique – certains Juifs commencèrent, eux aussi, à redonner une forme politique à leur mémoire nationale. Dans l'air des Balkans, des dialectes devenaient des langues, des folklores se muèrent en drapeaux, et les nostalgies collectives s'organisaient en programmes d'action. Le nationalisme juif moderne s'inscrivit dans cette dynamique, tentant de faire revivre un peuple dispersé à travers un projet de renaissance territoriale.

Mais cette modernité, si prometteuse, se retourna vite contre eux. Les pogroms russes de 1881-1882 révélèrent aux Juifs d'Europe orientale l'extrême vulnérabilité de leur condition. À l'Ouest, l'affaire Dreyfus, les pamphlets antisémites de Drumont, la haine raciale en Allemagne vinrent démontrer que l'émancipation n'avait pas effacé l'antisémitisme, mais simplement déplacé ses formes. Pour beaucoup, l'illusion d'intégration s'effondra brutalement. Une partie choisit alors l'exil vers l'Amérique, terre neuve et promesse d'égalité. Mais une minorité, lucide et ardente, prit une autre voie : celle du retour. Si les Juifs ne voulaient plus être les hôtes tolérés des nations, ils devaient redevenir une nation.

À l'Est, nombreux étaient ceux qui n'avaient jamais vraiment cru aux promesses de l'émancipation. Leur monde traditionnel, parfois miséreux, restait cependant structuré : il conservait son autonomie culturelle, ses institutions communautaires, son autorité rabbinique. Mais c'est surtout dans les pays arabes que les Juifs avaient vécu une histoire radicalement différente. Là, dans le cadre des sociétés musulmanes, en tant que dhimmis – protégés mais subordonnés –, ils avaient pu maintenir intacte leur cohérence identitaire. Le judaïsme n'y était pas réduit à une foi intérieure ou à une spiritualité abstraite : il demeurait un cadre global de vie, une mémoire partagée, une appartenance nationale implicite.

Les Juifs des terres d'islam avaient, en un sens, échappé à l'épreuve paradoxale de l'émancipation. On ne leur avait pas imposé de diluer leur identité pour obtenir reconnaissance. Minorité stable, parfois honorée, parfois humiliée, ils avaient gardé vivants leurs réflexes communautaires, leur langue, leurs symboles, leur loi. La synagogue y restait le cœur du quartier, le rabbin la figure d'autorité, l'hébreu un langage sacré et social à la fois. Leur judaïsme était vécu non comme un fardeau, mais comme une évidence – une matrice d'être, une fierté silencieuse.

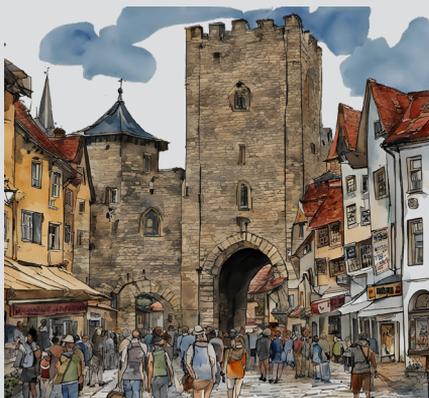
Ce contraste entre le Juif occidental, souvent déraciné, tiraillé entre assimilation et rejet, et le Juif oriental, encore ancré dans une continuité vivante, allait jouer un rôle



Autrefois, être sioniste, c'était bâtir en Israël un État où les Juifs pourraient vivre libres et maîtres de leur destin.

Aujourd'hui, c'est se consacrer corps et âme à défendre Israël et à lui donner les moyens d'accomplir sa mission : être une lumière pour les nations.

Le terme " Juif " provient du latin *Judeus*, lui-même dérivé de l'hébreu Yéhoudi, qui signifie " Judéen ", c'est-à-dire personne originaire de Judée. Affirmer que les Juifs, autrement dit les Judéens, colonisent la Judée revient à accuser les Français de coloniser la France.



Qualifier le sionisme de " racisme " ou d' " apartheid " revient à travestir artificiellement un conflit national et politique en affrontement racial, brouillant la réalité et nourrissant les préjugés.

Être sioniste ne se limite pas aux Juifs : on peut être non-Juif et soutenir fermement le projet national juif par conviction que les Juifs méritent un État, comme on peut être citoyen israélien — juif ou arabe — sans s'y reconnaître.



décisif dans la renaissance nationale juive. Car au moment où le sionisme s'efforçait de rassembler un peuple éclaté autour d'un projet politique commun, il lui fallait articuler ces deux héritages : d'un côté, l'intellectuel européen blessé, en quête d'un sens nouveau ; de l'autre, le Juif oriental, porteur d'une tradition intacte, d'un judaïsme vécu comme totalité organique.

Sur le plan idéologique, un petit groupe de penseurs juifs européens, courageux et novateurs, élaborèrent un nationalisme juif moderne, laïque, démocratique et enraciné dans l'histoire biblique et l'attachement à la terre. Sur le plan pratique, le mouvement sioniste prit forme à la fin du XIXe siècle.

Dès 1878 – avant même les pogroms – des Juifs religieux fondèrent Petah Tikvah, la « Porte de l'Espérance », première colonie agricole juive moderne en Terre d'Israël. En 1882, des pionniers issus du mouvement BILOU (acronyme hébraïque signifiant : Maison de Jacob, allons-y !) répondirent au désespoir par l'espérance et à la persécution par le travail de la terre. Ils proclamèrent : « Écoute, Israël ! L'Éternel est notre Dieu, l'Éternel est Un, et notre terre, Sion, est notre unique espoir. »

En 1890, le jeune intellectuel viennois antireligieux Nathan Birnbaum donna un nom à cette aspiration ancienne et renouvelée. Des cercles juifs russes s'étaient déjà désignés comme les Hovevei Tsion – les Amants de Sion. Birnbaum traduisit ce nom en allemand : Zionismus – le sionisme. Un mot nouveau pour désigner un rêve millénaire qui devenait projet politique.

LA TROISIÈME NAISSANCE DU SIONISME : DÉFINIR UN ÉTAT

En 1897, un journaliste viennois de 37 ans, ancien avocat et dramaturge à la plume élégante mais au destin contrarié, convoqua avec audace 208 délégués venus de toute l'Europe dans une petite salle du casino de Bâle, en Suisse. Ce Congrès marqua un tournant. Sous l'impulsion de Theodor Herzl, le sionisme prit forme comme un véritable mouvement politique moderne, avec pour objectif déclaré la création d'un État juif en Palestine, légitimé par le droit international.

Trois piliers structurèrent cette ambition nouvelle : la terre d'Israël, pour le peuple d'Israël, au sein d'un État d'Israël. En une phrase simple mais révolutionnaire, Herzl avait posé les fondements d'une souveraineté juive renaissante.

Un demi-siècle plus tard, en 1948, au lendemain de la Shoah et dans le sillage des vagues de décolonisation, l'État d'Israël fut proclamé. Mais, là où de nombreuses nouvelles nations d'Afrique ou d'Asie sombrèrent rapidement dans des régimes autoritaires, le projet sioniste donna naissance à un État juif démocratique, garantissant les libertés civiles, le pluralisme politique et le suffrage universel. Un miracle historique, fruit d'une volonté patiente, tenace et parfois douloureuse.

Pourtant, le sionisme, dès ses origines, n'a jamais été un bloc idéologique monolithique. Il fut – et demeure – traversé de courants profonds, de visions parfois opposées du projet national juif. Six grandes écoles de pensée, aux racines historiques distinctes, s'y sont affrontées, et leur empreinte façonne encore aujourd'hui le paysage politique et culturel israélien :

- **Le sionisme politique**, formulé par Herzl, fondait la légitimité d'un État juif sur la diplomatie et la reconnaissance internationale.
- **Le sionisme travailliste**, porté par David Ben Gourion, y ajoutait une dimension socialiste, collectiviste et égalitaire, incarnée par les kibboutzim.
- **Le sionisme révisionniste**, défendu par Ze'ev Jabotinsky, prônait un libéralisme individualiste et une posture ferme face aux menaces, plaidant pour la souveraineté immédiate.
- **Le sionisme religieux**, inspiré par le Rav Abraham Isaac HaCohen Kook, reliait la renaissance nationale à une vision messianique de l'histoire juive, enracinée dans la Bible et la sainteté de la terre.
- **Le sionisme culturel**, porté par Ahad Ha'am, insistait sur la nécessité de créer en Eretz Israël un centre spirituel et intellectuel juif, axé sur la langue, la littérature, l'éducation, les arts.
- **Le sionisme diasporique**, incarné notamment par Henrietta Szold aux États-Unis, liait soutien à Israël, engagement philanthropique, et fidélité aux valeurs démocratiques américaines.

À cette mosaïque historique s'ajoute aujourd'hui une nouvelle sensibilité : un sionisme de l'identité. Face à la fragmentation contemporaine, au déracinement spirituel, à la perte de repères collectifs, ce sionisme propose un ancrage : celui d'une continuité de 3 500 ans, celle d'un peuple qui revient sur sa terre, qui restaure sa langue, qui réinvente ses institutions, et qui construit une démocratie dynamique à la croisée de la tradition et de la modernité.

Ce sionisme-là ne cherche pas seulement à bâtir un État. Il propose une réponse existentielle : une manière d'habiter le monde en tant que Juif libre, héritier d'une histoire longue, porteur d'une responsabilité morale, et acteur d'un avenir commun

LE SIONISME AUJOURD'HUI : ÊTRE, APPARTENIR, DEVENIR

Le sionisme est à la fois un substantif et un verbe. En tant que substantif, il désigne l'aspiration qui mena à la création de l'État d'Israël en 1948 – et qui continue aujourd'hui à défendre Israël et le peuple juif, lorsque cela s'avère nécessaire. Mais il ne se limite pas à cela : il bâtit Israël, se laisse transformer par lui, et cherche à concrétiser des rêves, à la fois individuels et collectifs.

En tant que verbe, le sionisme est un processus vivant, une dynamique de transformation : celle qui mène du Juif faible, apatride et persécuté, au Juif enraciné, libre et souverain. Du croyant en exil, pensif et passif, au Juif d'aujourd'hui, croyant, pensant et agissant – où qu'il vive.

Avant 1948, le sionisme devait convaincre – y compris au sein du peuple juif – de trois vérités fondamentales. Premièrement, que les Juifs formaient un peuple, et non une simple confession religieuse, et qu'à ce titre, ils disposaient de droits nationaux, dont celui de fonder un État. Deuxièmement, que cet État ne pouvait voir le jour ailleurs que sur la terre d'Israël, lieu d'origine, de mémoire et de promesse. Troisièmement, que l'État juif n'était pas seulement un refuge, mais aussi un levier pour réaliser l'essence du judaïsme, redonner souffle à une culture, une langue, une civilisation.

Trente ans avant de devenir le premier président de l'État d'Israël, Haïm Weizmann affirmait déjà : « Le sionisme ne s'est jamais fondé sur la souffrance juive. » Ce qui l'anime, disait-il, c'est « le désir profond du peuple juif de retrouver sa patrie, un centre national, une vie nationale ». À un aristocrate britannique qui lui demandait, avec condescendance, pourquoi les Juifs s'obstinaient à vouloir la Palestine alors qu'il existait tant de régions sous-développées disponibles, Weizmann répliqua avec ironie : « C'est comme si je vous demandais pourquoi vous avez parcouru trente kilomètres pour aller voir votre mère dimanche dernier, alors qu'il y a tant de vieilles dames dans votre rue. »

Malgré cela, le débat faisait rage dans le monde juif. Des courants ultrareligieux ou ultra-laïques rejetaient l'idée même d'un nationalisme juif. D'autres, simplement non-sionistes, doutaient de la faisabilité du projet ou craignaient les accusations de double loyauté dans leurs pays d'adoption. Nombreux étaient ceux qui réduisaient encore le judaïsme à une foi religieuse, et reléguaient le sionisme au rang de curiosité idéologique.

Mais l'histoire a tranché. La Shoah, suivie de la réussite spectaculaire de la création de l'État d'Israël, a bouleversé la conscience juive et redessiné la carte du monde juif. L'un des tournants les plus significatifs fut celui du judaïsme réformé américain, longtemps sceptique, qui finit par intégrer les notions de peuple et d'État dans sa théologie. Ce fut une révolution silencieuse : un judaïsme religieux, historiquement détaché du projet sioniste, se mit à l'embrasser pleinement.

Aujourd'hui, le sionisme constitue un socle commun pour une très large majorité des Juifs dans le monde. Plus de 80 % des Juifs américains soutiennent Israël, et ce chiffre est encore plus élevé dans les plus petites communautés. Pourtant, des tensions demeurent. Aux États-Unis comme au Royaume-Uni, un nombre croissant de rabbins, universitaires ou responsables communautaires se revendiquent non-sionistes. Sans être antisionistes ni antisémites, ils estiment que la vie juive en Diaspora peut incarner plus fidèlement les valeurs universelles du judaïsme. S'ils refusent d'adhérer idéologiquement au sionisme, ils reconnaissent néanmoins le droit d'Israël à exister et à se défendre.

Le paradoxe est saisissant : aujourd'hui, peu de sionistes rejettent la Diaspora, contrairement aux débuts du mouvement ; mais certains des penseurs les plus critiques en Diaspora fondent leur propre légitimité sur un rejet assumé du sionisme.

En réalité, le sionisme contemporain n'est pas une doctrine figée, mais un champ de tensions et de renouvellements. Il ne cesse de redéfinir ce que signifie être juif libre aujourd'hui. Il ne se contente pas de dire « Israël existe », mais pose cette question vivante : « Qu'allons-nous faire, ensemble, de cette souveraineté retrouvée ? » Le sionisme reste ainsi un verbe à conjuguer, une manière d'être, d'appartenir, et de devenir.

QUATRE GRANDES ÉTAPES DU SIONISME MODERNE : LÉGITIMER L'ÉTAT, LE CONSTRUIRE, LE PEUPLER, PUIS VIVRE LE RÊVE

Au XXe siècle, les sionistes ont d'abord recherché la reconnaissance internationale, puis construit les infrastructures de l'État, peuplé le pays, avant de chercher à concrétiser le rêve sioniste.

Sur le plan diplomatique, les étapes-clés incluent la Déclaration Balfour de 1917, par laquelle la Grande-Bretagne reconnaît la nécessité d'un « foyer national pour le peuple juif en Palestine »; la Conférence de San Remo en 1920, qui reconnaît les droits juifs sur la Palestine, débouchant sur le Mandat britannique de la Société des Nations en 1922 ; et enfin, la Résolution 181 de l'ONU en 1947, par laquelle la communauté internationale valide le sionisme en reconnaissant aux Juifs le droit de créer un « État juif » sur leur terre ancestrale.

Certes, les Juifs n'avaient pas besoin de cette reconnaissance pour affirmer leurs droits historiques sur cette terre – mais elle a renforcé leur position. L'ONU a fait du sionisme l'un des mouvements nationaux les plus légitimés de l'Histoire, à rebours de la campagne actuelle de délégitimation.

Mais au-delà de cette reconnaissance extérieure, c'est le travail de fond, de construction intérieure, qui fut décisif : ressusciter l'hébreu, bâtir un puissant mouvement ouvrier, créer des institutions solides. Si bien qu'en mai 1948, lors de la proclamation de l'État, les « Israéliens » n'avaient pas à tout recommencer de zéro : ils achevaient un processus, ils ne le lançaient pas.

Israël naît comme une démocratie, avec une économie capitaliste permettant la propriété privée et l'initiative, mais aussi fortement socialiste dans les premières décennies, avec un État centralisé.

Vague après vague, les immigrants viennent renforcer une population juive déjà présente sans discontinuer sur cette terre depuis l'époque romaine. Alors que la communauté juive croît, que les Britanniques modernisent la Palestine, des populations arabes commencent elles aussi à affluer. On recense environ 200 à 300 villages arabes avant 1841, auxquels s'ajoutent une cinquantaine de nouveaux villages au cours du siècle suivant. Entre 1922 et 1931, la population totale augmente de 36,8 %, avec une hausse de 28,6 % pour les musulmans et un quasi doublement du nombre de Juifs.

L'Histoire évolue – et cela devrait rendre les compromis territoriaux possibles. Les frontières changent – rien qu'au XXe siècle, la Palestine (devenue Israël) a connu six modifications majeures. Seuls les extrémistes peuvent prétendre qu'il existe des « frontières historiques » immuables, ou que chaque Arabe palestinien aurait une présence enracinée et ininterrompue sur cette terre depuis toujours.

Un proverbe arabe dit : « le fer aiguise le fer ». La montée du sionisme a provoqué celle de l'antisémitisme arabe. Des émeutes éclatent en 1920, 1921, puis en 1924, culminant avec le massacre d'Hébron en août 1929 : 67 Juifs assassinés, des centaines d'autres violés, mutilés ou battus. En fuyant, les survivants mettent fin à une présence juive ininterrompue dans cette ville depuis au moins 1540.

FICHE-INFO | SIONISME: SEPT VISAGES D'UNE RENAISSANCE JUIVE

- 1. RETOUR À LA MAISON** – Restaurer une souveraineté juive sur notre terre ancestrale.
- 2. RETOUR DES EXILÉS** – Intégrer trois millions d'immigrants et faire d'Israël le lieu de naissance de 70 % des enfants juifs du monde.
- 3. RETOUR DANS L'HISTOIRE** – Passer du statut de victimes à celui d'acteurs maîtres de leur destin.
- 4. UN ÉTAT JUIF ET DÉMOCRATIQUE** – Une démocratie libérale et un État de droit, nourris par l'âme juive et l'héritage des prophètes.
- 5. RENAISSANCE VIVANTE** – Revitaliser la vie juive, spirituelle et culturelle, en faisant d'Israël le cœur de la créativité juive, un bastion de culture et de qualité de vie.
- 6. L'HÉBREU RESSUSCITÉ** – Faire renaître la langue des prières comme langue quotidienne de dix millions de personnes.
- 7. FIERTÉ DU PEUPLE JUIF** – Inspirer une Diaspora qui, même vivant à l'étranger, reste solidaire et fière de sa patrie retrouvée.

Ces violences conduisent les Britanniques, alors souverains sur la Palestine, à restreindre l'immigration juive en 1936 puis 1939 (sous le nom du « livre blanc ») – précisément au moment où, en Europe, Hitler intensifie sa guerre contre les Juifs. Après 1945, des dizaines de milliers de Juifs entrent clandestinement en Palestine, malgré le quota britannique, grâce à l'Aliyah Bet, jusqu'à la proclamation de l'État en 1948. Le mouvement sioniste, longtemps marginal, redevient alors central dans l'histoire juive, ramenant la terre d'Israël au cœur de la vie juive. En mai 1948, 600 000 Juifs vivent déjà dans ce nouvel État.

L'HISTOIRE S'ACCÉLÈRE – ET LE RÊVE S'APPROFONDIT

Depuis 1948, le sionisme a changé de nature. D'idéal porté par quelques pionniers, il est devenu une réalité nationale, puis une trajectoire historique. Il a construit un État, redonné une langue, réveillé un peuple. Il a permis aux Juifs de cesser d'être les passagers clandestins de l'histoire pour en redevenir les auteurs. En trois générations, il a accompli ce que deux millénaires de prières, d'espérance et de résistance n'avaient jamais permis.

Sept grandes réussites marquent ce parcours : la restauration de la souveraineté ; l'intégration de millions de Juifs venus du monde entier ; le retour à l'Histoire comme acteurs ; la fondation d'une démocratie juive et pluraliste ; la renaissance culturelle et sociale d'un peuple ; la résurrection de l'hébreu ; et le renforcement de la Diaspora par la fierté israélienne. Mais ces réussites ne sont pas figées. Elles ne suffisent pas. Car le sionisme n'est pas un monument à admirer, c'est un mouvement à poursuivre.

Et voilà que l'histoire s'accélère. Aujourd'hui, près de 70 % des enfants juifs naissent en Israël. Le centre de gravité du peuple juif s'est déplacé, silencieusement mais irréversiblement. À l'époque de Herzl, près de 90 % des Juifs vivaient en Europe ; ils ne sont plus que 8 % aujourd'hui. L'Europe de l'Est, qui abritait 80 % du judaïsme mondial au XIXe siècle, s'est vidée de ses Juifs. Le monde musulman, où 90 % des Juifs vivaient encore au XIIe siècle, ne compte plus que quelques milliers. Ceux qui sont partis ne fuyaient pas seulement le danger : ils cherchaient la liberté, la dignité, la place qui leur revient.

Le peuple juif rentre à la maison – par choix, par instinct, par fidélité, parfois par nécessité. Et ce sont souvent ceux qui hurlent leur haine d'Israël qui, en croyant le

marginaliser, ne font que renforcer sa place centrale dans le destin juif. Partout, les Juifs sont rattrapés par leur identité. Même lorsqu'ils s'en éloignent – s'en détachent-ils vraiment ? – cette identité finit toujours par les rattraper. Ce rappel n'est pas forcément douloureux : il peut être doux, intime, comme un lien profond avec une histoire ancienne et vivante. Qu'ils le veuillent ou non, ils sont perçus comme des Israéliens en devenir, des citoyens d'un peuple qui a une adresse. Et ceux qu'on pousse vers la sortie ne font, sans le savoir, qu'ouvrir une porte d'entrée : une entrée dans leur propre histoire, dans leur avenir.

Israël est là. Vivant. Fragile. Incomplet. Mais réel. Et c'est là toute la tension du sionisme : il a accompli des miracles, et pourtant il ne suffit jamais. Il a transformé l'histoire, mais reste habité par une insatisfaction féconde. Il a fait naître un État, mais rêve encore d'une société plus juste, plus unie, plus lumineuse. C'est peut-être là sa grandeur : ne jamais se contenter d'exister, mais vouloir incarner quelque chose de plus haut – une fidélité, une mission, une vision.

Le peuple juif est en marche. L'histoire s'accélère. Et le rêve, lui, s'approfondit. Il ne manque plus que ceux qui hésitent encore.

L'ANTISÉMITISME : LA HAINE QUI CHANGE DE COSTUME, JAMAIS DE CIBLE

Lutter contre l'antisémitisme devrait être une cause qui rassemble. Personne ne devrait contester la nécessité de combattre la haine des Juifs – ni celle de n'importe quel autre groupe humain. La haine d'un peuple, non pour ce qu'il fait mais pour ce qu'il est, reste l'un des poisons les plus anciens et les plus persistants de l'histoire humaine.

Pourtant, même ce combat divise. Il devient un sujet de dispute politique : chaque camp accuse l'autre d'être responsable, tout en refusant de voir ce qui se passe dans son propre clan. La réalité est plus dérangementante : l'antisémitisme existe partout, à droite comme à gauche, chez les conservateurs comme chez les progressistes. Car ce n'est pas une simple opinion ou un accident idéologique : c'est une haine qui ronge les fondations mêmes de la société. Elle ne vise pas seulement les Juifs – elle attaque et contamine le sol même sur lequel reposent les principes fondateurs de liberté, de raison et d'humanité. C'est pourquoi elle finit toujours par contaminer tout le corps social, quel que soit le camp, et pourquoi nul ne peut en être réellement protégé.

Les attaques du Hamas le 7 octobre 2023, puis les réactions qu'elles ont provoquées dans le monde dès le lendemain, ont été un choc. Elles ont montré à quel point l'antisionisme et l'antisémitisme peuvent se confondre. Ce n'est pas un hasard. C'est une manière pour la haine des Juifs de changer de forme et de langage, notamment pour éviter de tomber sous le coup de la loi, tout en gardant la même cible. À chaque époque, elle adopte le ton et les idées du moment.

Trois exemples récents aux États-Unis le montrent clairement. En 2018, à Pittsburgh, un suprémaciste blanc tue onze fidèles dans une synagogue. Il agit au nom d'un racisme d'extrême droite. En 2025, à Washington, un militant propalestinien assassine un couple juif devant un musée. Son antisionisme devient violence antisémite. Onze jours plus tard, à Boulder, dans le Colorado, un islamiste commet un attentat meurtrier, guidé par un fanatisme religieux.

Ces trois attaques viennent d'idéologies très différentes : l'extrême droite raciste, l'antisionisme et l'islamisme. Mais aboutissent au même résultat : s'en prendre aux Juifs. L'antisémitisme, aujourd'hui comme hier, prend des formes variées, parfois même opposées. Mais a le même dessein : supprimer les Juifs.

Ce qui frappe est qu'il parvient à unir des gens que tout oppose. Des suprémacistes blancs et des militants d'extrême gauche peuvent se retrouver d'accord sur un point : les Juifs ou Israël sont responsables de leurs malheurs. Des islamistes qui rêvent d'imposer un ordre patriarcal inspiré du VIIe siècle, et des militants LGBTQIA+ qui rejettent l'idée même d'identité fixe ou binaire, peuvent se retrouver côte à côte dans une même manifestation à hurler « Mort à Israël ». Ils n'ont rien en commun, sauf un ennemi : les Juifs. C'est une haine qui sert de pont entre les extrêmes, un ciment étrange, grotesque, mais puissant. Quand tout divise, l'antisémitisme, lui, rassemble.

Au temps des sociétés traditionnelles, les Juifs étaient vus comme des ennemis des normes conservatrices. Quand la société s'est modernisée, ils étaient tour à tour accusés d'être trop capitalistes ou trop communistes, trop enracinés ou trop cosmopolites. À une époque, on leur reprochait de ne pas avoir de pays. Depuis la création d'Israël, on les accuse d'en avoir un. Hier, les nazis les considéraient comme une menace biologique à éliminer. Aujourd'hui, on les voit en colonisateurs blancs, privilégiés et dominateurs. Et pendant ce temps, les suprémacistes blancs disent qu'ils ne sont « pas assez blancs ».

Peu importe l'idéologie dominante, les Juifs finissent toujours par être accusés de quelque chose. La haine s'adapte aux combats du moment – qu'il s'agisse de défendre les opprimés, de soutenir la Palestine, de s'inquiéter de l'immigration, ou autre. Les antisémites savent habiller leurs obsessions avec les mots à la mode. Ils relient leurs vieux soupçons aux peurs actuelles.

L'antisémitisme est une façon de voir le monde, une lecture séduisante à ceux qui cherchent un coupable à tout. Il simplifie la réalité, transforme les tensions complexes en une histoire facile à comprendre : « les Juifs sont responsables ». Ce raisonnement plaît aux frustrés et aux jaloux, peu importe leurs idées politiques.

Beaucoup d'images sont utilisées pour décrire cette haine. Un parasite, qui s'accroche à toutes sortes d'idéologies, de la droite la plus dure à la gauche la plus radicale. Un virus ou une peste, qui se propage vite, sans bruit, et revient souvent là où on pensait l'avoir éliminée. Une addiction : elle donne un sentiment grisant de supériorité, comme si accuser les Juifs faisait de celui qui parle quelqu'un de plus lucide, plus pur, plus

courageux. Aujourd'hui, l'antisémitisme est devenu une « mode », une tendance que certains adoptent sans réfléchir. Comme le keffieh, le drapeau palestinien ou même la pastèque, transformés en simples accessoires de mode, cette haine se banalise, presque comme un sujet traité dans un magazine de mode jetable. C'est justement parce qu'elle devient une « mode » que l'antisémitisme perd de sa gravité et se diffuse sans frein. Mais peut-on vraiment croire que ça va disparaître facilement, comme une mode qui passe ? Pas vraiment. En devenant une habitude aussi profondément ancrée, l'antisémitisme n'est plus seulement un problème passager : il est devenu presque invisible, comme un gène inscrit dans le corps même de la société.

FICHE-INFO | HISTOIRE DE LA HAINE DES JUIFS VUE AU TRAVERS D'UN JOUR DU CALENDRIER JUIF

LE 9 AV MARQUE UNE JOURNÉE DE DEUIL NATIONAL JUIF, CONCENTRANT DE NOMBREUSES TRAGÉDIES HISTORIQUES



- **70 ap. J.-C.** Les Romains détruisent le Second Temple, début d'un exil de 1900 ans.
- **133 ap. J.-C.** Turnus Rufus rase le site du Temple, Jérusalem rebaptisée *Aelia Capitolina*.
- **1095** Première croisade lancée par le Pape Urbain II, plus de 10 000 Juifs massacrés.
- **1290** Édouard Ier expulse les Juifs d'Angleterre, confisque leurs biens.
- **1929** Émeutes arabes contre les Juifs au Mur occidental.
- **1942** Les nazis tuent leur premier groupe de Juifs à Treblinka.
- **1994** Attentat terroriste du Hezbollah à Buenos Aires, 86 morts, 300 blessés.

L'antisémitisme est aussi une pâte à modeler, changeant de forme selon l'époque, les modes, les peurs. Il peut s'adapter à tous les discours, à toutes les colères. C'est un agitateur : il fait bouillonner les rancunes, mélange des idées qui n'ont rien à voir, et fabrique du chaos.

Pour les historiens, l'antisémitisme est aussi un vieux stock d'images, de récits et d'accusations disponibles. Quand quelqu'un cherche un coupable, une figure à désigner, il peut y puiser facilement. On y trouve toujours une vieille idée à ressortir, un mot à lancer, une peur à raviver. Cette haine a des ressources. Et elle est à portée de main.

À une époque où les libéraux et les conservateurs ne se parlent presque plus, où chacun reste enfermé dans son camp, les fidélités politiques brouillent les repères. Beaucoup de Juifs américains, par exemple, repèrent plus facilement l'antisémitisme d'extrême droite que celui qui vient de la gauche radicale. C'est en partie lié à leur sensibilité politique, souvent plus libérale. Mais c'est aussi parce que les discours de haine de la droite extrême sont plus bruts, plus visibles, plus explicites.

Les néonazis ne font pas semblant : ils crient « Heil Hitler », brûlent le drapeau israélien en le traitant de « drapeau youpin ». Des influenceurs suprémacistes comme Nick Fuentes dénoncent sans retenue la « subversion juive », parlent de la Shoah comme d'une « exagération », et qualifient de « mensonges » les témoignages sur les massacres du Hamas le 7 octobre.

Les islamistes non plus ne masquent rien. La charte fondatrice du Hamas est claire : « notre lutte contre les Juifs est d'une extrême gravité et d'un très grand sérieux », et le Jour du Jugement n'advient, selon elle, que lorsque « les musulmans auront combattu les Juifs et les auront tués ». Ce discours a inspiré Mohamed Sabry Soliman, qui, le 1er juin 2025, a lancé des cocktails Molotov en criant « Free Palestine » sur des manifestants pro-Israël à Boulder, dans le Colorado. Quinze personnes ont été brûlées, dont une femme de 82 ans, décédée peu après. Lors de son interrogatoire, il a dit vouloir « tuer tous les sionistes », mettant dans le même sac juifs, militants pro-Israël, otages, et civils.

Quelques mois plus tôt, Mo Khan, étudiant à Temple University, avait affiché dans un bar une pancarte disant « Fuck the Jews ». Après avoir été suspendu, il s'est posé en victime, dénonçant la « suprématie juive » tout en récoltant près de 19 000 dollars sur la plateforme GoFundMe. Il a osé écrire : « Cette pancarte n'a tué aucun Juif... mais leur soutien à Israël tue des milliers de personnes chaque jour ».

Là où les antisémites islamistes ou néonazis s'expriment sans filtre, les antisémites d'ultragauche, eux, avancent masqués. Leur discours se pare de grands principes : droits humains, lutte contre l'oppression, solidarité internationale. Pourtant le 7 octobre, ils ont applaudi les massacres des deux mains, parlant de « décolonisation », de « résistance légitime ». Ils ont exclu leurs collègues juifs, et justifié la violence en dénonçant le « sionisme ». Leur rhétorique est plus subtile, donc plus difficile à repérer. Elle a pu convaincre certains Juifs qu'il ne s'agissait « que d'une critique du gouvernement israélien ».

Un an et demi après le début de cette vague de haine, certains continuent pourtant à minimiser les faits. Des publications influentes comme *The Atlantic* ont réduit ce qui se passe sur les campus à un simple « sentiment diffus de non-appartenance » chez les étudiants juifs. Dans le même temps, elles accusent la droite, et en particulier l'administration Trump, d'avoir « habilement récupéré » le langage des minorités pour se l'approprier à son profit électoral. Ce retournement rhétorique permet à des milieux progressistes d'exclure les Juifs – représentant pourtant à peine 2,4 % de la population américaine – du cercle des groupes à protéger, en les réduisant à une caricature : celle du « privilégié blanc ».

Le paradoxe est cruel. Les Juifs, longtemps marginalisés, sont désormais perçus par la gauche radicale comme étant des dominants. Peu importe leur histoire, leur diversité sociale, leurs vulnérabilités : ils sont associés à la richesse, au pouvoir, à Israël, donc à l'oppression. Cette perception, aussi fausse que répandue, sert d'alibi à une nouvelle forme d'exclusion, d'autant plus pernicieuse qu'elle se pare de nobles causes.

C'est pourquoi, en condamnant toutes les formes d'antisémitisme sans distinction – qu'elles viennent de l'extrême droite, de l'islamisme ou d'ailleurs – ce guide consacre davantage d'espace à l'antisémitisme qui avance masqué, notamment dans les milieux progressistes. Non par préférence idéologique, mais parce que ce type de discours, plus rusé, plus pervers, pénètre facilement les institutions, les médias et les universités. Et parce que, plus difficile à nommer, il est aussi plus difficile à combattre.

Deuxième mise en garde : ce livre parle de haine, mais il ne faut pas en tirer une image faussée du monde. Désormais, les Juifs doivent effectivement arrêter de chercher des excuses ou de se rassurer à tout prix, tout en restant capables d'apprécier sincèrement les gestes authentiques de solidarité, car malgré la haine dénoncée, la majorité des citoyens et dirigeants en Occident ne sont pas antisémites. Ce serait une erreur cardinale de l'oublier. À côté des cris, il y a des silences qui protègent. Et à côté des violences, il y a aussi des liens qui se nouent.

Souvenons-nous par exemple de l'immense élan de solidarité exprimé aux États-Unis après l'attentat contre la synagogue de Pittsburgh en 2018. Onze fidèles avaient été assassinés. La communauté juive avait alors été entourée, soutenue, accompagnée dans la douleur par ses voisins, ses concitoyens, et les représentants de toutes les confessions.

En France, en 2015, après les attentats contre Charlie Hebdo et l'Hyper Cacher, 3,7 millions de personnes sont descendues dans les rues pour dénoncer à la fois le terrorisme et l'antisémitisme. Si la mobilisation doit beaucoup à Charlie Hebdo, elle n'en reste pas moins significative. Ces moments comptent. Ils disent quelque chose d'un pays.

N'oublions pas que, dans les heures les plus sombres de la Seconde Guerre mondiale, alors que 75 % des Juifs d'Europe étaient assassinés, quatre Juifs sur cinq furent cachés et sauvés en France par des citoyens ordinaires. Aujourd'hui, les haineux, profitant de la faiblesse des dirigeants, ont fait reculer le sentiment de sécurité des Juifs. Pourtant, le socle idéologique et moral condamnant l'antisémitisme reste solide dans la plupart des pays libres. La majorité silencieuse, la France profonde, continue de soutenir l'autodéfense israélienne et sa retenue exemplaire face à des ennemis puissants et fanatiques. Le vote populaire à l'Eurovision l'a montré. L'engouement mondial pour un film brésilien pro-israélien diffusé sur Netflix aussi.

Le mal commis par un seul ne saurait définir une société tout entière.

Il faut garder le sens des proportions. Oui, le monde juif, la communauté pro-israélienne et les démocraties libérales font face aujourd'hui à des défis profonds. L'attaque du Hamas contre Israël libère depuis, des vagues incessantes de haine. Mais les Juifs d'aujourd'hui ne sont plus ceux d'hier. Ils ne sont ni sans-abri, ni apatrides, ni sans défense. Contrairement à ce qui prévalait il y a un siècle, la majorité d'entre eux vit, soit dans l'État d'Israël, soit dans des démocraties solides, fondées sur le droit, et opposées par principe à l'antisémitisme.

Cela dit, même dans ces démocraties formellement libres et juridiquement protectrices, une évolution préoccupante est en cours. L'antisémitisme ne revient pas toujours sous la forme d'une hostilité déclarée. Il se manifeste parfois par des silences gênés, des alliances politiques opportunistes, des exclusions voilées, ou même par l'adoption de lois injustes. C'est ce qui s'est produit récemment en Irlande, où des mesures discriminatoires à l'égard d'Israël ont été votées au nom de principes prétendument moraux. On peut vivre dans une société qui se proclame antiraciste, et pourtant y sentir l'air devenir plus lourd, plus hostile. En un mot : vicié, dès qu'il est question des Juifs.

FICHE-INFO | DÉFINITION DE L'ANTISÉMITISME (IHRA)

Pour combattre l'antisémitisme, l'IHRA (Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste) en a proposé une définition opérationnelle.

Cette définition n'assimile pas tout antisionisme à de l'antisémitisme.

Mais elle montre que certaines expressions d'antisionisme en relèvent clairement.

47 pays et plus de 1 264 institutions dans le monde l'ont adoptée.

Le Parlement européen (2017) et la France (2019, 2025) ont solennellement reconnu ce lien.

Critiquer le gouvernement israélien n'est pas antisémitisme.

Nier le droit du peuple juif à l'autodétermination l'est.

Accuser Israël de crimes sans fondement l'est.

Recourir à des stéréotypes antijuifs l'est.

Exemples d'antisémitisme selon l'IHRA :

- Affirmer que l'existence de l'État d'Israël est une entreprise raciste.
- Exiger la disparition d'Israël alors que l'on ne conteste pas l'existence d'aucun autre État.
- Utiliser des stéréotypes antisémites classiques (argent, pouvoir occulte, complot mondial) pour parler d'Israël.
- Comparer la politique d'Israël au nazisme et à Hitler.
- Tenir les Juifs du monde entier collectivement responsables des actions d'Israël.
- Refuser aux Juifs le droit à un État alors qu'on le reconnaît à d'autres peuples.
- Nier le lien historique du peuple juif avec Jérusalem et la Terre d'Israël.
- Appliquer à Israël un double standard qu'on n'impose à aucun autre pays.



DÉFINIR L'ANTISÉMITISME : UNE ÉTAPE CLÉ POUR LE COMBATTRE

Avant de lutter efficacement contre l'antisémitisme, il faut en donner une définition claire. C'est l'objectif poursuivi par l'IHRA (Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste) avec sa définition opérationnelle de l'antisémitisme.

Cette démarche répond à deux exigences :

- S'adapter à l'évolution des formes d'antisémitisme, qui exige des critères précis et directement applicables.
- Assurer une actualisation régulière pour rester en phase avec les réalités contemporaines.

Adoptée depuis 2005 par plus de 1 200 institutions dans 45 pays et par de nombreux États, cette définition s'est imposée comme un outil de référence. En France, elle a été consacrée par la loi n° 2025-732 du 31 juillet 2025 sur la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur, lui donnant force officielle et reconnaissance incontestable.

Cette définition précise qu'une critique d'Israël, lorsqu'elle est exprimée comme pour n'importe quel autre pays, n'est pas en soi antisémite. Elle le devient si elle déforme la réalité, délégitime l'existence d'Israël, attribue collectivement aux Juifs les actes de l'État israélien ou mobilise des stéréotypes et accusations mensongères à caractère antisémite. Les manifestations concrètes incluent :

- Appeler à la violence contre les Juifs.
- Diffuser des stéréotypes déshumanisants.
- Tenir les Juifs collectivement responsables.
- Nier ou minimiser l'Holocauste.
- Accuser Israël d'avoir inventé ou exagéré l'Holocauste.
- Mettre en doute la loyauté des Juifs envers leur pays de résidence.
- Refuser au peuple juif l'autodétermination.
- Appliquer à Israël des critères uniques.
- Utiliser des symboles antisémites.
- Comparer Israël aux nazis.

La définition de l'IHRA présente plusieurs atouts qui expliquent son adoption large par des États, institutions et organisations internationales. Elle offre un cadre clair et partagé, capable de fédérer les efforts contre l'antisémitisme et de s'adapter à ses évolutions :

- Standard international reconnu : adoptée par plus de 1 200 institutions et de nombreux États.
- Coordination accrue des acteurs : facilite le travail conjoint des gouvernements, ONG, universités et forces de l'ordre.
- Clarté opérationnelle : exemples concrets pour identifier rapidement les comportements antisémites.
- Adaptabilité aux mutations : prend en compte l'évolution des formes, y compris liées à l'antisionisme.
- Renforcement de la formation : base solide pour l'éducation et la sensibilisation.
- Outil juridique et politique : oriente politiques publiques, enquêtes et sanctions.

Malgré son utilité, la définition de l'IHRA suscite des réserves, souvent liées à son interprétation et à ses effets possibles sur la liberté d'expression :

- Risque de confondre critique légitime d'Israël et antisémitisme.
- Flou du « double standard », sujet à interprétation.
- Crainte de freiner le débat académique et la recherche.
- Possibilité de restreindre la liberté d'expression politique légitime.
- Refus d'un État juif, possible sans haine des Juifs, mais perçu comme antisémitisme.
- Certains boycotts politiques peuvent être assimilés à de l'antisémitisme.

Ces limites ne diminuent pas pour autant l'importance de la définition. Au contraire, elles soulignent la nécessité de la maintenir et de l'encadrer avec discernement. La controverse qu'elle suscite, notamment en France où LFI a proposé de la supprimer, illustre paradoxalement sa robustesse : elle touche au cœur de débats sensibles et démontre sa capacité à encadrer et limiter les discours haineux, tout en respectant la liberté d'expression.

Pourtant, les mots ne suffisent plus. Les chiffres montrent que, même avec un arsenal juridique et normatif renforcé, les actes antisémites explosent. Après le 7 octobre 2023, la France a enregistré une hausse de plus de 1 000 % selon la CNCDDH. En Allemagne, l'antisémitisme progresse jusque dans certains milieux progressistes, signe que la

mémoire de la Shoah ne joue plus toujours son rôle de garde-fou. Au Royaume-Uni, le CST a comptabilisé 4 103 actes antisémites en 2023, un record historique. L'affaire Vueling en Espagne — où un ministre a publiquement insulté de jeunes Juifs français sans que cela suscite de condamnation européenne — illustre ce décalage entre discours et action. Le droit, au lieu de protéger, peut devenir un instrument de stigmatisation à géométrie variable.

Mais alors, que faire ? Nommer l'antisémitisme ne suffit pas. Les pouvoirs publics doivent prendre la mesure des enjeux et mettre en place un plan efficace : voter une loi claire, poursuivre les crimes et appliquer des peines réellement dissuasives. La pérennité juive dépend d'une protection policière effective, d'une véritable force de dissuasion et, surtout, d'une volonté politique ferme.

Pour l'instant, les efforts sont très loin du compte. La situation est catastrophique : malgré les garanties et les discours, tout continue de se détériorer, et le signe le plus inquiétant de cet échec est le départ progressif des Juifs d'Europe.

FIN DES JUIFS D'EUROPE ?

Le départ progressif des Juifs d'Europe n'est pas un simple phénomène démographique. Il concerne des citoyens pleinement intégrés, attachés aux valeurs européennes, et respectueux des principes démocratiques. Leur exil reflète un constat : l'Europe n'assure plus leur sécurité.

Ce départ agit comme un révélateur silencieux de transformation profonde. Les sociétés qui voient partir une minorité enracinée perdent une part de leur identité démocratique et deviennent moins ouvertes et protectrices. L'histoire montre que, lorsque les Juifs ne se sentent plus chez eux, c'est toute la démocratie qui est menacée.

Il est essentiel que l'Europe prenne pleinement conscience de cette mutation. Il ne s'agit pas de regarder ce départ pour en tirer un argument en faveur d'Israël ou de raviver un récit de réparation historique, mais de se regarder elle-même avec lucidité. Les démocraties libérales, lorsqu'elles en viennent à laisser partir ou à perdre la protection de leurs Juifs, cessent d'être tout à fait elles-mêmes : elles y perdent quelque chose de leur âme, sacrifiée au nom d'une paix sociale illusoire. L'Europe doit accepter ce qu'elle devient, en gardant à l'esprit qu'elle pourrait alors s'éloigner insensiblement de ses propres valeurs

COMMENT L'ANTISIONISME EST DEVENU LE LANGAGE UNIVERSEL DE LA RÉSISTANCE

QUAND L'ONU A LÉGITIMÉ LA HAINE DES JUIFS SOUS COUVERT DE PROGRÈS

Le 10 novembre 1975, l'Assemblée générale de l'ONU adopte la résolution 3379 : « Le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale ». Pour la première fois, une institution internationale assimile le mouvement national juif à une idéologie oppressive. Portée par l'URSS, les pays arabes et leurs alliés du Tiers Monde, cette résolution inscrit dans le droit international une vision délégitimant l'existence même d'Israël. Tous les projets nationaux sont reconnus comme légitimes, sauf le projet national juif.

Officiellement, on prétend viser le sionisme. Mais les observateurs lucides ne sont pas dupes : à travers cette attaque, c'est bien le judaïsme qu'on accuse, en recyclant l'idée ancienne selon laquelle cette religion serait fondamentalement arrogante et se croirait au-dessus des autres. La fenêtre d'Overton s'ouvre : critiquer Israël cesse d'être une opinion pour devenir une norme. L'antisionisme s'institutionnalise comme discours vertueux. Même si la résolution est abrogée en 1991, le mal est fait : le soupçon moral envers Israël est devenu structurel.

Loin d'être un accident, cette dérive s'inscrit dans une stratégie délibérée. C'est ainsi que la guerre froide transforma l'antisionisme en levier géopolitique. L'URSS instrumentalisa la cause palestinienne pour affaiblir l'Occident, rallier le Tiers Monde et délégitimer Israël. Le cynisme domine. Comme l'avait ironisé Abba Eban : « Si l'Algérie proposait une résolution affirmant que la Terre est plate et qu'Israël en est responsable, elle serait adoptée à une majorité automatique. »

L'ONU, perçue à tort comme une autorité morale neutre, agit en réalité comme un forum d'intérêts. Ni elle ni la Cour pénale internationale ne sont synonymes de justice. Quand elles accusent Israël de racisme, de crimes contre l'humanité, de génocide ou d'épuration ethnique, il ne s'agit pas de jugements impartiaux, mais de décisions politiques motivées par des rapports de force, des alliances et des haines persistantes. Aux yeux des non-initiés, ces accusations semblent revêtues d'une autorité sacrée ; en réalité, elles ne sont que le reflet d'une hostilité institutionnalisée.

Cette hostilité ne fait que s'amplifier. Depuis octobre 2023, l'ONU ne se contente plus d'exprimer une hostilité politique ou d'adopter une posture biaisée envers Israël : elle affiche désormais un véritable antisémitisme institutionnel. Trois faits récents l'illustrent clairement. D'abord, le mandat de la rapporteuse spéciale sur le génocide n'a pas été renouvelé après qu'elle a refusé de qualifier les actions d'Israël de « génocide » – preuve qu'une opinion indépendante et juridiquement fondée est désormais disqualifiante lorsqu'elle ne va pas dans le sens d'une accusation univoque contre l'État juif. Ensuite, malgré des éléments accablants liant certains agents de l'UNRWA aux crimes atroces du 7 octobre, l'ONU a choisi de leur offrir une protection diplomatique et d'éviter toute poursuite – comme si la gravité des faits importait moins que l'identité des auteurs. Enfin, Francesca Albanese, rapporteuse notoirement hostile à Israël, connue pour ses propos ouvertement antisémites, est non seulement maintenue en poste, mais continue d'être mise en avant dans les publications officielles. Ces choix répétés et cohérents montrent qu'il ne s'agit plus d'un déséquilibre ou d'un biais, mais d'une orientation assumée, dans laquelle la délégitimation d'Israël et la stigmatisation des Juifs sont devenues des marqueurs idéologiques de l'organisation elle-même. En 2025, la démission des trois experts de la Commission d'enquête de l'ONU sur Israël, face à la partialité flagrante de leurs travaux, a marqué un point de bascule : l'antisémitisme institutionnel de l'ONU n'est plus un soupçon – il est devenu un constat indiscutable et condamnable sur le plan moral et juridique.

LES ORIGINES DU PARTI PRIS ANTISIONISTE DE L'ONU

L'accusation portée contre le sionisme par l'ONU en 1975 n'est pas tombée du ciel : elle s'enracine dans une tradition ancienne de judéophobie, qui refuse aux Juifs leur statut de peuple, de nation, de groupe ethnique – et, partant, leur droit légitime à la souveraineté politique sur leur terre d'origine. Ce rejet s'incarne dans plusieurs courants idéologiques, parfois opposés les uns aux autres, mais convergents dans

FICHE-INFO | DERRIÈRE LE MASQUE ANTISIONISTE, L'ANTISÉMITTE

En 2023, 60 % des agressions antisémites en France incluaient des propos antisionistes. Aux antisionistes de prouver que ce n'est pas de l'antisémitisme.



- **Recyclage de clichés antisémites**, Les “sionistes” sont dépeints comme riches, puissants, manipulateurs, cupides, sournois, malfaisants, obsédés par Israël et “le Juif” comme la source de tous les maux.
- **Négation et instrumentalisation de la Shoah** L’Holocauste est nié pour être retourné contre Israël qu’on accuse de génocide.
- **Effacement de l’histoire juive** Le judaïsme est réduit à une religion, niant les liens historiques des Juifs à leur terre ancestrale.
- **Appels explicites au meurtre** Au Proche-Orient, on hurle librement “Tuez les Juifs”.
- **Ciblage violent en Occident** Synagogues, écoles juives ou toute personne reconnaissable comme juive ou portant des signes identitaires juifs ciblés.
- **Harcèlement sur les campus** Insultes, menaces et symboles de mort tagués sur les murs.

leur hostilité à l'État juif. Nazisme, stalinisme, islamisme : ces forces ont fusionné pour nourrir le discours antisioniste global, toujours actif aujourd'hui. Kurt Waldheim, ancien officier nazi devenu secrétaire général de l'ONU (1972-1981), était en poste lors de l'adoption de la résolution 3379 condamnant le sionisme. Il incarne cette troublante continuité entre l'antisémitisme européen et l'antisionisme onusien.

Le nazisme rejetait le sionisme parce qu'il ne voulait pas que les Juifs existent – ni en Europe, ni ailleurs. Hitler l'exprime explicitement dans *Mein Kampf*, où il dénonce la perspective d'un État juif comme une menace pour l'ordre racial mondial. En 1941, sur les conseils de son admirateur, le grand mufti de Jérusalem Haj Amin al-Husseini, il dépêcha à Athènes le commando de Walter Rauff – responsable des camions à gaz de Chelmno – afin de préparer l'extermination des cinq cent mille membres du Yichouv dès la victoire attendue de Rommel en Égypte.

Cette haine radicale se perpétue aujourd'hui dans certains cercles suprémacistes blancs, aux États-Unis, en Autriche ou en Allemagne, où l'existence même des Juifs et l'État hébreu est perçue comme une anomalie à éradiquer – l'ennemi métaphysique de l'humanité, le verrou ultime à faire sauter pour permettre l'avènement d'un monde rédimé. En France, le Rassemblement National (RN) s'est clairement distancié de la rhétorique antisémite classique et soutient désormais Israël et les Juifs avec constance, notamment depuis le 7 octobre. Mais cette évolution opportuniste ne suffit pas à effacer les résurgences d'une obsession plus ancienne : au sein de l'extrême droite française subsiste un noyau dur antisémite, cœur historique de la droite radicale, qui n'hésitera pas à s'allier à d'autres groupes antisémites dès que l'occasion s'y prêtera.

1. Une construction instrumentalisée par l'URSS ?

Le stalinisme, quant à lui, a connu une évolution spectaculaire. En 1948, l'URSS soutient ardemment la création de l'État d'Israël. Le discours de Gromyko à l'ONU célèbre le jeune État comme une victoire sur le féodalisme arabe et un accomplissement du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes – un pilier du marxisme-léninisme. Cette position initiale est surtout motivée par des intérêts stratégiques : affaiblir les Britanniques au Proche-Orient. Mais très vite, l'URSS change radicalement de cap. À partir des années 1950, elle devient l'un des principaux promoteurs de l'antisionisme mondial, injectant dans les discours du Tiers Monde une grille de lecture binaire : l'opprimé a tous les droits, y compris celui de la violence aveugle – logique que l'on retrouve aujourd'hui dans la rhétorique de la machine antisioniste.

Des archives ouvertes après la chute de l'Union soviétique ont mis en lumière les liens étroits entre Yasser Arafat et les services du KGB, suggérant qu'il aurait été considéré comme un « agent d'influence » par les services soviétiques dès les années 1960. Dans cette perspective, certains analystes soutiennent que la cause palestinienne, telle qu'elle a émergé sur la scène internationale, a été en partie structurée et promue par Moscou dans le but de fragiliser l'ordre occidental et d'étendre son emprise idéologique au Moyen-Orient.

Selon cette lecture, la notion même de « peuple palestinien » aurait été façonnée comme une fiction juridique et politique, conçue pour donner une légitimité internationale à une lutte géopolitique servant, avant tout, les intérêts stratégiques soviétiques. En plaçant cette identité nouvelle au cœur d'un conflit avec Israël – principal allié régional des États-Unis –, l'URSS aurait réussi à faire avancer ses objectifs globaux sous couvert d'un discours de libération nationale.

2. Pour l'islam, la création d'Israël est un renversement de l'ordre du monde

La seconde strate, c'est l'islam, et le refus du monde arabe d'accepter le retour des Juifs sur leur terre. La création de l'État d'Israël en 1948 a été perçue, dans de nombreux cercles musulmans, non comme un simple événement géopolitique, mais comme un bouleversement fondamental de l'ordre du monde. Dans la représentation traditionnelle, les Juifs pouvaient être tolérés, à condition de rester en position subordonnée, dans les marges du pouvoir, conformément au statut de dhimmi conféré aux minorités non musulmanes. Qu'ils revendiquent une souveraineté nationale sur une terre considérée comme faisant partie du dār al-islām, et qu'ils y exercent le pouvoir en tant que maîtres – voilà ce qui constitue, pour certains, une offense insupportable.

3. Le rôle de l'Iran et du Qatar dans l'exportation de la haine antijuive

À l'hostilité idéologique envers Israël s'ajoute une dimension stratégique : le rôle actif de puissances comme l'Iran et le Qatar dans la diffusion et la structuration de la haine d'Israël, et par ricochet des Juifs identifiés au projet sioniste. Ces régimes ne se limitent pas à la propagande ou au soutien armé : ils mènent une offensive d'influence intellectuelle et culturelle, surtout en Occident.

L'Iran, via le Hezbollah, et le Qatar, par le financement d'institutions religieuses, de médias comme Al Jazeera et d'universités occidentales, investissent massivement les espaces académiques et militants. Sous couvert de programmes culturels ou interreligieux, ces fonds orientent les discours, imposent un récit univoque et délégitiment toute solidarité avec Israël.

Sur les campus, cette influence nourrit une rhétorique antisioniste qui peut dériver vers l'antisémitisme, en soutenant conférences, contenus idéologiques, lobbying et processus de radicalisation. Le narratif palestinien devient exclusif, tandis que toute expression de judaïsme affirmé ou de lien avec Israël est marginalisée, voire criminalisée.

4. L'impact de la pensée décoloniale sur la perception d'Israël

Ce terrain préparé par des forces géopolitiques puissantes trouve un relais naturel dans la pensée décoloniale contemporaine. Au cœur de cette idéologie se trouve une conviction fondamentale : l'histoire moderne du monde est structurée par la domination de l'Occident blanc, masculin et capitaliste, qui aurait imposé sa vision du monde, ses catégories de pensée et ses structures politiques aux peuples colonisés. Cette lecture considère que toute forme d'autorité issue de l'Occident est marquée du sceau de l'oppression, construite pour maintenir un système global d'exploitation au détriment de l'émancipation des peuples subalternes.

Dans cette perspective, Israël est souvent perçu non pas comme une réalité historique complexe ou un foyer national pour un peuple persécuté, mais comme un produit direct de l'ordre occidental imposé au monde. Sa création par une résolution de l'ONU en 1947 est lue comme un acte de domination géopolitique, une énième projection du pouvoir colonial sur une terre non occidentale. Dès lors, peu importe que le peuple juif ait des attaches anciennes et continues avec cette terre : ce qui prime dans cette vision, c'est que l'existence d'Israël résulte d'un dispositif occidental, blanc, et donc intrinsèquement suspect.

Ce cadre idéologique tend à effacer la singularité du parcours juif, pour l'absorber dans un récit universel de domination et de dépossession. Israël devient, dans cette optique, l'incarnation visible d'un système mondial illégitime, au même titre que les grandes puissances coloniales. Cette assimilation opère un déplacement radical, où le simple fait de revendiquer un État juif souverain est interprété comme une offense à la justice globale, un obstacle à la libération des peuples opprimés.

FICHE-INFO | LES ABC DE LA HAINE DES JUIFS DE GAUCHE – 3D

La haine des Juifs frappe autant à gauche qu'à droite. La cible est la même, mais les prétextes et les obsessions changent.

Les "3D" définis par Natan Sharansky révèlent l'antisémitisme antisioniste de gauche, masqué sous un vernis humanitaire.



Diabolisation

Peindre les Juifs ou Israël comme l'incarnation du mal absolu.



Délégitimation

Nier l'existence même du peuple juif, de sa foi et de son lien millénaire à Israël.



Double standard

Imposer à Israël et aux Juifs des critères impossibles et incohérents, jamais exigés d'aucune autre nation.

Cette lecture décoloniale ne rejette pas seulement le sionisme en tant que projet politique ; elle remet en cause, plus profondément encore, le droit même des Juifs à se penser comme un peuple distinct, porteur d'une mémoire historique, d'une tradition vivante et d'une continuité identitaire. Ce n'est pas seulement l'existence d'un État juif qui dérange : c'est la persistance juive en tant que telle – le fait qu'un groupe humain affirme, envers et contre tous les récits universalistes ou postnationaux, son attachement à une Loi, à une culture, à une histoire propre.

Aux yeux de certains courants décoloniaux, cette fidélité à une identité particulière, à des textes anciens, à une transmission millénaire, représente une forme de résistance

FICHE-INFO | LES ABC DE LA HAINE DES JUIFS DE DROITE – 4H

L'antisémitisme de droite, qui se cache derrière une rhétorique pro-Israélienne, repose



Hégémonie

Propager le fantasme d'un complot juif visant à contrôler le monde.



Holocauste

En nier la réalité ou l'instrumentaliser pour assimiler Juifs et nazis.



Hostilité à la Halakha

S'attaquer à la loi juive et aux pratiques religieuses pour les restreindre ou les bannir.



Histoire

Réactiver, sous des formes modernes, les calomnies médiévales contre les Juifs.

inacceptable à la dissolution des appartenances dans le grand récit de l'émancipation globale. L'affirmation d'un peuple juif, de surcroît non passif mais souverain, enraciné et porteur d'un projet collectif, apparaît dès lors comme une anomalie. Elle trouble un schéma binaire où les Juifs devraient, au mieux, se fondre dans l'universel, ou au pire, s'effacer au nom d'une solidarité avec d'autres luttes jugées plus « authentiques ».

Dans le schéma de pensée décolonial radical, la seule binarité légitime est celle qui oppose l'opresseur à l'opprimé – une opposition elle-même figée dans une caricature simpliste, où l'opresseur est systématiquement identifié au mâle blanc européen dominateur, judéo-chrétien, et colonisateur, tandis que l'opprimé est sacralisé comme figure absolue de la victime, au-delà de toute responsabilité ou complexité. Toute autre distinction – culturelle, historique, religieuse ou nationale – est soupçonnée de masquer une volonté de perpétuer des rapports de domination. Poussée à l'extrême, cette logique de déconstruction finit par se retourner contre l'être même : il faut se

« défaire de soi », désapprendre ce que l'on est, pour s'aligner sur une posture de pure solidarité avec les victimes du système. Toute fidélité à une tradition, à une histoire particulière ou à une identité enracinée devient dès lors suspecte, voire coupable.

Dans ce cadre, le Juif qui persiste à se penser comme Juif – porteur d'une mémoire, d'un destin, d'une Loi – et qui refuse de se fondre dans les catégories universalistes de l'antiracisme, de l'anti-impérialisme et de la justice sociale telles qu'elles sont définies par ces courants, est perçu comme un obstacle idéologique. Plus encore, le sioniste apparaît comme le Juif par excellence, celui qui assume pleinement la singularité de son héritage et qui la traduit dans une cohérence politique, existentielle et territoriale. C'est précisément cette cohérence, cette fidélité assumée entre identité, souveraineté et tradition, qui le rend insupportable aux yeux de ceux qui ne tolèrent l'autre que s'il abdique ce qu'il est pour devenir un rouage de l'universel abstrait.

Or, il existe aussi des Juifs qui, par conviction sincère ou par calcul personnel, se placent eux-mêmes dans le camp de ceux qui combattent leur propre peuple. Certains le font par ambition ou intérêt : ils se vendent comme « cautions ethniques » à des discours qui les dépassent. D'autres, mus par une foi idéologique, se persuadent de servir une cause supérieure en se dressant contre leur héritage. Tous, pourtant, participent d'un même phénomène : ils se drapent dans leur origine pour donner crédit aux ennemis du judaïsme. Rien de nouveau : chaque minorité persécutée a vu surgir ces figures qui trahissent par conviction ou par appât du gain. Ils croient s'arracher à leur destin en poignardant les leurs, mais ils ne font que s'inscrire dans la longue mémoire des renégats. L'Histoire, elle, ne les absout pas : elle les marque au fer rouge du nom de traîtres.

5. Pourquoi les militants postnationaux soutiennent-ils un État palestinien ?

On comprend dès lors pourquoi le militant postnational éprouve tant de difficulté à accepter l'existence d'un État juif : ce n'est pas tant Israël en tant que réalité politique qu'il rejette, mais l'image qu'il s'en construit – une représentation fantasmée, façonnée par ses propres grilles idéologiques. Ce qu'il condamne, c'est une figure du Juif et d'Israël projetée, caricaturale, qui ne correspond ni à la complexité du réel ni à la vérité historique.

Mais une question majeure subsiste : pourquoi ce même militant, qui rejette le principe même de l'État-nation lorsqu'il s'agit des Juifs, milite avec ferveur pour la

création d'un État palestinien ?

Ce paradoxe apparent s'explique par la logique morale binaire propre à la pensée décoloniale : dans cette grille de lecture, la légitimité d'un projet politique ne dépend pas de sa cohérence interne ou de sa valeur universelle, mais de la position qu'il occupe dans le rapport de forces. La cause palestinienne est ainsi élevée au rang de mythe fondateur de la pensée décoloniale : elle devient son saint Graal, sa promesse ultime. Sa réalisation incarne la victoire parfaite du récit de l'opprimé sur celui du supposé oppresseur. Dès lors, elle ne peut qu'être célébrée, glorifiée, sanctifiée – jusqu'à devenir intouchable. Cette sanctification confère à la cause une dimension quasi théologique, qui justifie tout, y compris le contournement ou la négation du droit. Car ce n'est plus la légalité qui fait autorité, mais une forme de loi supérieure, quasi divine, censée exprimer une justice absolue et rédemptrice. Dans ce cadre, tout ce qui s'oppose à cette cause – y compris l'existence d'un État juif – devient illégitime par principe, indépendamment des faits ou du droit.

L'État palestinien devient alors une exception acceptable au rejet général de la souveraineté nationale, car il n'est pas envisagé comme une fin en soi, mais comme un outil de justice réparatrice. Il n'incarne pas un projet d'identité affirmée dans la durée, mais une réponse supposée transitoire à une oppression. Autrement dit, on ne soutient pas l'État palestinien pour sa valeur propre, mais comme un geste symbolique de solidarité avec les « damnés de la terre ».

Cette asymétrie révèle un biais fondamental : dans ce paradigme, ce n'est pas la forme État-nation qui est en cause, mais la place qu'on y occupe. L'État juif, parce qu'il est vécu comme une réussite, une autonomie concrète et stable, dérange. L'État palestinien, parce qu'il incarne un cri de détresse, est célébré. La cohérence idéologique cède ici le pas à la posture émotionnelle et politique, dictée par la figure de l'opprimé.

À ce stade, il ne s'agit plus d'un désaccord politique ni d'une critique rationnelle : ce qui s'exprime, c'est un antisémitisme brut, décomplexé, arraché à toute réalité, imperméable à la discussion comme à la vérité. Ce n'est plus un discours, mais une haine figée – qu'on ne peut ni comprendre ni convaincre, seulement affronter. Et cette haine du Juif n'est qu'une étape : au cœur de cette violence symbolique et idéologique, c'est la figure honnie du mâle blanc, européen, dominateur et chrétien qui est visée. Le Juif n'en est que le premier masque, le premier bouc émissaire sur une trajectoire plus vaste de destruction.

FICHE-INFO | LE TEST ROFÉ POUR IDENTIFIER L'OBSESSION DERRIÈRE LA CRITIQUE D'ISRAËL

LE TEST ROFÉ

Radicalisation

Escalade verbale et idéologique, durcissement progressif du ton et des accusations.

Obsession

Revenir sans cesse sur les mêmes accusations, refuser toute nuance ou contexte historique.

Fixation

Ne retenir que le négatif. Essentialiser Israël, les Israéliens et les sionistes comme intrinsèquement mauvais.

Essentialisation

Attribuer à tout un peuple des traits négatifs figés, réactiver les stéréotypes antisémites.

Indicateur clé: Quand ces quatre éléments se combinent, la critique bascule dans une obsession haineuse et irrationnelle.



LE BASCULEMENT DE L'ANTISIONISME À L'ANTISÉMITISME

Même lorsque l'antisionisme se présente comme une critique politique, il a des effets directs sur les Juifs eux-mêmes. Une enquête menée auprès de plus de 14 000 étudiants sur 140 campus américains révèle qu'à mesure que l'activisme antisioniste (type BDS) s'intensifie, les étudiants juifs se sentent plus en insécurité, dissimulent leur identité et se replient. Le simple fait d'être juif ou de mentionner Israël suffit à susciter la suspicion, voire l'hostilité.

Ce glissement du désaccord politique vers une hostilité identitaire reflète un antisémitisme réinventé, qui adopte un nouveau langage pour éviter la loi tout en conservant la même cible. En France, en mars 2024, l'incident survenu à Sciences Po – où des slogans comme « Juifs dehors » ont été entendus – en est une illustration frappante.

Même sans intention explicite, l'antisionisme militant contribue à marginaliser la présence juive dans l'espace public, en l'associant systématiquement à un oppresseur imaginaire. Il devient difficile, dans certains milieux, d'être juif sans se voir sommé de s'excuser d'Israël.

Ce glissement s'opère de manière particulièrement directe chez les militants palestiniens ou dans certains cercles musulmans nourris d'une vision tribale du monde, où l'appartenance communautaire prime sur les distinctions idéologiques. Dans ces univers, l'identification entre le Juif et Israël est immédiate, totale, sans nuance : critiquer Israël revient à désigner le Juif comme une cible. Les Juifs de France l'ont bien compris. Instinctivement, ils évitent les mosquées, les manifestations propalestiniennes, ou les cortèges antisionistes, non par hostilité, mais par crainte d'être agressés. Ce n'est pas un fantasme : plus de 90 % des agressions antisémites recensées en France ces dernières années sont le fait d'individus issus de milieux musulmans radicalisés. Comme le rappelle le Grand Rabbin de France Haim Korsia : « Tous les Juifs assassinés en France ces dernières années au nom de la haine antisémite l'ont été par des musulmans. » Ce constat glaçant est une réalité documentée depuis deux décennies, que nul ne peut honnêtement ignorer.

Le 7 octobre a fait voler en éclats les derniers masques. Ceux qui affirmaient jusque-là « ne critiquer que l'État d'Israël » ont, parfois sans détour, justifié voire célébré le massacre de civils juifs. L'antisionisme s'est alors révélé dans toute sa nudité : trop souvent, il n'est qu'un antisémitisme masqué d'un langage moral.

Mais ce rejet ne s'arrête pas à l'État juif. Il vise, plus profondément, le Juif qui revendique une continuité historique, une tradition, une souveraineté existentielle. Celui qui assume sa fidélité à une Loi, à une mémoire, à une terre – celui-là devient insupportable. Il incarne une cohérence, un enracinement, un refus de se dissoudre dans l'universel. Et c'est précisément cette force intérieure qu'on lui reproche. Le Juif debout, souverain, visible, est perçu comme une menace.

Ainsi, ce qui commence comme une indignation politique se transforme insensiblement en une hostilité viscérale envers l'être juif lui-même. Le refus d'Israël devient le rejet de

ceux qui, à travers lui, expriment un droit collectif à l'existence. L'antisionisme radical ne vise plus une politique : il vise un peuple.

RÉMINISCENCES D'UNE HAINE PRIMITIVE

Le discours antisioniste contemporain se présente comme moral, voire humanitaire. Mais son architecture profonde trahit des réminiscences anciennes, comme des strates enfouies de l'imaginaire antijuif. Sous des termes nouveaux – génocide, apartheid, épuration ethnique, tueur d'enfants – on retrouve des motifs très anciens, parfois inconscients, mais toujours aussi structurants. Cette haine n'est pas un désaccord politique. C'est une religion sans Dieu, dont le Juif reste l'ennemi central. Une logique sacrificielle inversée s'y déploie, avec la même obsession : désigner le Juif comme l'obstacle à la rédemption du monde.

On peut y distinguer trois composantes complémentaires, étroitement entrelacées, qui forment ensemble une matrice puissante de délégitimation, de stigmatisation et d'effacement.

1. Du déicide au génocide : le Juif comme meurtrier de l'innocence

Hier, on accusait les Juifs d'avoir tué Dieu. Ce crime n'était pas seulement atroce, il était cosmique : il menaçait l'ordre du monde. Aujourd'hui, la même accusation revient, transposée en langage moral : Israël serait non seulement un État génocidaire, mais un tueur d'enfants. Les slogans parlent de bébés, de sang, d'innocents massacrés. Le vocabulaire change, le mécanisme reste : le Juif est toujours celui dont la main verse un sang sacré.

Il ne s'agit pas d'un conflit, mais du mythe du crime rituel, calqué sur l'ancienne accusation de déicide et de crime rituel envers des enfants. Ces derniers étaient réellement tués par les accusateurs, par exemple dans la chrétienté du Moyen-Âge, ce qui déclenchait des pogroms contre les Juifs puisqu'ils en étaient accusés. Les accusateurs commettaient donc un infanticide, ils tuaient leur propre enfant, tout comme aujourd'hui le Hamas et ses proxys commettent un infanticide à l'échelle d'un peuple.

Pour au moins deux raisons : premièrement, les femmes palestiniennes, selon la Charte

du Hamas de 1987, doivent éduquer les garçons au Jihad ; cette mort psychologique aboutit le plus souvent à la mort physique. Deuxièmement, ils n'arrêtent pas la guerre – ils sont pourtant défaits militairement – et toute guerre provoque la mort. Ainsi, par un renversement du mécanisme diffamatoire, l'enfant palestinien est devenu le nouvel agneau sacrificiel que l'on brandit pour relancer l'hostilité contre le peuple juif.

2. L'interdit d'être fort : le Juif doit rester humilié

Dans la tradition chrétienne médiévale, le Juif était toléré à condition qu'il reste soumis, pauvre, témoin vivant de son erreur. Sa force, réelle ou imaginaire, devenait une offense. Aujourd'hui, cette structure se rejoue : Israël n'a pas le droit de se défendre. Qu'il gagne une guerre, qu'il protège ses civils, qu'il frappe ses agresseurs – cela choque l'opinion. Non parce que les faits sont disproportionnés, mais parce que le Juif fort dérange. Il viole une norme implicite, qui le cantonne à la repentance et à l'impuissance. Son existence souveraine est vécue comme une provocation.

3. La nécessité de disparaître : un monde sauvé sans Israël

Le troisième pilier de cette haine n'est pas seulement l'accusation ou l'humiliation : c'est l'effacement. Hier, dans la théologie chrétienne, il fallait qu'Israël disparaisse pour que l'Église naisse. Aujourd'hui, certains croient que le monde sera enfin pur, juste, harmonieux – une fois Israël détruit. La libération de la Palestine est devenue, dans certains discours, un mythe rédempteur. Il ne s'agit plus d'aider les Palestiniens, mais d'éradiquer l'altérité juive comme condition du salut collectif. Ce n'est plus du politique : c'est un projet eschatologique inversé, avec sa foi, ses martyrs, ses démons.

LE DRAPEAU PALESTINIEN DEVIENT L'ÉTENDARD DE TOUS LES INDIGNÉS

Ces trois figures ne sont pas des coïncidences. Elles structurent un imaginaire puissant, qui ne pense pas le Juif comme un interlocuteur, mais comme un blocage. Et ce n'est pas un glissement spontané : cette inversion accusatoire est le fruit d'une stratégie historique.

FICHE-INFO | DERRIÈRE LA POLITIQUE, UNE HAINE MÉTAPHYSIQUE

Dans toute religion, il y a un dogme. Et dans tout dogme, un interdit : celui de la contradiction. Ce qui fait la force d'une croyance n'est pas sa vérité, mais l'interdiction de la contester. Le Palestinisme, devenu religion de substitution dans l'Occident vidé de son Dieu, ne déroge pas à cette règle. Il a ses figures sacrées, ses icônes, ses rituels — mais surtout, il a ses blasphèmes.

Blasphémer, dans cette liturgie nouvelle, ce n'est pas nier la souffrance du peuple palestinien. Ce n'est même pas défendre Israël. C'est oser penser à côté. Introduire la complexité. Dire que le Hamas n'est pas un mouvement de libération, mais un pouvoir cynique, islamiste, sacrificiel. [...] Il suffit d'un mot, d'un doute, d'une réserve, et vous êtes marqué : sioniste, fasciste, colonial, complice. Le langage est prêt. Il mord. Il ne permet pas la nuance.

Et l'adhésion doit être totale. Comme dans toute religion. Il faut dire les bons mots, employer les bonnes formules. Dire « massacre », jamais « stratégie ». Dire « génocide », même sans éléments. Dire « résistance », même quand il s'agit d'attentats. [...] Il faut être dans l'unisson, dans l'émotion partagée, dans le clergé digital qui récite, like, partage.

L'époque a transformé le débat en rituel sacrificiel. Il ne s'agit plus de convaincre, mais d'excommunier. Celui qui ne pleure pas assez, qui ose dire que l'ennemi de l'ennemi n'est pas toujours un ami, est rejeté dans les ténèbres extérieures. [...]

C'est pourquoi tant d'intellectuels se taisent. Les plateaux télé ne tolèrent que les experts convenus, les penseurs domestiqués. Parce que dire autre chose que la vérité autorisée, c'est blesser la foi des croyants. Et cette foi ne pardonne pas. Elle efface.

Le blasphème, ici, est social. Culturel. Moral. Il ne vous brûle pas, mais vous efface. Vous ne serez plus invité. Vous ne serez plus édité. Vous ne serez plus cité. Vous serez transformé en « figure polémique », c'est-à-dire : celui qui pense sans permission. Celui qui doute, et donc : celui qui nuit.

Mais toute religion, lorsqu'elle interdit le doute, prépare sa propre ruine. Le Palestinisme, en sacralisant la victime et en condamnant toute contradiction comme impiété, s'est privé de la vérité qu'il prétend servir. [...] La liberté d'expression, dont l'Europe se gargarise, n'existe plus sur ce terrain. On peut blasphémer contre tout — sauf contre Gaza et la narration canonique.

Et c'est là la tragédie : la compassion est devenue l'arme de l'intolérance. Et le sacré, déguisé en humanisme, a rétabli le bûcher.

Extrait de *Palestinisme, la nouvelle religion séculière*, un ouvrage de Charles Rojzman à paraître en janvier 2026.

Dans les années 1960-1970, le KGB soviétique a conçu une campagne mondiale visant à retourner la mémoire de la Shoah contre Israël. Il fallait effacer le statut de victime des Juifs, pour mieux les accuser à leur tour de fascisme et de colonisation. Cette rhétorique a été diffusée dans les pays du tiers-monde, dans les organisations internationales, dans l'extrême gauche occidentale. Les groupuscules gauchistes ont disparu des urnes, mais pas des imaginaires militants : ils ont investi les ONG, les universités, les médias – et y ont recyclé leurs obsessions.

Ces mêmes élites arabo-musulmanes qui, imposèrent aux Juifs quatorze siècles de dhimmitude, les reléguèrent au rang de citoyens inférieurs, et les expulsèrent de leurs patries bimillénaires dans un processus d'ethnocide silencieux, accusent aujourd'hui Israël de pratiquer l'apartheid, l'épuration ethnique et le génocide. Ce n'est pas une erreur de jugement. C'est une inversion parfaitement construite, qui efface les persécutions subies, banalise la Shoah, et projette sur le Juif les crimes des autres.

LES RELAIS INTELLECTUELS DE L'IDÉOLOGIE DOMINANTE

Mais cette haine renouvelée ne grandit pas seule. Elle est portée, justifiée, rationalisée par des intellectuels, des ONG, des journalistes, souvent mus par une volonté de justice aussi sincère que dangereusement naïve, fondée sur une vision biaisée, approximative et moralement paresseuse d'un conflit qu'ils ne comprennent qu'à moitié. Ils deviennent ainsi les « idiots utiles » de régimes despotiques dont l'objectif n'est pas la paix ni les droits humains, mais l'imposition d'un ordre totalitaire. Ils croient défendre les faibles mais prêtent leur voix aux bourreaux.

Ce n'est pas une nouveauté. Les intellectuels occidentaux ont une longue tradition d'aveuglement volontaire. Dans les années 1930, Jean-Paul Sartre, Louis Aragon, Romain Rolland, Bertolt Brecht, Simone de Beauvoir et tant d'autres ont soutenu Staline, malgré les procès truqués, le goulag, la famine organisée en Ukraine (Holodomor), et les près de 20 millions de morts. Dans les années 1960-70, des milliers d'universitaires et d'étudiants occidentaux ont encensé Mao Zedong, qui causa la mort de plus de 45 millions de personnes durant le Grand Bond en avant. Certains intellectuels ont même applaudi Pol Pot, chef des Khmers rouges, responsable de la mort d'environ 1,7 million de Cambodgiens, soit un tiers de la population du pays. D'autres ont soutenu Khomeiny, au nom de l'anti-impérialisme, en ignorant ou en justifiant la répression sanglante, les

pendaisons d'opposants, l'oppression des femmes et des minorités. Michel Foucault, l'un des penseurs les plus influents de la seconde moitié du XXe siècle et figure tutélaire de la pensée post-coloniale, a lui-même été fasciné par la révolution islamique, qu'il voyait comme une forme inédite de « spiritualité politique », sans percevoir – ou en minimisant – les dérives totalitaires du régime.

Pourquoi ce soutien aveugle ? Parce qu'au fond, beaucoup rêvent encore d'un monde purifié – sans péché, sans violence, sans frontières. Un rêve hérité, sous une forme sécularisée, de leur tradition chrétienne : l'attente d'un royaume des cieux, ici-bas. Ce désir n'est pas illégitime – il est même noble dans son intention. Mais il trahit la pensée chrétienne elle-même, qui exige de penser ce rêve, de le construire, et non de l'appliquer aveuglément. Lorsqu'il n'est ni réfléchi ni confronté à la réalité, ce rêve devient un fantasme dangereux. Car vouloir la paix sans en penser les conditions, c'est parfois sacrifier la vérité, la liberté, et même les vivants eux-mêmes.

Et dans ce rêve, le Juif gêne. Il refuse de se fondre, de disparaître, de se convertir aux utopies globales. Il reste fier de son nom, fidèle à sa route, lucide sur les illusions qui fascinent les autres. Il ne s'agenouille pas devant les nouveaux cultes, ni les nouveaux prophètes. Il ne veut pas réenchanter le monde. Il veut le traverser sans trahir.

Le paradoxe est cruel. Des militants homosexuels soutiennent les Frères musulmans, pourtant farouches ennemis de leur liberté. Des féministes applaudissent des mouvements islamistes, mais gardent le silence quand des femmes juives sont violées, dénudées, exhibées. Le 7 octobre, le corps de la femme juive est redevenu un champ de bataille. Et pourtant : pas un mot, pas un cri. Comme l'a résumé une manifestante à Londres : « C'est #MeToo... sauf si tu es juive. »

L'antisionisme est devenu le ciment d'une gauche en décomposition. Il agrège tous les frustrés, tous les humiliés, tous ceux que la mondialisation a laissés sur le bord du chemin. Et tous les jaloux. Ce ressentiment trouve un exutoire simple : le Juif, qui incarne à la fois la réussite, la mémoire, la différence et l'inflexibilité.

Ce triple reniement – des Juifs, des valeurs libérales, et d'eux-mêmes – est le symptôme d'une époque désorientée, incapable de croire en quoi que ce soit, mais sait très bien qui elle hait. C'est précisément parce qu'elle ne sait plus qui elle est et manque d'un contenu positif à ce en quoi elle croit qu'elle finit par ne se définir que par ce qu'elle est sûre de rejeter. Et au cœur de cette haine, comme depuis deux mille ans, se tient encore et toujours le Juif. Non parce qu'il domine. Non parce qu'il complot. Mais parce qu'il est différent. Parce qu'il n'est pas dans le troupeau.

Le Juif, figure de l'altérité qui refuse de céder aux facilités intellectuelles et morales de son époque, celui qui refuse les solutions simples, reste fidèle à ses propres valeurs, rejette un relativisme qui nie toute hiérarchie des valeurs. Celui-là dérange.

En France, les étudiants juifs évoluent dans un climat de plus en plus hostile. Les musulmans, plus de vingt-cinq fois plus nombreux que les Juifs, pèsent sur des campus largement acquis à la cause palestinienne. S'y ajoutent d'autres hostilités, venues autant de la gauche radicale que de l'extrême droite, alimentées par des médias diffusant en continu des images de Gaza souvent sans contexte. Dans ce climat saturé de slogans, il est extrêmement difficile pour un étudiant juif de prendre la parole. Répliquer, c'est prendre le risque d'être marginalisé, ostracisé, voire accusé de racisme.

Selon des enquêtes récentes, initialisées par la très officielle Agence des droits fondamentaux (FRA) de l'Union Européenne, près de 70 % des étudiants juifs en France tentent désormais de cacher leur identité, 95 % déclarent avoir été confrontés à des propos ou actes antisémites au cours de leurs études, et environ 30 % ont subi des agressions physiques. Dans un tel environnement, cacher sa judéité n'est pas une lâcheté mais souvent une nécessité vitale. En réalité, aujourd'hui, le seul endroit au monde où un étudiant juif ne cache jamais qu'il est juif, c'est en Israël.

Lorsqu'un étudiant juif se retrouve seul dans un amphi où l'on accuse Israël d'apartheid, de colonialisme, voire de génocide, il peut être saisi de vertige. Il sait, intuitivement ou historiquement, qu'Israël est né d'un besoin vital, qu'il est le refuge d'un peuple persécuté et la renaissance d'une nation antique. Mais face à une argumentation apparemment construite, à des slogans martelés et à une réprobation collective, il perd ses repères. Il doute, se tait, s'isole, évite d'aller en cours, et parfois même intègre l'accusation. Cette situation est moralement intenable et psychologiquement destructrice.

Le but de ce guide est de lui donner des clés. Non pas pour détruire l'autre mais pour comprendre le cadre mental et narratif dans lequel l'accusation se construit. Comprendre ne signifie pas adhérer. C'est se donner les moyens de répondre avec sérénité, intelligence et fermeté. C'est aussi retrouver la force d'être sioniste sans complexe, en sachant que

le combat pour Israël est d'abord un combat pour la justice, la vérité et la dignité du peuple juif.

Ce chapitre a également un autre objectif fondamental : donner à toute personne de bonne foi – juive ou non – les éléments nécessaires pour se forger une opinion éclairée. Nous ne cherchons pas ici à imposer une vérité absolue, mais à présenter clairement la perspective juive et sioniste sur un certain nombre de questions fondamentales.

Pourquoi cette perspective ? Parce qu'elle est aujourd'hui quasiment absente du débat public. Le narratif antisioniste, lui, est omniprésent : il s'exprime sans relâche dans d'innombrables médias nationaux, sur les réseaux sociaux, dans les salles de classe et les arènes politiques. Or, pour penser librement, il faut entendre les deux récits.

Ce que nous proposons ici, c'est justement cela : un autre récit, enraciné dans l'histoire juive, dans l'expérience du peuple d'Israël, et dans les réalités que l'on ne peut comprendre sans en connaître la profondeur. Vous trouverez ci-dessous une série de vingt questions qui reviennent sans cesse dans les débats sur Israël.

1. Israël commet un génocide dans la bande de Gaza

Non, la guerre qui oppose l'armée israélienne au Hamas dans la bande de Gaza ne correspond pas à la définition d'un génocide. Un génocide désigne le meurtre intentionnel, en tout ou en partie, d'un groupe ethnique, religieux ou national. Israël est la première puissance militaire du Moyen-Orient et a les moyens de faire disparaître toute la population gazaouie en l'espace d'une journée. Si Israël le souhaitait, les 2,1 millions d'habitants de la bande de Gaza seraient décimés en l'espace d'une journée. Or, la démographie gazaouie est restée inchangée depuis les massacres anti-juifs du 7 octobre. **Israël a les moyens de commettre un génocide, et Israël n'en commet pas pour une raison simple : il n'en a pas l'intention.**

Arguments complémentaires : Le « génocide » désigne une destruction méthodique, planifiée et intentionnelle d'un peuple – une industrie de mort, comme celle qu'ont subie les Juifs pendant la Shoah. Israël a riposté légitimement à l'invasion du Hamas le 7 octobre. Dix-huit mois plus tard, le Hamas admet que la majorité des victimes à Gaza sont des hommes en âge de combattre, et que des milliers meurent de causes naturelles. En réalité, moins de 9 000 civils sont morts au combat. Parler de « génocide » pour Israël, c'est un mensonge cynique, destiné à manipuler, délégitimer Tsalal et attiser l'antisémitisme à l'échelle mondiale.

2. Israël exerce un régime d'apartheid

L'apartheid désigne un système politique et juridique de ségrégation raciale institutionnalisée, appliqué en Afrique du Sud entre 1948 et le début des années 1990. À l'inverse, Israël est une démocratie libérale où tous les citoyens sont égaux en droits, indépendamment de leur ethnie. La population israélienne est composée à 20 % d'Arabes qui jouissent exactement des mêmes droits que leurs compatriotes juifs. Si par « apartheid », on entend la différence de statuts entre les Israéliens et Arabes palestiniens en Judée-Samarie, **on confond discrimination raciale et nationale.**

3. Le Hamas n'est pas un groupe terroriste, c'est une organisation de résistance

Si le Hamas est « une organisation de résistance », quelle atrocité doit-il commettre en plus pour être qualifié de groupe terroriste ?

4. L'histoire n'a pas commencé le 7 octobre 2023

Rien dans l'histoire très documentée d'Israël ne s'apparente de près ou de loin à l'assassinat méthodique, ciblé et barbare de centaines de familles arabes palestiniennes. Jamais l'État hébreu n'a organisé le massacre gratuit et délibéré de milliers d'innocents. Le 7 octobre 2023, des milliers de terroristes palestiniens ont envahi Israël depuis la bande de Gaza et se sont livrés à des meurtres de masse, des viols, des enlèvements et des décapitations d'enfants. **Ce jour ne marque peut-être pas le début du conflit, mais il en constitue l'un des tournants majeurs.**

Arguments complémentaires : Le 6 octobre 2023, la frustration du processus de paix n'excuse en rien les atrocités commises : viols massifs, mutilations, massacres et enlèvements de civils. Cette barbarie, orchestrée depuis Gaza que les Palestiniens contrôlent depuis 18 ans, n'a rien à voir avec les colonies ou l'occupation – c'est l'incarnation de la haine meurtrière inscrite dans la charte du Hamas : l'anéantissement d'Israël. Les appels au meurtre, au viol et à la prise d'otages ne sont pas que des cris de guerre, mais une célébration macabre de la violence. Cette haine extrême menace non seulement Israël, mais aussi les Juifs de la Diaspora et les fondements mêmes des démocraties libres dans le monde.

5. Le sionisme est une idéologie coloniale

Au contraire, le sionisme désigne un mouvement décolonial. Il désigne l'aspiration de restaurer la souveraineté du peuple juif sur sa terre indigène d'Israël après 20 siècles de colonisations étrangères. En 1948, ce mouvement s'est concrétisé par l'indépendance de l'État d'Israël. **Le sionisme est donc l'exact opposé d'une idéologie coloniale.**

Arguments complémentaires : Le sionisme est un mouvement de libération nationale légitime parce qu'il incarne le droit inaliénable du peuple juif – une nation, une culture, une identité – à retrouver sa terre ancestrale. Loin d'être un projet colonial, c'est une lutte anticoloniale contre des empires étrangers, pour restaurer une souveraineté perdue. Les sionistes ont combattu l'Empire ottoman, puis l'Empire britannique, pour redevenir maîtres de leur destin. Alors que certains cherchent à effacer ou réécrire cette histoire indiscutable, le sionisme reste un retour légitime à la patrie d'origine, reconnu par l'ONU et aligné avec tous les mouvements de renaissance des peuples autochtones. En clair : les Juifs ne sont pas des colons, ils sont le peuple autochtone d'Israël, et le sionisme est leur droit naturel.

6. L'antisionisme n'équivaut pas à de l'antisémitisme

L'antisionisme désigne l'opposition à reconnaître au peuple juif le droit à l'autodétermination sur sa terre indigène d'Israël. Or le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est un droit qui revient à tous les peuples du monde. **Refuser aux Juifs un droit que l'on accorde à tous les autres correspond bien à de la discrimination anti-juive.**

7. De quel droit les Juifs ont-ils établi un État sur la terre palestinienne ?

Les Juifs ont établi un État sur cette terre parce que c'est la leur depuis plus de 3 500 ans, reconnue comme telle par l'histoire, les traditions religieuses et le droit international. Le judaïsme, l'histoire de Jésus et même le Coran (sourate 17:104) affirment ce lien ancien. Les premiers sionistes y ont acquis des terres légalement, souvent auprès de propriétaires ottomans, et la communauté internationale a confirmé ce droit, de la Déclaration Balfour à San Remo puis à la résolution 181 de l'ONU. Le sionisme moderne, né à Bâle en 1897 sous Herzl, ne fut pas une réaction à Hitler mais la poursuite d'un retour amorcé bien avant, dans la continuité d'un attachement ininterrompu. L'État d'Israël n'est donc pas une création arbitraire, mais la restauration d'une souveraineté ancestrale reconnue par l'histoire et par le droit.

FICHE-INFO | LES ÉTAPES DE LA RECONNAISSANCE INTERNATIONALE DU DROIT DES JUIFS À UN ÉTAT SOUVERAIN EN ISRAËL



2 novembre 1917 Déclaration Balfour: Le gouvernement britannique exprime officiellement son soutien à l'établissement d'un "foyer national pour le peuple juif" en Palestine. Première reconnaissance officielle par un État de la légitimité du projet sioniste.

- **25 avril 1920** Conférence de San Remo: responsabilité britannique confirmée pour appliquer la Déclaration Balfour, lui conférant ainsi une portée juridique internationale.



- **24 juillet 1922** Mandat britannique et Société des Nations: La Société des Nations intègre la Déclaration Balfour dans le Mandat confié au Royaume-Uni. Reconnaissance juridique internationale de l'objectif de créer un foyer national juif.

- **29 novembre 1947** L'ONU adopte la Résolution 181: Création de deux États, l'un juif et l'autre arabe, en Palestine.
- **14 mai 1948** Proclamation de l'État d'Israël: David Ben Gourion proclame l'indépendance d'Israël. Reconnaissance immédiate par plusieurs pays, dont les États-Unis et l'URSS.
- **11 mai 1949** L'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution 273, "décide qu'Israël est un État épris de paix" et "décide d'admettre Israël comme membre de l'Organisation des Nations Unies".
- **20 mai 1949** La France établit des relations diplomatiques complètes avec Israël.

8. Les Juifs actuels sont les descendants d'Européens convertis

Faux, cette accusation vise à nier le lien historique des Juifs avec Israël. En réalité, le consensus scientifique établit une ascendance commune au Levant et une forte proximité génétique entre les différents groupes — ashkénazes, séfarades et orientaux — confirmée par de nombreuses études. Environ 60 % des Israéliens actuels ont des origines moyen-orientales ou nord-africaines, et au XII^e siècle, 90 % des Juifs vivaient sous domination islamique. Cette continuité historique s'explique par une filiation continue et assumée, transmise par la mère ou par conversion formelle. De plus, les analyses ADN montrent que les Juifs de Djerba présentent une quasi-identité génétique avec les populations juives du Second Temple, preuve d'une permanence remarquable à travers les siècles. Ils ne viennent pas d'Occident. Ils reviennent d'exil.

9. Israël colonise la Cisjordanie

La colonisation désigne l'implantation d'une population sur une terre qui lui est étrangère. Israël est l'État-nation du peuple juif et la Cisjordanie correspond à la Judée et à la Samarie, berceau historique des Juifs. C'est de cette terre que les Juifs tirent leur nom. **Par définition, la présence des Judéens en Judée ne peut être qualifiée de colonisation.**

Arguments complémentaires : Cinq raisons majeures réfutent l'accusation d'occupation illégitime après 1967 : (1) Israël a agi en guerre d'autodéfense face à des menaces imminentes et attaques répétées. (2) La « ligne verte » de 1949 n'est qu'une ligne d'armistice, jamais une frontière officielle, et la souveraineté jordanienne sur la Cisjordanie n'a jamais été reconnue. (3) En 1967, ces territoires n'avaient pas de statut clair selon le droit international, donc n'étaient pas « occupés » au sens strict. (4) Selon le principe d'*uti possidetis juris*, Israël hérite des limites du mandat britannique, qui incluaient un foyer national juif bien plus vaste. (5) Les noms historiques « Judée » et « Samarie » témoignent d'une présence juive millénaire, réfutant l'idée d'un colonialisme récent.

10. La colonisation en Cisjordanie est un obstacle à la paix

L'implantation de Juifs en Judée-Samarie ne constitue pas la cause du conflit israélo-arabe. Entre 1948 et 1967, aucun Juif n'y vivait et pourtant plusieurs guerres d'anéantissement ont été menées contre Israël. Les massacres anti-juifs remontent même avant 1948. **Les violences contre les Juifs précèdent largement les implantations en Judée-Samarie.**

Arguments complémentaires : Le terme « occupation » est émotionnellement chargé et trompeur. Or, selon le droit international, la présence juive en Judée, Samarie et Gaza repose sur la déclaration Balfour (1917) et le mandat britannique (1922), qui légitiment leur implantation. Criminaliser ces colonies est infondé et va à l'encontre de nombreuses résolutions internationales, aggravant le conflit. Les qualifier de colonialistes est un non-sens historique, politique et juridique.

11. Les Palestiniens ont un droit au retour

Non, le droit au retour s'applique aux peuples autochtones forcés à l'exil. Ce que l'on désigne aujourd'hui comme « Palestiniens » sont les descendants d'habitants arabes de la Grande Syrie ottomane. En 1948, la guerre déclenchée par les États arabes a provoqué la fuite, volontaire ou forcée, de 700 000 personnes. **Ce départ fut la conséquence d'une guerre d'anéantissement des pays arabes, non d'un déracinement ethnique planifié par Israël.**

12. La création d'Israël n'a-t-elle pas créé le problème des réfugiés palestiniens ?

Sans la création d'Israël, il n'y aurait pas de réfugiés palestiniens. Mais la cause première réside dans le rejet, par les dirigeants arabes, du plan de partage de 1947 adopté par l'ONU, et dans l'attaque, en mai 1948, de sept armées arabes contre le nouvel État.

Durant la guerre, certains Arabes ont quitté leurs foyers sous la pression des combats. Beaucoup sont partis sur l'insistance de leurs dirigeants, persuadés qu'ils reviendraient après la victoire annoncée sur les Juifs. D'autres encore ont fui par peur. La guerre est toujours un enfer : la Seconde Guerre mondiale a déplacé entre 40 et 60 millions de personnes, et la création de l'Inde et du Pakistan en 1948 en a déplacé jusqu'à 20 millions de plus. Le cas palestinien reste unique : seuls ces réfugiés transmettent leur statut de génération en génération, via l'UNRWA. Ils sont aujourd'hui environ 5 millions à en bénéficier.

Dans le même temps, entre 1948 et les années 1970, environ 900 000 Juifs ont quitté les pays arabes, fuyant violences, discriminations ou un climat d'insécurité. Leurs biens furent souvent confisqués, sans compensation ni statut particulier. Comme les dizaines de millions d'autres réfugiés à travers le monde, ils se sont réinstallés et intégrés dans leurs pays d'accueil, sans transmission héréditaire du statut de réfugié.

13. Pourquoi y a-t-il encore des camps de réfugiés palestiniens ?

Les Juifs sont constamment accusés, mais les régimes arabes ont perpétué le problème des réfugiés pour justifier leur lutte contre Israël, tout en montrant peu d'empathie envers les Palestiniens. La plupart des dirigeants palestiniens ont plusieurs fois rejeté tout compromis sur le partage de la terre, refusant l'idée même d'un État juif, perçu comme « anormal » voire « contre-nature ». Lors du processus d'Oslo, Israël a cédé le contrôle administratif à l'Autorité palestinienne sur la majorité des Palestiniens en Cisjordanie, tandis que les États arabes voisins n'ont jamais réinstallé les réfugiés de leurs camps. Ce refus d'intégration maintient les Palestiniens « prisonniers » d'un statut transmis par l'ONU, lié à une exigence de droit au retour.

14. Avant le 7 octobre 2023, Israël avait fait de Gaza une prison à ciel ouvert

Non, la bande de Gaza n'est pas une prison à ciel ouvert – d'ailleurs, avant octobre 2023, des plateformes comme Booking.com ou TripAdvisor présentaient Gaza comme une simple destination avec hôtels, restos et autres services à portée de clic – et si elle l'est, ce sont ses habitants qui en ont les clés. En 2005, Israël s'est retiré unilatéralement, expulsant ses propres citoyens pour laisser place à une autonomie palestinienne. En 2007, le Hamas en a pris le contrôle et a transformé le territoire en base ennemie dédiée à la destruction d'Israël, entraînant un blocus israélo-égyptien. La responsabilité de l'isolement de Gaza incombe uniquement à ses dirigeants, non à Israël.

Arguments complémentaires : En 2005, Israël s'est retiré totalement de Gaza, mais les accusations d'occupation ont persisté. En 2007, le Hamas a pris le pouvoir par la force, choisissant la guerre et le terrorisme plutôt que le développement. Malgré le blocus, l'aide humanitaire passait, tandis que le Hamas armé attaquait Israël, jusqu'au massacre du 7 octobre. Gaza n'est plus occupée, mais ses habitants restent otages du Hamas. La paix a échoué parce que cette opportunité historique a été sacrifiée à la haine, pas à cause d'Israël.

15. Qu'est-il advenu du processus de paix d'Oslo et de la solution à deux États ?

Le processus d'Oslo, lancé dans les années 1990, visait à instaurer la paix par étapes : retrait israélien des grandes villes palestiniennes et construction d'une confiance mutuelle. Mais Arafat, au lieu de freiner la violence, a encouragé – voire provoqué – une vague d'attentats meurtriers, culminant avec la deuxième Intifada (2000-2005) qui fit plus

FICHE-INFO | LES BONNES VOLONTÉS ISRAËLIENNES ET LE REFUS ARABE

- **1947** Les Sionistes acceptent, à contrecœur, la partition de la Palestine (résolution 181 de l'ONU) dans l'espoir de la paix. Les dirigeants arabes refusent catégoriquement.
- **1967** Après la guerre des Six Jours, la Ligue arabe adopte à Khartoum les "Trois Non": pas de paix, pas de négociations, pas de reconnaissance d'Israël.



- **1993** Israël accepte les compromis essentiels du processus d'Oslo. En 2000, Bill Clinton reproche à Arafat d'avoir bloqué l'accord: "Je suis un échec, et c'est toi qui m'as fait échouer".

- **2000** Arafat abandonne la négociation et relance la violence. La Deuxième Intifada cause la mort de plus de 1 000 Israéliens et 3 000 Palestiniens.
- **2005** Israël se retire entièrement de la bande de Gaza. En 2007, le Hamas prend le pouvoir, affirmant dans sa charte: "Quitter le cercle de la lutte contre le sionisme est une haute trahison..."



- **2008** Le Premier ministre Ehud Olmert propose à Mahmoud Abbas un plan de paix : 93 % de la Judée-Samarie/Cisjordanie, toute la bande de Gaza, et 5,8 % du territoire israélien pré-1967 en échange. En 2015, Abbas admet: "Je n'ai pas accepté. J'ai tout rejeté d'emblée".

d'un millier de victimes israéliennes. Depuis, la confiance s'est effondrée et l'idée d'un État palestinien inspire un profond scepticisme.

Les Israéliens rêvent de paix et d'acceptation dans la région, mais pas au prix de se suicider. La vraie question est simple : les Palestiniens veulent-ils bâtir un État pour vivre côte à côte avec Israël, ou à sa place ? Tant qu'une partie importante de leur leadership et de leur société ne rêve que d'ériger une base terroriste pour détruire Israël, les Israéliens n'accepteront jamais de leur offrir cet État.

16. Pourquoi le désengagement de Gaza n'a-t-il pas apporté la paix ?

En 2005, Israël s'est retiré totalement de Gaza, mais les accusations d'occupation ont persisté. En 2007, le Hamas a pris le pouvoir par la force, choisissant la guerre et le terrorisme plutôt que le développement. Malgré le blocus, l'aide humanitaire passait, tandis que le Hamas armé attaquait Israël, jusqu'au massacre du 7 octobre. Gaza n'est plus occupée, mais ses habitants restent otages du Hamas. La paix a échoué parce que cette opportunité historique a été sacrifiée à la haine, pas à cause d'Israël.

17. Pourquoi Israël affame-t-il Gaza ?

Israël n'a ni politique, ni intention, ni action visant à priver une population civile de nourriture. Au contraire, il cherche à assurer un approvisionnement réel et facile pour la population civile, qui reste malheureusement victime du Hamas. Ce dernier détourne, vole et revend les convois alimentaires afin de financer la poursuite du conflit. Le consortium Global Humanitarian Food (GHF) garantit un flux régulier d'aide alimentaire à Gaza.

18. Pourquoi Israël ne contrôle-t-il pas la violence contre les agriculteurs palestiniens ?

La violence d'État, qu'elle soit militaire ou policière, est toujours difficile à exercer avec justice. Les actes violents, même politiques, restent illégaux.

19. Pourquoi Israël ne libère-t-il pas les « otages palestiniens » ?

Parce qu'il n'y a pas d'otages palestiniens en Israël. Il s'agit de prisonniers, en attente de jugement ou déjà condamnés pour crimes graves, qui bénéficient de droits de défense garantis.

20. La reconnaissance d'un État palestinien : pourquoi Israël dit non ?

En 2005, Israël a évacué Gaza. Les habitants juifs ont laissé leurs serres et équipements aux Palestiniens. Gaza avait tout pour devenir un "Dubai méditerranéen" : côte, aide internationale, terres fertiles.

Résultat ? Le Hamas a choisi les armes plutôt que l'économie. 15 000 roquettes sur Israël et le massacre du 7 octobre avec 1 200 morts.

Le problème est clair : les dirigeants palestiniens ne veulent pas un État à côté d'Israël, ils veulent remplacer Israël. Leurs manuels scolaires montrent un seul pays "du fleuve à la mer", pas deux États.

La Cisjordanie est à 15 kilomètres de l'aéroport de Tel-Aviv. Ni la France ni l'Allemagne n'accepteraient un État terroriste à leurs frontières. Pourquoi Israël le devrait-il ?

Israël veut deux États, mais les Palestiniens doivent d'abord accepter qu'Israël existe. Tant qu'ils refusent cette base, un État palestinien n'apportera que plus de guerre. Gaza le prouve : donner un territoire à quelqu'un qui veut vous détruire ne crée pas Dubai, ça crée le chaos.

FICHE-INFO | TYPOLOGIE – DIFFÉRENTES EXPRESSIONS DU REJET DU PEUPLE JUIF

Catégorie	Antijudaïsme	Antisémitisme	Antisionisme
Référentiel	Christianisme / Islam	Racisme / Nationalisme	Antiracisme / Post-nationalisme
Objet de la haine	La religion juive	L'individu juif	L'État-nation juif
Objectif	Un monde sans judaïsme	Un monde sans Juifs	Un monde sans Israël
Accusations d'altérité	“Vous êtes des nomades cosmopolites”	“Vous êtes des Asiates étrangers en Europe”	“Vous êtes de Européens étrangers en Palestine”
Accusations d'immoralité	“Vous êtes déicides”, “Vous manipulez la Loi”, “Vous refusez la vraie foi”	“Vous contrôlez les banques et la presse”, “Vous êtes responsables des guerres”	“Israël est un État d'apartheid” “Les Juifs colonisent la Palestine”
Accusations d'impuissance (avant 1948)	Pleutres incapables de se défendre	Misérables sans dignité	Vulnérables protégés par l'Occident
Accusations d'agressivité (après 1948)	Dominateurs sans scrupules	Conquêteurs sans pitié	Agresseurs tout-puissants
Expression	Discrimination, conversions forcées	Pogroms, lois raciales, extermination	BDS, campagnes de délégitimation
Fonction psychologique	Masquer l'incapacité à gérer le pluralisme religieux	Détourner la colère populaire vers un bouc émissaire	Dissimuler la contradiction entre universalisme proclamé et nationalisme implicite

Catégorie	Antijudaïsme	Antisémitisme	Antisionisme
Contradiction principale	Prétendre défendre la liberté religieuse tout en l'interdisant aux Juifs	Accuser de domination financière tout en concentrant soi-même le pouvoir économique	Défendre l'autodétermination pour tous sauf pour les Juifs
Exemple de projection	L'Église médiévale dénonce "l'intolérance" du judaïsme tout en pratiquant l'Inquisition	Un régime autoritaire accuse les Juifs de "complot" pour cacher sa propre répression	Un mouvement nationaliste arabe ou européen dénonce le "nationalisme juif"
Exemple historique	Expulsion d'Espagne (1492)	Allemagne nazie (1933-1945)	Conférence de Durban (2001)
Réponse juive	Étudier, renforcer sa foi et rester Juif	Lutte juridique et politique	Déconstruction, guerre intellectuelle

DÉCONSTRUIRE LES ACCUSATIONS QUI DIABOLISENT ISRAËL

Nous sommes aujourd'hui au cœur de la troisième phase de la guerre contre Israël. La première phase, de 1948 à 1973, était une guerre conventionnelle qui s'est soldée par trois échecs retentissants pour les ennemis d'Israël. Face à ces revers militaires, ils se sont tournés vers une nouvelle stratégie : celle du terrorisme et de la barbarie aveugle, visant à effrayer les Israéliens, à les paralyser de peur. Mais les Israéliens n'ont pas cédé à la terreur : les plages sont bondées, les cafés sont animés, l'économie et la culture prospèrent, tout comme le monde de la Torah.

Aujourd'hui, nous faisons face à la troisième phase : la guerre des idées, la bataille du narratif. Un combat sans frontières où chaque esprit devient un terrain de lutte. La haine qui se propage vise Israël, mais aussi chaque personne juive fière de son identité, partout dans le monde. De nombreuses allégations infondées, souvent démesurées, sont utilisées pour diaboliser Israël et démoraliser ses partisans. On nous fait croire qu'Israël occupe encore Gaza malgré son désengagement en 2005. On affirme que l'expression « Du fleuve à la mer » évoque une Palestine démocratique, alors qu'elle appelle en réalité à l'extermination des Israéliens, qu'ils soient juifs, arabes ou autres. On ose dire que des centaines d'innocents méritent d'être massacrés, mutilés, violés et terrorisés sous prétexte que « c'est comme ça qu'on décolonise ». Nous en sommes arrivés à ce paradoxe glaçant : glorifier Hitler peut aujourd'hui être présenté comme un acte de résistance, tandis que le dénoncer vous classe à l'extrême droite.

Notre riposte doit être stratégique et incisive. Dévoilons les présupposés tacites de nos opposants. Mettons en lumière, avec précision, les failles de leur raisonnement. Élaborons un récit alternatif, à la fois simple et persuasif, enraciné dans la vérité et notre héritage historique. Cet appel s'adresse à tous, Juifs ou non, en Israël comme ailleurs.

Chacun peut devenir un artisan d'idées. Imaginez vos vidéos TikTok touchant des millions de personnes, offrant une perspective novatrice capable de convaincre les esprits ouverts, au-delà des clivages religieux. L'enjeu est crucial. Israël n'incarne pas seulement un territoire ou un peuple ; c'est un symbole d'espoir pour tous ceux qui croient en la justice. Au-delà de l'agression envers notre communauté, c'est l'héritage des Lumières qui est en péril. Notre lutte est celle de la civilisation tout entière.

Pour affronter cette bataille des idées, il ne suffit pas d'indignation : il faut des connaissances précises et des arguments solides. C'est pourquoi nous mettons à votre disposition neuf fiches de travail, conçues comme des éléments de langage clairs et fouillés. Elles ne sont pas un discours clé en main, mais une matière brute, riche et structurée, que vous pouvez vous approprier. Relisez-les, méditez-les, et transformez-les en un argumentaire personnel, convaincant et adapté à chaque interlocuteur.

1. Pourquoi les États européens prennent-ils systématiquement parti contre Israël ?

Les pays ne jugent jamais les conflits étrangers de façon neutre : ils y projettent toujours leurs propres blessures et divisions. En France, par exemple, une grande partie des critiques d'Israël ne concernent pas vraiment Israël. Elles traduisent surtout les traumatismes historiques non résolus du pays, ses contradictions profondes et ses malaises d'identité.

Traumatisée par des siècles de guerres sanguinaires, l'Europe est hantée par la guerre et se force à croire qu'on peut tout résoudre par le dialogue et la négociation – même face à des adversaires qui rejettent fondamentalement ces approches. Cette vision pacifiste, forgée dans l'expérience de la réconciliation franco-allemande et de la construction européenne, influence profondément la perception des conflits extérieurs.

L'Europe porte aussi le poids de la Shoah, créant un paradoxe : culpabilité envers les Juifs d'un côté, malaise face à un État juif militaire de l'autre. Cette tension produit une exigence morale disproportionnée envers Israël. Les Européens projettent aussi leur expérience coloniale sur ce conflit, y voyant un schéma « colonisateur » contre « colonisé ».

La sympathie spontanée pour les victimes, surtout lorsqu'elles apparaissent faibles ou dominées, est une caractéristique marquée de l'Europe de l'Ouest, héritée en grande partie de sa tradition chrétienne. Ce réflexe émotionnel alimente, dans de nombreux pays occidentaux, un soutien quasi automatique à la cause palestinienne. On ne retrouve pas cette posture dans les sociétés asiatiques – indienne, chinoise, japonaise – ni en Europe de l'Est, où l'on ne confond pas faiblesse et bon droit.

La morale de l'individu face à la logique du clan – Les démocraties européennes lisent le conflit israélo-palestinien à travers une grille eurocentrée, individualiste et matérialiste. Ce prisme, centré sur l'individu abstrait, détaché de toute dimension spirituelle ou culturelle, ignore que dans les sociétés extra-européennes, notamment sémitiques, c'est l'appartenance au groupe – famille, religion, peuple – qui prime. Ce sont des valeurs non négociables. L'Europe ne comprend pas ça – et c'est pour cela qu'elle juge mal.

Deux « Plus jamais ça », deux leçons opposées – Les Européens et les Israéliens ont tiré des conclusions inverses de la Shoah et de la passivité des grandes puissances. Pour les Européens, les identités collectives mènent au crime : il faut donc s'en défaire. Leur leçon fut : moins de frontières, moins de nations, moins de religion – un idéal postnational à la John Lennon. Les Juifs, eux, ont retenu l'inverse : une minorité sans État, sans armée ni souveraineté est en danger. Face aux beaux discours qui n'ont jamais empêché les massacres de Tutsis, d'Arméniens, de Bosniaques, d'Ouïghours, de Yézidis, de Kurdes, de Coptes ou de chrétiens d'Orient, ils ont bâti Israël pour ne plus dépendre de personne. Israël incarne ce que l'Europe déteste et redoute : un peuple, une terre, une foi, une identité. Israël est le miroir inversé de l'idéal européen.

Dans son irritation, l'Europe va jusqu'à soutenir un État pour les Palestiniens – ethniquement homogène, sans Juifs. Non pour défendre un peuple, mais pour créer un anti-Israël. Non par fidélité aux principes, mais par rejet de ce que le sionisme lui renvoie : l'image de ses renoncements et de ses contradictions.

Ce paradoxe est d'autant plus frappant que l'Europe admire sans réserve des nations comme le Japon – État homogène, souverain, enraciné dans sa culture et sa mémoire – aux traits pourtant comparables à Israël. Ce n'est donc pas l'identité forte qui dérange, mais qu'elle soit juive, et renvoie à une histoire que l'Europe préfère oublier.

L'Europe ne pardonnera jamais Auschwitz aux Juifs – Accepter sa responsabilité est difficile. Plutôt que d'affronter leur passé, les dirigeants européens ont déplacé la culpabilité sur Israël. Ce mécanisme est simple : si la victime devient à son tour un bourreau, alors les vrais coupables peuvent disparaître. Plus de victimes, plus de bourreaux – seulement des conflits symétriques.

C'est ainsi qu'Israël est devenu le bouc émissaire de la conscience européenne. On l'accuse de tout : colonisation, apartheid, génocide. Non pour comprendre la réalité, mais pour alléger un fardeau intérieur. Les faits comptent peu. Ce qu'il faut, c'est qu'Israël porte la faute.

La victime devenue coupable permet à l'Europe de se décharger de sa culpabilité. C'est le prix symbolique qu'on fait payer aux Juifs pour rappeler ce que l'Europe n'a jamais voulu regarder en face.

FICHE-INFO | TYPOLOGIE

DIFFÉRENTES EXPRESSIONS DU REJET DU PEUPLE JUIF

Catégorie	Antijudaïsme	Antisémitisme	Antisionisme
Référentiel	Christianisme Islam	Racisme / Nationalisme	Antiracisme / Post-nationalisme
Objet de la haine	La religion juive	L'individu juif	L'État-nation juif
Objectif	Un monde sans judaïsme	Un monde sans Juifs	Un monde sans Israël
Accusations clés	“Vous refusez la vraie foi”	“Vous êtes des Sémites étrangers en Europe”	“Vous êtes de Européens étrangers en Palestine”
Accusations clés	“Vous empêchez la rédemption du monde”	“Vous êtes lâches et pleutres”	“Vous n'avez pas le droit de vous défendre”
Expression	Discrimination, conversions forcées	Lois raciales, extermination	BDS, campagnes de délégitimation
Réponse juive	Étudier, renforcer sa foi et rester juif	Lutte juridique et politique	Déconstruction, guerre in tellectuelle

Changer de prétexte ne change pas la haine : elle reste la même, projection des peurs et contradictions d'autrui sur le Juif, pris comme cible commode. Sa disparition ne résoudrait aucun problème, car elle ne ferait que priver les haineux de leur bouc émissaire.

Deux poids, deux mesures – Alors que la Chine maintient en détention plus d'un million de Ouïghours dans des camps, que l'Iran pend des opposants, que la Russie bombarde des civils, c'est Israël qui fait l'objet des résolutions, des enquêtes, des indignations.

Les pires régimes sont ménagés. Israël, seule démocratie du Moyen-Orient, est traité comme un État paria. Non pas seulement à cause de ce qu'il fait, mais toujours aussi à cause de ce qu'il représente.

Le fantasme du faible et la mauvaise conscience chrétienne – Dans plusieurs pays européens marqués par une histoire catholique, le soutien spontané à la cause palestinienne

s'explique par une culpabilité historique non résolue et par des représentations héritées du christianisme. Le Juif souverain bouscule un imaginaire où il fut longtemps perçu comme errant et soumis, tandis que le Palestinien est idéalisé comme l'innocent persécuté, incarnant le culte chrétien du faible. Ce regard moral inversé présente Israël en Goliath oppresseur et les Palestiniens en David désarmé, malgré leur soutien international et militaire. Il se nourrit aussi d'un orientalisme romantique et ravive des clichés judéophobes anciens – Juif manipulateur et puissance occulte – désormais recyclés dans des discours complotistes, hashtags, contenus viraux ou productions culturelles. Ce mélange de fantasmes, de culpabilité et de préjugés entretient un biais moral profond dans la perception européenne du conflit.

Quand l'imaginaire chrétien nourrit la haine juive – Même sécularisé, l'antisémitisme chrétien perdure et se réinvente. Les vieux tropes – Juif tout-puissant contrôlant les médias, riche dominateur, manipulateur occulte – resurgissent sous forme d'images, slogans ou caricatures affirmant que « les Juifs contrôlent Hollywood », que « les sionistes dirigent le monde » ou insinuant une infiltration juive des gouvernements. S'y ajoutent des mythes médiévaux comme le « crime rituel », réactivés par des rumeurs accusant Israël de prélèvements d'organes. Ces motifs, enracinés dans des siècles de tradition chrétienne hostile, circulent aujourd'hui dans un langage modernisé, parfois jusqu'à l'ONU où ils sont repris dans des discours officiels, mais véhiculent toujours la même charge antijuive ancestrale.

La confusion entre critique légitime et obsession sélective – Critiquer un État fait partie du débat démocratique. Mais l'obsession à dénoncer Israël tout en restant silencieux sur les crimes massifs de régimes autoritaires ailleurs révèle un double standard. Cela n'est pas toujours dû à l'antisémitisme, mais souvent à une incompréhension profonde du fait juif, de l'histoire du sionisme et du contexte régional.

2. Heureux sous l'islam ? Déconstruire la fable des dhimmis heureux

Les antisionistes veulent faire croire aux militants humanitaires naïfs qu'avant Israël, les Juifs vivaient pacifiquement dans le monde arabe et qu'une Palestine musulmane serait aujourd'hui un havre de paix. Une fable séduisante mais fautive : la dhimmitude fut un apartheid médiéval. En réalité, les Juifs ont fui dès qu'ils l'ont pu – quatorze siècles d'oppression, sûrement pas un âge d'or.

Déconstruire le mythe andalou – La coexistence en al-Andalus n'était pas une tolérance idéale, mais un calcul politique. Durant la conquête (711–756), Juifs et Chrétiens furent protégés comme dhimmis (non-musulmans soumis) pour faciliter l'implantation musulmane. A cette première phase, brève et stratégique, succéda un durcissement sous

le califat de Cordoue (756–1031), puis un régime totalitaire sous les Almoravides (1086) et les Almohades (1147), lorsque le pouvoir n'eut plus d'ennemis à craindre : Juifs et Chrétiens furent alors contraints à la conversion ou exterminés. Ce basculement rappelle qu'un « vivre-ensemble » de circonstance peut un jour virer à la domination.

Le calvaire des chrétiens d'Orient aujourd'hui – En 1900, les chrétiens représentaient près de 40 % de la population du Levant. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 10 millions, soit moins de 5 %, et ce chiffre continue de baisser. Cette disparition progressive s'explique par les violences, les discriminations, l'insécurité chronique et les conversions forcées. Israël fait figure d'exception : depuis 1948, la population chrétienne y a doublé, bénéficiant de la liberté religieuse et de l'égalité des droits. Ce contraste dément radicalement le mythe d'une « créolisation » heureuse en terre d'islam, souvent brandi par certains intellectuels occidentaux. Partout où l'islam politique s'impose, la diversité s'efface.

Traite négrière arabo-musulmane – Pendant plus de quatorze siècles, entre 10 et 17 millions d'Africains ont été réduits en esclavage par les Arabes, depuis l'Afrique subsaharienne jusqu'aux marchés d'esclaves de La Mecque, Bagdad ou Zanzibar. On estime que plus de 6 millions de jeunes garçons entre 10 et 15 ans furent castrés sans anesthésie – 70 % mouraient des suites de l'opération. En raison de cette pratique, cette traite n'a pas laissé de descendants. L'esclavage noir existe encore aujourd'hui en Mauritanie, au Soudan, en Libye. Le racisme anti-noir est structurel : l'insulte « abid » (« esclave ») reste courante. En Mauritanie, des dizaines de milliers de Noirs vivent encore sous régime d'esclavage héréditaire.

Violence millénaire – Le monde musulman a connu des centaines de massacres antijuifs : Fès (1033, 1465, 1912), Grenade (1066), Séville (1391), Hébron (1929). À chaque poussée de violence, les Juifs fuyaient vers les terres chrétiennes. À Cordoue (1148), ils achetèrent des sauf-conduits aux rois du Nord. À Lucena (1090), une rançon collective fut exigée pour éviter le massacre. Les Juifs furent confinés dans des mellah surpeuplés, insalubres, sans droits de propriété. C'était un ethnocide par étouffement.

Apartheid médiéval – Jizya (جزية) : impôt humiliant, payé debout, souvent avec une gifle ; vêtements distinctifs jaunes, interdiction des couleurs nobles ; exclusion des fonctions publiques et du témoignage ; synagogues plus basses que les mosquées ; les dhimmis devaient descendre de cheval en croisant un musulman et marcher à sa gauche (côté impur) ; en Iran chiite, les Juifs étaient considérés comme impurs (najis – نجس), et leur contact était interdit lorsqu'ils avaient les mains mouillées.

Épuration ethnique – Au XIIe siècle, environ 90 % des Juifs du monde vivaient en terre d'islam. Aujourd'hui, ils y sont presque totalement absents. L'ampleur de cet exode est révélatrice du climat réel qui régnait alors. Un exemple frappant : en 1391, lors des grandes persécutions en

Espagne, de nombreux Juifs préfèrent se convertir au christianisme plutôt que de fuir vers le Maghreb pourtant supposé « tolérant ». En 1492, lorsque l'Espagne a expulsé quelque 200 000 Juifs, à peine un quart a trouvé refuge dans le monde musulman. Ce faible taux d'accueil dément le récit d'un refuge bienveillant offert par l'islam aux Juifs persécutés.

1948 : échange de populations sémitiques – Entre 1948 et 1970, quelque 900 000 Juifs furent expulsés du monde arabe, tandis qu'environ 700 000 Arabes quittèrent la Palestine mandataire. Deux peuples sémitiques déplacés, deux mouvements contraires : les Juifs retournèrent sur leur terre ancestrale, les Arabes s'installèrent ailleurs dans le monde arabe. Ce transfert croisé suit une logique historique bien connue. On en trouve des précédents admis par la communauté internationale : 1,6 million de déplacés entre la Grèce et la Turquie (1923), 12 à 14 millions entre l'Allemagne et la Pologne (1945), 14 à 16 millions entre l'Inde et le Pakistan (1947). L'échange judéo-arabe n'est donc pas une anomalie, mais un épisode parmi d'autres dans la vaste redistribution des peuples d'après-guerre – à l'intérieur d'un même espace régional, de la Méditerranée orientale à l'Atlantique, du Maroc à l'Irak.

Qui a vraiment spolié qui ? – Les biens confisqués aux Juifs expulsés du monde arabe sont évalués à 150 millions de dollars actuels – soit 50 fois plus que les biens palestiniens concernés. Les terres spoliées couvrent 100 000 km², près de cinq fois la superficie d'Israël (20 500 km²) – une réalité souvent oubliée face aux accusations de spoliation en Palestine.

Inversion accusatoire – Le retournement moderne : les islamistes accusent aujourd'hui Israël d'apartheid, de génocide et d'épuration ethnique – exactement ce qu'ils ont fait subir aux Juifs pendant 14 siècles. Apartheid réel : système de dhimmitude avec lois discriminatoires. Génocide historique : Almohades, pogroms systématiques. Épuration effective : 900 000 Juifs chassés du monde arabe (1948–1970). Il s'agit d'une projection classique : accuser l'autre de ses propres crimes pour inverser les rôles historiques.

Lueurs d'espoir : une souveraineté juive en Israël n'est pas contraire à l'islam – Le Coran reconnaît explicitement la promesse divine de la Terre sainte aux enfants d'Israël : « Ô mon peuple ! Entrez dans la Terre sainte qu'Allah vous a assignée » (sourate 5:21) et « Nous avons dit aux enfants d'Israël : “Habitez sûrement dans la terre” » (sourate 17:104). Sheikh Muhammad al-Husseini (Royaume-Uni) rappelle que les exégètes coraniques médiévaux considéraient la terre d'Israël comme un don divin aux Juifs. Aux Émirats arabes unis, les plus hauts responsables religieux, à commencer par le président Sheikh Mohammed bin Zayed, affirment que la normalisation avec Israël repose sur le respect mutuel et la reconnaissance de la légitimité de deux peuples souverains sur leurs terres respectives.

3. Alors comme ça, les Juifs seraient des colons en Israël ?

Accuser les Juifs de coloniser Israël, c'est céder à une illusion d'optique. Une illusion confortable pour ceux qui, las de penser avec nuance, préfèrent les slogans aux vérités complexes – ou qui continuent d'affirmer que tous les peuples ont droit à un État, sauf les Juifs. Cette accusation repose sur un déni profond, non seulement de l'histoire, mais de la réalité humaine, spirituelle et politique d'un peuple autochtone sur sa terre. C'est une mécanique bien connue : quand les revendications nationales dérangent, on en conteste l'enracinement.

Les Juifs, unique peuple autochtone d'Israël – Les Juifs sont chez eux en Israël. Ils en sont les premiers habitants, les autochtones. À ce titre, leurs droits sur la totalité de cette terre sont antérieurs, fondamentaux et inaliénables – comme pour tous les peuples autochtones dans le monde.

Un peuple indigène enraciné par l'histoire – Cette terre d'origine les a vus naître en tant que tribu sémitique indigène, arrachée à son territoire par les grandes puissances impériales successives, et qui, chaque fois qu'elle le peut, cherche à y revenir. Ce n'est pas une conquête, c'est un enracinement.

Une filiation continue et assumée – Le peuple juif constitue un groupe ethnique caractérisé par une transmission de l'identité par la mère ou par l'intégration formelle à travers la conversion. De nombreuses recherches scientifiques, aux résultats convergents, mettent en évidence une forte proximité génétique entre les communautés séfarades et ashkénazes, ainsi qu'une origine commune au Proche-Orient. Encore plus saisissant : les analyses ADN des Juifs de Djerba révèlent une quasi-identité génétique avec les populations juives de l'époque du Second Temple, témoignant d'une remarquable continuité dans le temps.

La terre d'origine de la Bible et du Temple – C'est ici, en Israël, qu'ils ont écrit la Bible. C'est à Jérusalem qu'ils ont bâti leur Temple. Jésus y renversa les tables des marchands. Ils ont été chassés par les Romains, mais sont restés nombreux sur place jusqu'à la conquête musulmane du VIIe siècle. Depuis, ils n'ont jamais cessé de vouloir revenir. Ils ne se sentent véritablement chez eux que sur cette terre. Même si c'est plus rude d'y vivre que sur les bords de la Seine ou de la Tamise.

Un exil habité par le désir du retour – Les Juifs n'ont cessé de chercher à revenir sur leur terre. En 1242, après la mise au feu du Talmud à Paris, Rabbi Yehiel part avec 300 érudits s'installer à Acre. En 1265, Nahmanide ravive la vie juive à Jérusalem. Au XIIIe siècle, des kabbalistes de Provence et d'Espagne s'installent dans le nord du pays. Après l'expulsion de 1492, une vague séfarade afflue, suivie par les Juifs du Yémen au XVIIe siècle, puis les hassidim au XVIIIe.

FICHE-INFO | LES CRITÈRES D'AUTHENTIFICATION DES PEUPLES AUTOCHTONES

Critère d'autochtonie	Juifs	Aborigènes (Australie)	Kanaks (Nouvelle-Calédonie)	Inuits (Canada)	Amérindiens (Amériques)	Saamis (Scandinavie)	Palestiniens
Antériorité historique	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Continuité sur territoire	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Langue spécifique	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Culture et religion spécifiques	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non
Institutions spécifiques	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Reconnaissance historique indiscutable	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Indépendance pleinement exercée	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Filiation pure et directe	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Non
Auto-identification ancienne, forte et non-opportuniste	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Persécution historique ininterrompue	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Génocide	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Ethnocide	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Conscience originelle d'être un peuple uni et distinct	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non

Ces vagues de retour n'ont jamais été accompagnées de conquêtes militaires ni de pillages. Il s'agissait de survivants, de mystiques, d'étudiants, de familles brisées, venus reconstruire une vie sur la terre qui avait vu naître leur peuple. Avec la renaissance de l'État en 1948, le retour devient massif. Depuis le début du XXI^e siècle, plus de 100 000 Juifs ont quitté la France, dont 60 % pour Israël. Aujourd'hui, 70 % des enfants juifs dans le monde y naissent.

Un retour national, sans logique coloniale – Le projet sioniste n'a rien d'une entreprise coloniale. Il ne sert aucun empire ni métropole, et ne repose sur aucune exploitation des populations locales. Les Juifs ne sont pas venus dominer, mais revenir sur leur terre, pour y reconstruire un foyer ouvert à tous ses citoyens. Les communautés venues du Maroc, d'Irak, d'Éthiopie ou de Russie ont été intégrées dans un projet commun fondé sur l'égalité civique. Et ils ne sont pas venus pour dominer. Ils sont venus pour vivre, avec ceux qui veulent partager une terre, et non la haïr.

Un peuple d'Orient, pas d'Occident – Ce n'est pas un projet européen : 60% des Israéliens ont des origines moyen-orientales ou nord-africaines. Au XIII^e siècle, 90 % des Juifs vivaient sous domination islamique. Ils ne viennent pas d'Occident. Ils reviennent d'exil.

Une légitimation scripturaire incontestable – La Bible mentionne Jérusalem des centaines de fois. Le Coran lui-même affirme qu'Allah a prescrit la Terre Sainte aux Banu Israël (5, 21). La guerre actuelle n'est pas une colonisation, c'est le retour d'un peuple autochtone sur sa terre.

Un retour comparable à d'autres renaissances autochtones – Ce retour s'inscrit dans une logique universelle. Celle des peuples autochtones qui, après l'exil ou la domination, retrouvent leur terre et y reconstruisent leur autonomie culturelle et politique. Les Inuits du Canada ont obtenu le Nunavut. Les Maoris sont désormais reconnus comme peuple fondateur en Nouvelle-Zélande. Les peuples San (Namibie, Botswana), Herero (Namibie), Akan (Ghana, Côte d'Ivoire) ou Ewe (Ghana, Togo, Bénin) ont réinvesti leurs terres après la fin des empires coloniaux. Les Juifs s'inscrivent dans ce mouvement mondial de justice en faveur des peuples autochtones.

4. Les Juifs sont chez eux, les Palestiniens non : dixit le droit international

Certains disent qu'Israël est une colonie et que les Juifs n'ont pas leur place sur cette terre. On pourrait envisager un récit exactement inverse : les Juifs sont un peuple originaire d'Israël, ils y vivent depuis des millénaires. Ce type d'accusation a déjà visé d'autres peuples autochtones dans le monde. L'objectif est souvent de nier leurs droits et leur histoire.

Les Juifs sont le peuple autochtone d'Israël – Ce n'est ni une opinion ni une invention récente, mais une réalité reconnue par le droit international (Convention n°169 de l'OIT,

Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones). Ils ont vécu sur cette terre bien avant d'autres, et ont gardé un lien fort avec elle à travers l'histoire, malgré l'exil et les persécutions. Selon les règles de l'ONU et de l'OIT, ce lien ancien, profond et continu définit précisément ce qu'est un peuple autochtone. Nier cela revient à effacer une vérité historique et à priver les Juifs de droits pourtant garantis à tous les peuples autochtones dans le monde.

Les Palestiniens : un peuple ? – Les peuples autochtones revendiquent une présence « depuis des millénaires », voire « depuis des temps immémoriaux », et parfois simplement « depuis toujours ». Plutôt que de chercher à prouver ce point – mission impossible et inutile – il faut se demander quelle durée de présence suffit pour être reconnu comme autochtone. La réponse peut se fonder sur la durée de formation d'un peuple sur un territoire, qui sert de référence pour légitimer son autochtonie. Sur le plan politique et juridique, cette question est cruciale, car c'est là que se joue la reconnaissance et les droits. Lors des débats aux Nations Unies sur le statut des habitants des îles Falkland (ou Malvinas), l'Argentine a contesté leur qualité de peuple enraciné. Certains échanges ont suggéré qu'une durée d'environ 150 ans pourrait suffire, sur le plan juridique et politique, pour constituer un peuple propre à un territoire donné (A/AC.109/PV.1369, p. 16-17).

Les Palestiniens : un peuple autochtone ? – Selon le droit international, un peuple autochtone est défini comme celui qui vit sur un territoire depuis très longtemps, entretenant un lien profond avec son histoire, sa culture et son identité. Il est juridiquement et factuellement impossible qu'il y ait plus d'un peuple autochtone sur un même territoire. Ainsi, même en envisageant cette hypothèse, il serait exclu de reconnaître ce statut aux Palestiniens en Israël, qui revient au peuple Juif dont la présence sur cette terre est millénaire.

Et puisque le peuple Juif est reconnu comme l'autochtone légitime de cette terre, toute décision concernant son avenir ne peut être prise ni imposée sans son consentement préalable. Imposer une solution sans leur accord serait non seulement injuste, mais aussi contraire aux principes fondamentaux du droit international, qui exige que tout peuple autochtone soit pleinement consulté et respecté dans ses droits.

Le peuple juif est l'un des exemples les plus clairs de peuple autochtone, selon le droit international – Le peuple juif, selon les critères du droit international, est autochtone d'Israël : il y a forgé son identité et maintenu, depuis plus de 2 000 ans, un lien continu par la langue, la foi, la culture et une présence ininterrompue dans des villes comme Jérusalem ou Hébron. Son exil, imposé par Babyloniens, Romains, Byzantins, Arabes, Croisés et Ottomans, relève des précédents internationaux où l'expulsion forcée ne rompt pas l'autochtonie, comme pour les Tatars de Crimée. Reconnaître ce fait ne nie pas les droits d'autrui, mais établit la

vérité historique de celui qui, le premier, a enraciné son identité sur cette terre. Refuser cette reconnaissance affaiblirait toutes les causes autochtones : si une histoire aussi forte n'est pas admise, aucune ne pourra l'être pleinement. C'est une étape essentielle vers une paix juste et durable.

Références juridiques de base :

Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples autochtones, adoptée par les Nations Unies le 12 septembre 2007

Convention n° 169 de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux, adoptée par l'OIT le 27 juin 1989

Pacte international relatif aux droits civils et politiques, adopté par les Nations Unies le 16 décembre 1966

Etude du problème de la discrimination à l'encontre des populations autochtones, par JOSE R. MARTINEZ COBO, Rapporteur spécial de l'ONU

Etude sur les peuples autochtones et leur relation à la Terre, par ERICA-IRENE DAES, Rapporteur spécial de l'ONU

5. Israël agresse, menace la paix et viole le droit international ?

Israël a-t-il le droit de se défendre ? – Oui. L'article 51 de la Charte des Nations Unies reconnaît à tout État le droit naturel à la légitime défense, individuelle ou collective, en cas d'agression armée. Ce droit est universel. Le nier revient à ne pas reconnaître Israël comme un État souverain ayant les mêmes droits que les autres. (Charte des Nations Unies, art. 51).

Précédent historique : France – Opération Serval au Mali (janvier 2013). Lancement d'une intervention militaire contre les groupes armés islamistes menaçant Bamako. Plus de 4 000 soldats français mobilisés pour stopper une percée djihadiste. Appui international unanime.

Israël peut-il accéder aux moyens de sa propre sécurité ? – Oui. Un État souverain a le droit d'acquérir les équipements nécessaires à sa défense, y compris armes et systèmes de maintenance. Refuser ce droit à Israël revient à contester sa souveraineté ou à supposer que sa sécurité serait illégitime. (Charte des Nations Unies, art 2 §7 ; Convention de Montevideo, art.1). **Précédent historique :** Ukraine – Soutien militaire massif dès février 2022. En deux ans, les démocraties occidentales ont livré pour plus de 100 milliards d'euros d'aide militaire. Objectif : restaurer la souveraineté face à l'invasion russe.

Israël doit-il être empêché d'assurer sa propre sécurité ? – Encourager, entretenir ou participer au « refus » de garantir à Israël les moyens même les plus élémentaires et

FICHE-INFO | TROIS PILIERS DU LIBÉRALISME



ÉGALITÉ

Tous égaux, sans exception ni privilège.



LIBERTÉ

Exprimer, croire, se rassembler, protester — toujours dans le respect des autres.



DÉMOCRATIE

Chacun protégé, chacun votant, dans des élections libres, justes et sécurisées, sous l'État de droit.

indispensables de sa propre sécurité constitue une violation du droit international pour lequel les États qui seraient les auteurs de ce type de pratiques, pourraient être tenus responsables (cf. Projet d'articles de la CDI sur la responsabilité de l'État, 2001) entraînant réparation à leur charge et sanctions, ou mesures coercitives à leur encontre. **Précédent historique** : Il n'y a pas en l'état de précédents juridiques, mais seulement politique, ce qui est le trait d'une carence juridique décriée, de l'absence encore marquante de pleine structuration de la société internationale.

Israël peut-il bénéficier de l'aide de ses alliés ? – Oui. La légitime défense collective est un principe fondamental du droit international. La refuser à Israël, c'est considérer que ses alliances sont anormales, ou que sa sécurité ne mérite pas d'être défendue. (Charte des Nations Unies, art.51 ; CIJ, Affaire RDC c. Ouganda, 2005). **Précédent historique** : Afghanistan – Déclenchement de l'article 5 de l'OTAN après le 11 septembre 2001. Plus de 40 pays impliqués dans une coalition militaire pour soutenir les États-Unis. Première application de la défense collective dans l'histoire de l'Alliance.

Israël a-t-il le droit à une défense préventive ? – Oui, en présence d'une menace grave, explicite et imminente. Ce droit a été invoqué par d'autres États face à des organisations terroristes ou des menaces comparables. Le contester revient à affirmer que les menaces d'anéantissement contre Israël sont exagérées ou que les Juifs doivent attendre d'être frappés pour réagir. (CIJ, Nicaragua c. États-Unis, 1986 ; Conseil de sécurité, France, 2015). **Précédent historique** : Syrie – Le 27 septembre 2015, la France frappe Daech en territoire syrien pour

prévenir des attentats planifiés contre son sol. Les cibles sont identifiées comme des camps d'entraînement pour des opérations en Europe.

Israël est-il un État souverain ? – Oui, Israël remplit tous les critères du droit international pour être reconnu comme un État : une population permanente, un territoire défini, un gouvernement effectif, et la capacité d'entrer en relation avec d'autres États (article 1er Convention de Montevideo sur les droits et les devoirs des États). Ces critères ont été entérinés par la communauté internationale : le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution recommandant la création d'un État juif, et le 11 mai 1949, Israël a été admis comme membre de l'ONU. Cette admission repose sur la reconnaissance par l'Organisation des Nations Unies qu'Israël est un État pacifique, prêt à assumer et à respecter les obligations de la Charte de l'ONU, et capable de les remplir, conformément à l'article 2 de la Charte des Nations Unies (Résolution 273 (III) de l'Assemblée générale de l'ONU. Admission d'Israël à l'ONU). **Précédent historique :** Avant Israël, de nombreux autres États ont été admis à l'ONU en suivant ces mêmes règles, sans exception ni traitement de faveur. Par exemple, l'Inde (1945), l'Ukraine et la Biélorussie (1945), l'Égypte (24 octobre 1945), le Liban (24 octobre 1945), la Turquie (1945) ou le Pakistan (1947) ont tous respecté les mêmes conditions et procédures pour obtenir leur reconnaissance internationale et leur statut de membre des Nations Unies. Ainsi, l'admission d'Israël n'a fait l'objet d'aucun passe-droit particulier : elle a été soumise aux mêmes critères et au même processus que tous les autres États. Cela confirme pleinement la légitimité de son existence en tant qu'État souverain au regard du droit international.

Les actions militaires d'Israël sont-elles encadrées ? – Oui. Israël est lié par les Conventions de Genève et applique les principes fondamentaux du droit humanitaire (distinction, proportionnalité, précaution). Le nier revient à supposer que l'État hébreu agit hors de tout cadre juridique, ou qu'il est par nature incapable de moralité militaire. (Conventions de Genève, 1949 ; Protocoles I et II). **Précédent historique :** Sahel – L'opération Barkhane (2014–2022) mobilise jusqu'à 5 100 soldats français avec ciblage par drone, neutralisation de chefs terroristes, et instructions strictes sur les frappes.

Le peuple juif a-t-il un droit particulier à la sécurité ? – Oui. L'histoire du peuple juif et les tentatives répétées d'extermination justifient un droit renforcé à la sécurité, reconnu notamment par la Convention sur la prévention du génocide. Le nier, c'est refuser de tirer les conséquences juridiques de la Shoah. (Convention de 1948, art.1 et 8). **Précédent historique :** Politique européenne – Reconnaissance du génocide juif comme fondement moral de l'ordre international d'après-guerre. En France, la loi Gayssot (1990) pénalise la négation de la Shoah.

L'autochtonie juive fonde-t-elle un droit à la protection ? – Oui. Selon le droit international,

tous les peuples autochtones ont, sans exception, le droit à la continuité, à la sécurité et à la vie sur leur terre. Nier cela aux Juifs, c'est refuser leur statut de peuple enraciné en Israël depuis des millénaires. (Déclaration de l'ONU sur les peuples autochtones, art. 7). **Précédent historique** : Canada – En 1999, création du Nunavut pour les Inuits. 2 millions de km² restitués à 30 000 habitants pour garantir leur continuité culturelle et politique.

Comment qualifier les attaques du 7 octobre 2023 ? – Les massacres, viols et enlèvements commis par le Hamas relèvent des définitions de crimes de génocide, car des Juifs ont été visés par ce que Juif, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre. Refuser de les qualifier ainsi revient à considérer les auteurs comme des acteurs non responsables ou les victimes comme des sous-hommes. (Statut de Rome, art. 7 et 8 ; Charte des Nations Unies, art.51). **Précédent historique** : Ex-Yougoslavie – Le Tribunal pénal international juge en 2001 les auteurs du massacre de Srebrenica (8 000 morts, juillet 1995), comme responsables de crimes contre l'humanité.

6. Comprendre l'hypocrisie juridique : quand le droit devient un instrument politique

Dans notre imaginaire collectif, le droit est synonyme de justice. Mais cette vision est naïve. Lorsque les Nations unies, la Cour internationale de Justice (CIJ) ou la Cour pénale internationale (CPI) prennent position, beaucoup pensent qu'il s'agit là d'une parole neutre, rationnelle et universelle du droit. En réalité, les institutions juridiques internationales ne sont pas des temples impartiaux. Ce sont des arènes politiques façonnées par les rapports de force entre États. Leurs décisions reflètent souvent des intérêts stratégiques plus que des principes juridiques constants.

Un exemple révélateur : la Cour pénale internationale (CPI) – La CPI affirme poursuivre les crimes les plus graves – génocides, crimes de guerre, crimes contre l'humanité. Mais sa neutralité est contestable : le président de son Assemblée des États membres est libanais – un pays officiellement en guerre avec Israël. Peut-on réellement s'attendre à une impartialité totale dans le traitement du conflit israélo-arabe ?

Des chiffres biaisés qui parlent d'eux-mêmes – Entre 2006 et 2023, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a adopté 99 résolutions contre Israël. En comparaison : 16 contre la Syrie, 12 contre l'Iran, 3 contre la Corée du Nord, et aucune contre la Chine pour sa répression des Ouïghours. Ce n'est pas une photographie fidèle des violations dans le monde, mais le signe d'une obsession ciblée.

Des biais culturels inconscients – Même de bonne foi, les institutions internationales sont

influencées par des normes et préjugés culturels. Elles peinent à comprendre la légitimité et la signification des pratiques religieuses juives. Ce n'est pas une affaire de valeurs universelles. C'est l'imposition d'un modèle culturel majoritaire et l'effacement des autres.

L'exemple du Danemark – Le pays interdit l'abattage rituel juif au nom du bien-être animal, pour une poignée de Juifs pratiquants. Mais il autorise la chasse récréative, qui tue chaque année plusieurs millions d'animaux dans des conditions bien plus cruelles. Il est aussi le premier producteur européen de fourrure de vison. Environ 14 millions de visons y sont élevés et tués chaque année, souvent par gazage – une méthode lente et extrêmement douloureuse. En Norvège, on autorise la chasse aux cerfs avec des chiens jusqu'à l'épuisement total des animaux. Mais un Juif ne peut y acheter de viande cachère. Aucun pays d'Europe n'interdit la chasse (plus de 30 millions d'animaux cruellement abattus par an) mais neuf pays du vieux continent interdisent l'abattage rituel juif. Pourquoi ? Non pas pour protéger les animaux – mais parce que les rites juifs sont perçus comme étrangers.

Le véritable humaniste, celui qui se soucie réellement de la justice pour tous, doit dénoncer ces mécanismes. Car on ne peut pas se prétendre défenseur des droits de l'homme si l'indignation ne s'éveille que lorsque le mis en cause est juif.

Ce qu'ils prétendent	Ce qu'ils font en réalité
Droit universel	Droit sélectif
Justice pour tous	Procès à charge contre Israël
Protection des civils	Oubli des victimes israéliennes
Normes juridiques	Armes politiques

7. Israël, Hamas, Gaza : la guerre de demain ne peut se juger avec les lois d'hier

Comment un État peut-il légalement lutter contre une organisation terroriste qui se dissimule volontairement parmi les civils, sans être sanctionné par le droit international ? Ce n'est pas seulement un défi pour Israël : c'est une épreuve pour le droit international lui-même.

Le droit international humanitaire : un héritage moral né du champ de bataille – Le droit international humanitaire, né de l'horreur de Solférino en 1859 et de l'action d'Henri Dunant, vise non à empêcher la guerre mais à en limiter la barbarie. Fondé sur la distinction entre combattants et civils et sur la protection des blessés et prisonniers, il

FICHE-INFO | LES TERMES QUE NOUS UTILISONS POUR JUGER LES GUERRES — ET CE QU’ILS SIGNIFIENT VRAIMENT



Guerre juste : La défense d’une démocratie face à un agresseur. La responsabilité morale est claire : l’attaquant.

Guerre asymétrique : Une armée puissante contre des terroristes qui manipulent l’image de brutalité.

Génocide : Extermination planifiée d’un peuple ou d’une religion.

Proportionnalité : Dommages civils justifiés par l’objectif militaire.

Guerre urbaine : Terroristes cachés parmi les civils. ONU tolère 10 civils morts par combattant; USA en tuent 4; Israël seulement 2.

incarne l’effort de mettre de l’humanité dans l’inhumain. Codifié depuis 1864, cet héritage moral est aujourd’hui fragilisé par des acteurs non étatiques qui s’en affranchissent tout en réclamant ses protections.

Les conflits asymétriques : un piège moral et juridique – Des groupes comme le Hamas exploitent cyniquement le droit humanitaire en utilisant les civils comme boucliers – écoles, hôpitaux ou lieux de culte servant de bases ou dépôts d’armes – afin de provoquer l’indignation internationale contre leurs adversaires. Les États attaqués se retrouvent piégés : riposter expose à des accusations de crimes de guerre, ne pas agir met leur population en danger. Ce détournement des règles, pensées pour protéger les

innocents, les retourne contre les démocraties qui s'efforcent de les respecter, tout en couvrant ceux qui les violent, pervertissant ainsi leur sens et encourageant les méthodes les plus cyniques.

Rééquilibrer le droit : une responsabilité partagée – Le droit international doit tenir compte des réalités modernes du terrorisme et ne pas juger les démocraties selon les règles des guerres classiques. Les principes de distinction, de précaution et de proportionnalité doivent s'appliquer avec lucidité : lorsqu'un groupe armé efface volontairement la frontière entre civils et combattants, la responsabilité des pertes civiles ne peut peser uniquement sur l'État qui réagit. L'usage de boucliers humains, déjà qualifié de crime de guerre, doit être reconnu et sanctionné concrètement. Sinon, le droit risque de devenir une contrainte unilatérale pour les démocraties et un outil de propagande pour ceux qui le violent.

Gaza : un test moral et une opportunité historique – **Ce qui se joue à Gaza dépasse Israël.** Le droit international humanitaire est à un tournant : soit il s'adapte aux réalités des conflits contemporains sans trahir ses fondements, soit il se condamne à l'indignation sélective et perd sa légitimité. Comme Henri Dunant à Solférino, il faut répondre avec lucidité et courage aux stratégies qui utilisent les civils comme armes. Ce qui se joue à Gaza pourrait marquer un renouveau du droit, en lui redonnant force, équilibre et âme. Refuser de nommer clairement les responsabilités, c'est devenir complice. Ce moment tragique est une opportunité historique : élever et renouveler le droit pour préserver son universalité, faute de quoi il s'éteindra, emportant avec lui l'espoir d'un ordre juste.

8. Pour un État palestinien viable et facteur de coexistence régionale

La création d'un État palestinien est une question stratégique, diplomatique et humaine majeure. Sa viabilité ne réside pas dans sa seule proclamation, mais dans sa capacité à fonctionner de manière autonome, à entretenir des relations stables avec ses voisins et à contribuer à une paix durable. Dans un contexte de fragmentation territoriale, d'impasse diplomatique et de nouvelles dynamiques régionales comme les Accords d'Abraham, il faut s'interroger sur sa capacité à être un acteur de stabilité plutôt qu'une source de tensions. Plutôt qu'une finalité figée, l'État palestinien pourrait être envisagé comme une étape vers une coexistence pacifique profitable à toute la région, y compris Israël. Cette perspective, encore peu mise en avant dans le discours politique palestinien ou international, mériterait d'être davantage explorée. C'est précisément l'objet de la réflexion qui suit.

La viabilité d'un État palestinien : une préoccupation légitime – La création d'un État palestinien ne peut se limiter à une déclaration symbolique : sa viabilité dépend d'une autonomie réelle. Or, il serait confronté à un enclavement géographique, une dépendance économique et énergétique, et un accès limité aux ressources vitales. Sans coopération structurée, notamment avec Israël, il risquerait d'être indépendant de nom mais vulnérable dès sa naissance, voire un État failli. Or, l'exigence de viabilité dépasse la simple dimension pragmatique : elle constitue une obligation juridique clairement établie par le droit international. La Charte des Nations Unies, en tant qu'instrument fondamental, inscrit cette obligation de manière explicite, notamment dans ses chapitres XI et XII, mais surtout à travers son article 2, paragraphe 2, qui impose à tout État de réaliser de bonne foi les obligations qu'il a acceptées – ce qu'un État dépourvu de moyens concrets ne peut matériellement accomplir.

La création d'un État comme opportunité de coexistence – Il est essentiel de dépasser la vision de l'État palestinien comme une fin en soi pour le concevoir comme un levier d'intégration régionale et de stabilité mutuelle. Ce rôle d'acteur de paix, encore trop peu souligné par les dirigeants palestiniens et la diplomatie française, demande un renouvellement profond de l'élite et une transformation du discours souvent figé ou revendicatif. Les nouveaux dirigeants devraient promouvoir un narratif positif de coexistence pacifique, fondé sur la sécurité, le respect mutuel, et des projets de développement communs. Une diplomatie proactive, engageant un dialogue ouvert avec Israël et les pays arabes modérés, notamment autour des Accords d'Abraham, permettrait de désamorcer les tensions et de construire des solutions concrètes, repositionnant ainsi l'État palestinien en acteur de paix, et non de conflit.

Le rôle des Accords d'Abraham : LE levier – Les Accords d'Abraham montrent que des rapprochements entre Israël et plusieurs pays arabes sont possibles sans résolution préalable de la question palestinienne. Ainsi, plutôt que de rejeter cette dynamique, ou de plonger dans l'initiative sans perspective de Macron, les Palestiniens pourraient tirer parti des Accords d'Abraham, et de la Présidence Trump – et ce au-delà des clivages idéologiques :

- En intégrant progressivement ces accords via des mécanismes de coopération économique ou sécuritaire.
- En leur offrant un cadre structuré de coopération avec les pays arabes et Israël.
- En bénéficiant de l'influence des pays signataires (Émirats arabes unis, Maroc, Bahreïn...) pour porter une voix palestinienne constructive.

- En conditionnant certains avantages (aide, infrastructures, reconnaissance..) à des engagements concrets pour la paix et la gouvernance.
- En ouvrant la voie à une intégration économique régionale, où un État palestinien aurait un rôle à jouer.
- En associant leur avenir à celui d'une région en mutation, et non à un isolement diplomatique croissant.

Ainsi, les Accords d'Abraham peuvent devenir un tremplin, à condition d'être réappropriés dans un esprit de partenariat.

Ce qui manque aujourd'hui – Pour que cette vision devienne réalité, plusieurs éléments doivent encore être réunis, spécialement une stratégie claire et modernisée des dirigeants palestiniens, qui dépasse la simple reconnaissance internationale et qui détaille sincèrement la manière dont un État pourrait coexister pacifiquement avec Israël, au-delà des slogans.

Ce qui bloque – Le principal obstacle à la création d'un État palestinien ne réside pas dans la géopolitique, mais dans l'incapacité des États européens – notamment la France – à adopter une vision stratégique claire. Plutôt que d'exiger des réformes concrètes des dirigeants palestiniens ou de s'engager dans une dynamique régionale constructive, ils se contentent d'une reconnaissance symbolique et d'engagements vagues, inefficaces. Pourtant, grâce à son poids diplomatique et économique, l'Europe pourrait conditionner son soutien à une réelle transformation politique. Ce blocage traduit une défaillance des élites européennes, souvent guidées par des réactions idéologiques ou symboliques, rejetant des initiatives stabilisatrices comme les Accords d'Abraham. Pour jouer un rôle crédible dans la paix, la France et ses alliés doivent dépasser ces postures et adopter une politique responsable envers Palestiniens et partenaires régionaux.

Créer un État palestinien ? – La création d'un État palestinien peut être judicieuse si elle est envisagée comme un levier de coexistence pacifique et de coopération régionale, plutôt qu'un simple geste symbolique. Pour assurer sa viabilité durable, il faut :

- repenser la diplomatie régionale autour de la complémentarité des intérêts,
- s'appuyer sur les Accords d'Abraham comme base de normalisation,
- renouveler le discours palestinien, en abandonnant la revendication victimaire au profit d'un projet politique crédible, soutenu par des partenaires internationaux responsables, comme la France.

Dans ce cadre, malgré les critiques, la présidence Trump a ouvert une opportunité historique via les Accords d'Abraham, qui offrent aujourd'hui des leviers diplomatiques concrets à exploiter, au-delà des clivages idéologiques, pour favoriser l'émergence d'un État palestinien intégré à son environnement régional.

9. L'urgence d'adapter le droit international pour garantir la paix

Le droit international, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, révèle ses limites face aux conflits asymétriques, identitaires et postcoloniaux. Plutôt que de le subir passivement, tout État soucieux de justice peut devenir un acteur clé d'une refondation nécessaire – non pas en rejetant les normes existantes, mais en en dénonçant les contradictions et en proposant un cadre juridique renouvelé, pragmatique et protecteur.

Les crises majeures, comme celle du 7 octobre, rappellent que les traumatismes historiques peuvent devenir des catalyseurs pour repenser le droit international afin qu'il protège réellement tous les peuples avec lucidité, rigueur et humanité. Israël, en particulier, a l'expérience singulière des menaces asymétriques et de l'usage à géométrie variable du droit contre lui. Cette expérience en fait un laboratoire stratégique pour révéler les failles du système actuel et proposer des réformes d'envergure.

Quatre dérives cardinales à corriger – Avant toute refondation, il faut reconnaître les failles qui minent la légitimité et l'efficacité du droit international :

1. Sélectivité politique – Son application à géométrie variable, visant certains États (notamment Israël) tout en ignorant d'autres violations graves, mine sa crédibilité.
2. Conception étatique figée – Le droit reste centré sur une vision dépassée de l'État-nation, ignorant les peuples non étatiques et les acteurs transnationaux, ce qui crée un vide juridique dangereux.
3. Instrumentalisation idéologique – Le droit humanitaire est confondu avec du militantisme, utilisé pour justifier ou masquer des violences, ce qui affaiblit sa vocation protectrice.
4. Inadaptation aux menaces modernes – Terrorisme transnational, cyberattaques et conflits identitaires échappent largement au cadre juridique actuel, rendant ses réponses inefficaces.

Ces dérives compromettent la légitimité même du droit international : sans révision en profondeur, il risque de se déliter et de perdre sa fonction de protection universelle.

Vers un droit adapté aux conflits contemporains – Le droit international classique a été conçu pour des guerres « symétriques » entre États et armées régulières. Or, les conflits actuels sont profondément différents : asymétriques, mêlant acteurs étatiques et non étatiques, avec des logiques identitaires, religieuses ou idéologiques. Pour rester pertinent, le droit doit donc être approfondi et révisé :

- Réviser la légitime défense et la proportionnalité : ces notions doivent être clarifiées dans le contexte de la menace terroriste asymétrique, sans justifier des représailles aveugles.
- Renforcer la protection des civils : éviter l'instrumentalisation idéologique du droit tout en maintenant sa vocation humanitaire.
- Créer des mécanismes efficaces de contrôle et de sanction : impartiaux, transparents et applicables à toutes les parties.
- Accepter une ingérence protectrice : réinterpréter la souveraineté à la lumière des impératifs humanitaires et sécuritaires, en développant une « tutelle protectrice » fondée sur l'éducation, la formation des élites et la coopération intercommunautaire.

Une opportunité historique – Israël, longtemps en position défensive face au droit international, peut désormais devenir moteur d'une refondation universelle. En s'appuyant sur son expérience unique des conflits asymétriques et sur la nécessité de corriger l'usage à géométrie variable du droit, il peut impulser une architecture juridique plus juste, cohérente et adaptée.

Le 7 octobre, tragédie marquante, doit être lu comme un tournant : l'occasion historique de construire un droit international qui protège réellement tous les peuples, et qui restaure sa crédibilité en combinant lucidité, rigueur et humanité.

FICHE-INFO | “J’AI TOUT QUITTÉ POUR VIVRE L’HISTOIRE”



Témoignage de Joseph Cohen, ingénieur, émigré de Lyon à Tel Aviv en 1998

Mes amis lyonnais me prenaient pour fou. “Tu lâches ton bureau d’études pour aller vivre dans un pays en guerre?” Ma mère pleurait. Mon père, qui avait vécu l’exode du Maroc, parlait de “folie”.

Mais moi, je voyais un miracle historique. Mes grands-parents avaient quitté le mellah de Fès dans les années 60 pour Lyon. Mon père, né à Casablanca, priait en hébreu le vendredi soir. Et là, son fils construit des logiciels à Tel Aviv, parle hébreu à ses gosses.

Les premières années ont été rudes. L’hébreu administratif, la bureaucratie, ce sentiment d’avoir abandonné la tranquillité lyonnaise pour cette urgence israélienne permanente. Mais j’ai compris que j’étais témoin de quelque chose d’extraordinaire.

Un soir, j’ai croisé mon voisin yéménite qui apprenait l’hébreu à son petit-fils. Derrière eux, des Éthiopiens discutaient avec des Russes. Tous en hébreu. Une langue que leurs arrière-grands-parents ne parlaient que pour prier.

J’ai eu la chance de vivre la renaissance d’un peuple en temps réel.

Mes collègues de Lyon me disent que j’ai tout sacrifié. Ils ont tort.

CONCLUSION

L'HEURE DU COMBAT

Le sionisme est un projet légitime. Nous en avons donné les preuves tout au long de cet ouvrage. Légitime parce que nous parlons ici de la libération nationale d'un peuple, le peuple juif, exténué d'être soumis à des puissances étrangères. Né sur la terre d'Israël, le sionisme y a façonné sa langue, sa foi et sa culture. Arraché à sa patrie par des envahisseurs, il n'a cependant jamais rompu le lien : une présence juive s'y est maintenue, ininterrompue, durant plus de trois millénaires. Et pendant l'exil, ses prières sont toujours restées tournées vers Jérusalem ; ses yeux, dans la peine comme dans la joie, n'ont jamais rêvé que de Sion.

Le sionisme s'inscrit aussi dans une dimension décoloniale. Il a successivement vaincu les empires ottoman, britannique, et affronte aujourd'hui l'impérialisme arabe, qui nie son existence. Et refuse son retour sur sa terre ancestrale. Le sionisme a été attaqué par les armes, par le terrorisme. Mais aujourd'hui s'ajoute une féroce guerre intellectuelle. Ce qui dérange les régimes arabes autoritaires et corrompus n'est pas seulement le retour physique du peuple juif. C'est aussi et peut-être surtout, qu'Israël est l'unique démocratie libérale au cœur du Moyen-Orient. Ajoutons ces propos ô combien tristement justes, du roi Hassan II : « La haine d'Israël et du juif est l'aphrodisiaque le plus puissant du monde arabo-musulman. »

Cet impérialisme, mû par un appétit de conquête jusqu'à l'Europe, s'appuie sur un antisémitisme qui conjugue haine médiévale et propagande des années 30. Aujourd'hui encore, il s'agit à nouveau de marginaliser les Juifs, mais surtout de les cibler physiquement, eux et leurs alliés.

La mécanique est claire : Juif = sioniste = génocidaire = homme à abattre. Après avoir exposé, dans les trois premiers chapitres, l'historique de cette équation meurtrière, nous avons, dans les deux derniers, donné les clés pour la déconstruire.

L'hostilité est répartie en trois catégories :

- **Le noyau moteur** : les agents du terrorisme palestinien déguisés en activistes humanitaires, comme le réseau Samidoun. Ils exportent leur lutte et légitiment la violence. A eux s'ajoutent les islamistes voulant imposer le califat (le totalitarisme) en Europe. Et puis il y a la gauche radicale, les nostalgiques du sanguinaire Staline, décidés à abattre la démocratie libérale en encourageant l'immigration massive et en poussant le « Sud global », entendez les pays arabes, à une domination mondiale. Une façon à leurs yeux, de s'excuser du passé colonial de la France.
- **Les relais inconscients** : une jeunesse occidentale inculte, qui se pense privée de perspectives. Et qui s'est persuadée, peut-être à raison, qu'elle ne pourra maintenir le niveau de vie de son enfance. Frustrée, désenchantée, elle épouse une cause : la Palestine. Dans sa croisade, elle s'en prend aux Français juifs, qu'elle érige en incarnation du « régime sioniste » et sur lesquels elle déverse sa colère.
- **Les stratèges cyniques** : La Russie et la Chine, totalement indifférents au sort des Palestiniens, poursuivent leurs uniques objectifs : affaiblir l'Europe, miner l'ordre libéral et exploiter chaque fracture occidentale. Le Qatar et l'Iran, déversent quant à eux des millions dans les universités et les mouvements islamistes. Leur but : étendre leur influence. Enfin, les politiciens ferment les yeux sur l'islamisme dans le meilleur des cas, pactisent avec leurs représentants dans le pire. Pour préserver leur carrière politique. Ou être garantis de gros contrats de conférenciers plus tard. Dans les pays arabes.

Ne nous y trompons pas : Israël est la première cible d'une attaque à venir contre toutes les démocraties libérales. Toutes. « Après samedi, dimanche » – après les Juifs, les chrétiens, déjà persécutés, le seront cette fois sur l'hémisphère entier, puis les non-musulmans tout court. Cette menace, aussi étonnant que cela paraisse, est une chance. Nous ne sommes pas seuls dans la ligne de mire. Toutes les démocraties sont ciblées.

Notre objectif est donc clair : rallier ces alliés naturels, leur faire réaliser que notre combat contre l'antisémitisme et l'antisémitisme est aussi le leur. Comme le rappelait Hannah Arendt, l'antisémitisme n'est jamais loin du totalitarisme.

Souvenons-nous : après l'attentat de Charlie Hebdo, 3,7 millions de personnes descendent dans la rue. Ce sont elles, notre stratégie. C'est avec elles que nous vaincrons ce nouveau totalitarisme.

Cet ouvrage, exigeant et documenté, s'adresse aux personnes juives et non-juives qui reconnaissent le droit du peuple juif à vivre souverainement sur sa terre, comme c'est le cas pour tout autre peuple. À vous de transformer cette information, de l'enrichir pour influencer le peuple Français, les intellectuels. Et cette majorité silencieuse qui rejette l'antisémitisme, mais se tait par peur. Les sondages le prouvent : le peuple français soutient le droit d'Israël à se défendre et refuse la reconnaissance d'un État palestinien.

Il y a urgence à convoquer un brainstorming, un remue-méninge collectif des militants pour élaborer une stratégie différenciée et coordonnée. Pour nouer des alliances avec tous ceux qui croient dans la République. À chaque acteur ses leviers ; à chaque public ses arguments. Il faut forcer la vérité à passer. En l'adaptant à chacun.

Des centaines de millions de personnes à travers le monde partagent notre combat civilisationnel et attendent des messages clairs et des missions précises.

Nous avons des ténors et de nombreux héros. Chez les intellectuels, Antoine Mercier, Daniel Sibony, Charles Rojzman, Georges Bensoussan, Samuel Fitoussi prennent tous les risques par leurs écrits et prises de parole. Chez les influenceurs et militants visibles, Justine_in_Israel, Simon Moss, Bob Hasbara, Samuel Madar, Rachel Khan, Michel Fayad mènent un combat quotidien avec détermination.

Les institutions n'ont certes pas encore pris la mesure de l'urgence. Mais la rue juive, elle, est en ébullition : des initiatives non institutionnelles, indépendantes et apolitiques surgissent pour combattre la haine et libérer les otages – Diaspora Defense Forces (DDF), Collectif du 7 octobre, Tous 7 octobre, Nous vivrons, Women United for Peace, No Silence, Actions Avocats, Tolérance Zéro – et bien d'autres encore. Il est temps de réunir tous nos talents. Et d'agir conjointement. Les motivations et les intelligences sont là. Cet ouvrage, diffusé grâce à de généreux donateurs, y contribue.

Vous, lecteurs, êtes ceux dont le peuple juif et l'humanité ont besoin. Abraham, Moïse, Herzl étaient seuls, incompris, moqués, combattus. Mais ils portaient une vérité plus forte que les résistances de leur temps. Et ont vaincu. Aujourd'hui, notre tour est venu. Nous sommes les enfants de cette lignée qui a chambardé l'Histoire. Le mouvement antisémite actuel succombera. Peut-être que les Juifs d'Europe occidentale rejoindront Israël, comme ceux du Maghreb et d'Europe orientale l'ont fait. Nous, descendants d'Abraham, qui étions déjà en Israël il y a 3 500 ans, y serons

encore dans 3 500 ans. Et l'humanité nous saura alors gré de notre rôle d'avant-garde pour la liberté et la justice.

L'heure n'est plus aux lamentations. L'heure est à la lutte organisée. L'heure est à l'action coordonnée. Que chacun prenne sa part dans cette résistance intelligente qui commence.

Les combats perdus sont ceux que l'on ne mène pas.

À propos du JPPI

Le Jewish People Policy Institute (JPPI), fondé par l'Agence Juive pour Israël, est une organisation à but non lucratif. L'Institut est un think-tank indépendant de réflexion et de planification stratégique, orienté vers l'action, ayant pour mission de façonner les politiques concernant le peuple juif, en Israël comme dans la Diaspora.

Les objectifs fondamentaux du JPPI sont d'assurer la continuité et la prospérité du peuple juif ; de préserver et de promouvoir une identité juive pluraliste – à la fois culturelle, nationale et religieuse – et de renforcer la cohésion au sein d'Israël, parmi les communautés juives de la Diaspora, ainsi qu'entre Israël et la Diaspora.

Au cœur du travail de l'Institut se trouve une analyse systématique des défis et opportunités auxquels le judaïsme mondial contemporain est confronté, ainsi que la constitution d'un socle de connaissances et d'informations sur le peuple juif. Les activités de l'Institut sont orientées vers l'action, et ses productions sont destinées aux décideurs, aux leaders, et, lorsque cela est pertinent, au grand public.

L'ensemble des publications du JPPI est disponible sur son site web : www.jppei.org.il. Le conseil exécutif du JPPI est coprésidé par les ambassadeurs Stuart Eizenstat et Dennis Ross, tous deux ayant occupé des fonctions de tout premier plan au sein du gouvernement américain. L'Institut bénéficie également du soutien de son Conseil international des gouverneurs, composé de personnalités publiques de renom, possédant une expertise de haut niveau dans des domaines variés et une solide expérience en matière de politiques publiques.



Directeur de recherche chargé de la pensée sioniste au *Jewish People Policy Institute* (Jérusalem), **Gil Troy** est professeur d'histoire à l'Université McGill (Montréal), spécialiste du sionisme et de la présidence américaine. Auteur de treize ouvrages, dont plusieurs best-sellers sur les présidents des États-Unis, il est aussi une figure de référence dans le débat intellectuel sur le sionisme contemporain. Il a notamment coécrit *Never Alone* avec Natan Sharansky et publié *The Zionist Ideas*, une anthologie saluée par le président israélien Isaac Herzog. Son dernier livre, *To Resist the Academic Intifada* (2024), s'adresse aux étudiants confrontés à la montée des discours antisionistes et antisémites sur les campus. En les outillant intellectuellement, il propose une réflexion claire et assumée sur la défense de l'idéal sioniste dans un environnement universitaire de plus en plus polarisé.



Directeur de recherche au *Jewish People Policy Institute* (Jérusalem), **Dov Maimon** est responsable de la stratégie du peuple juif envers l'Islam. Auteur d'une étude très remarquée sur « le judaïsme européen en 2030 », il a dirigé la taskforce du gouvernement israélien sur l'avenir des Juifs de France.

Né à Paris, il s'installe en Israël à 18 ans. Ingénieur du Technion et diplômé de l'INSEAD en management, sa thèse à la Sorbonne sur les mystiques juive et musulmane reçoit le prix du meilleur doctorat français. Maître de conférences aux Universités de Ben Gourion (Beer-Sheva) et du Mont Scopus (Jérusalem), il explore les liens entre histoire, religions et politique.

Son dernier ouvrage, *La fin des Juifs de France ?* (Mai 2025, Éditions du Cherche Midi), coécrit avec Didier Long, repose sur 300 entretiens et des documents confidentiels. Il met en lumière, chiffres et faits à l'appui, ce que beaucoup pressentent sans toujours l'exprimer clairement. Une analyse rigoureuse pour voir clair, anticiper les évolutions à venir — et se préparer à devoir, le moment venu, prendre des décisions.

« Ce petit livre rare et précieux est tout simplement un ouvrage essentiel. Au milieu de tous les mensonges proférés depuis le 7 octobre et de la confusion qui règne, ce guide offre des explications claires qui font autorité, et déroulent les faits qui doivent être connus de façon pédagogique. Imprimez-le, lisez-le et partagez-le largement... »,

Natan Sharansky, prisonnier de Sion, militant des droits de l'homme, ancien vice-premier ministre israélien



Utilisez ce code QR pour télécharger des exemplaires de cette publication ou visitez le site | jppi.org.il